TRENTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 10 751 — 20 PAGES — VENDREDI 24 AOUT 1979

THOMSON-BRANDT ET A.E.G.-TELEFUNKEN REGROUPENT LEURS MOYENS DE PRODUCTION DES TUBES DE TÉLÉVISION

LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,80 m.; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 12 sch. ; Belgique, 15 fr. ; Canada, $ 0,85 ; Côte-d'Ivoire, 180 F CFA ; Danemark, 4 kr ; Espagne, 50 pes. ; Grande-Bretagne, 30 p. ; Grèce, 30 dr. ; Iran, 70 ris. ; Italie, 500 L ; Liban, 250 p. ; Luxembourg, 15 fr. ; Norvège, 3,50 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 27 esc. ; Sénégal, 150 F CFA ; Suède, 3 kr. ; Suisse, 1,10 fr. ; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

L'avenir de la révolution au Nicaragua

• La Banque interaméricaine accélère son aide

• M. Soares ne croit pas au risque de « cubanisation »

La Banque interaméricaine pour le développement (BID) a décidé d'accélérer le versement de son aide au Nicaragua, a-t-on appris, mercredi 22 août, à Washington. Des mesures ont été adoptées, qui permettront au gouvernement nicaraguayen de bénéficier immédiatement d'une somme de 55 millions de dollars (environ 124 millions de francs) pour la reconstruction du pays.

*Au Nicaragua, où ont été publiées, mardi, les lois fondamentales rétablissant les libertés (*le Monde *du 23 août), l'état d'urgence a été reconduit pour trente jours, mais deux de ses dispositions ont été levées. Celles-ci concernaient la réquisition, sans rémunération, de travailleurs, et la mise au service de l'Etat des radios privées en cas de besoin.*

Au Paraguay, où il a obtenu un visa de séjour de quatre-vingt-dix jours, l'ancien président Somoza a déclaré, au cours d'une conférence de presse à Asuncion, qu'il avait été « dupé » par les Etats-Unis, et par M. Carter personnellement, et qu'il avait quitté le territoire américain en raison d'une menace d'extradition qui pesait sur lui dans ce pays.

Dans une interview au Monde, *M. Mario Soares, secrétaire général du P.S. portugais, qui a effectué un séjour à Managua au nom de l'Internationale socialiste, estime que la « cubanisation du Nicaragua bloquerait l'évolution du processus démocratique dans toute l'Amérique latine ».*

Nuées sur la mer des Caraïbes

I. — Sous le « choc sandiniste »

par JEAN-PIERRE CLERC

« Le Nicaragua ne sera pas un nouveau Cuba, mais un Nicaragua nouveau ! » Des dizaines de milliers de personnes, rassemblées le 26 juillet dernier à La Havane pour célébrer le vingt-troisième anniversaire de l'attaque de la caserne de la Moncada par les guérilleros de Fidel Castro, ont applaudi cette formule lancée à la tribune par M. Alfonso Robelo, un des cinq membres de la junte qui avait pris le pouvoir six jours plus tôt à Managua. Le piquant de l'affaire est que M. Robelo, un jeune et riche industriel nicaraguayen, était, il y a quelques mois encore, la personnalité choisie par les Etats-Unis pour succéder à l'encombrant Anastasio Somoza ! Un très important responsable sandiniste que nous avions rencontré en mars à Paris ne l'appelait, d'ailleurs, que « *Mister Robelo* »...

L'intéressé attend-il son heure, conscient que l'on ne se met pas impunément en travers de certains déferlements historiques ?

(Lire la suite page 4.)

Amnistie partielle au Brésil

Quinze ans après la chute du régime populiste de Joao Goulart et l'instauration d'une dictature militaire qui a rapidement — et malheureusement — « institutionnalisé » la torture comme méthode de gouvernement pour éliminer toute opposition politique et sociale, le Congrès de Brasilia a adopté, le mercredi 22 août, un projet d'amnistie qui représente certes un grand pas dans la voie de la « démocratisation » promise par le gouvernement du général Figueiredo, mais dont les restrictions suscitent l'irritation de larges secteurs de l'opinion brésilienne.

Le Brésil de 1979 est une puissance économique, bien que les énormes disparités sociales et régionales n'aient pas été surmontées, et se soient même aggravées, tout particulièrement dans le Nord-Est misérable et surpeuplé. Mais Brasilia pratique une diplomatie intelligente et indépendante. La première nation d'Amérique latine n'a plus guère de rapport avec le pays troublé, instable, de 1964, soumis aux pressions directes des Etats-Unis. Cette évolution a favorisé la naissance d'une société plus moderne, plus réaliste, moins disposée à subir les contraintes excessives d'un régime autoritaire qui n'a cessé, depuis quinze ans, de promettre puis de remettre sans cesse aux calendes grecques la « libéralisation ». La fin du « miracle » économique incite les entrepreneurs brésiliens à réclamer des relations plus équilibrées avec un monde du travail plus combatif, notamment dans le triangle industriel de Sao-Paulo. La presse, enfin, a très largement reconquis des libertés sévèrement rognées par les militaires.

L'actuel processus de « démocratisation » s'explique donc autant par les pressions de plus en plus fortes de la société brésilienne que par la résignation d'un régime autoritaire convaincu au demeurant qu'il est aujourd'hui parfaitement en état de contrôler tout mouvement d'opposition éventuel grâce à une police politique très nombreuse, rodée et efficace.

Le projet de loi adopté par le Congrès est identique à celui du gouvernement. Il devrait, après sa promulgation le 7 septembre par le chef de l'Etat, bénéficier à quelque cinq mille personnes touchées par la législation d'exception postérieure au coup d'Etat de mars 1964. Des personnalités politiques de gauche, des exilés célèbres comme l'ancien gouverneur de Recife, Miguel Arraes, ou l'ex-gouverneur du Rio-Grande, Leonel Brizola, dirigeant de l'ancien parti travailliste, devraient pouvoir rentrer.

Le gouvernement ne recueillera cependant pas tous les fruits de cette « ouverture ». Une campagne ample et puissante a été menée dans le pays en faveur d'une amnistie générale et sans restrictions. Le Mouvement démocratique brésilien (M.D.B.), parti d'opposition toléré, a exploité ce climat pour retrouver un peu de vigueur, rejoint par certains parlementaires du très officiel parti Arena.

Le gouvernement semble donc sur la défensive alors que la promulgation de l'amnistie aurait dû constituer sa première grande victoire politique depuis un an. Le point le plus controversé du projet est l'exclusion des « auteurs de crimes de terrorisme ou d'enlèvement ». Le président Figueiredo a laissé entendre que certains des « exclus » pourraient bénéficier éventuellement de mesures de « pardon ». Il reste que les tortionnaires des différentes polices politiques du régime et des organisations paramilitaires reçoivent, eux, l'absolution, alors que les plus courageux, ou les plus téméraires, des opposants à la dictature sont rejetés dans le ghetto.

Les divisions de la gauche et des syndicats

Les polémiques semblent réduire les chances des propositions d'action commune

A la recherche d'une unité d'action pour la rentrée, qui préserve toutefois leur spécificité, la C.F.D.T. et la C.G.T. ont, l'une après l'autre, proposé une rencontre interconfédérale, mais à des dates différentes et en renouvelant chacune leurs critiques réciproques. Force ouvrière a opposé une « fin de non-recevoir » sans ambiguïté à ces propositions. La C.F.T.C. estime n'avoir pas à répondre. La fédération de l'éducation nationale n'entend pas, elle, fermer la porte à de telles réunions, tout en relevant les contradictions de la C.G.T.

La C.F.D.T., qui avait, la première, pris une telle initiative, attend comme la C.G.C. une réponse officielle de la C.G.T., dont elle continue à dénoncer l' « action-spectacle ». Ce mélange de propositions et de polémiques semble réduire les chances d'une préparation en commun de vastes mouvements sociaux pour l'automne.

Le P.S. attend les réponses aux invitations pour des rencontres bilatérales qu'il a adressées, le 22 août, aux partis de gauche, ainsi qu'aux syndicats et organisations qui contestent la gestion économique du gouvernement.

Le secrétariat national du M.R.G., qui s'est réuni le même jour, estime qu'il est urgent de revenir à l'union de la gauche. M. Georges Marchais a déclaré qu'il était « naturellement » d'accord pour organiser des actions communes à la base, à condition que celles-ci ne débouchent ni sur des compromissions ni sur des illusions. Le secrétaire général du P.C.F. a toutefois relevé certaines contradictions dans les déclarations de M. Mitterrand, et il lui reproche en particulier de privilégier l'échéance électorale de 1981 par rapport aux problèmes qui sont actuellement posés aux travailleurs.

M. Antoine Pinay, ancien président du conseil, a fait une déclaration, le 23 août, au sujet du troisième anniversaire du gouvernement de M. Barre : « Ne me demandez pas de porter un jugement sur les hommes en difficulté. M. Barre a des problèmes tellement difficiles, tellement compliqués, il est tellement peu soutenu par l'opinion publique que je ne veux pas porter un jugement qui pourrait compliquer encore sa tâche. »

Va-t-on assister à une relance de l'action unitaire entre syndicats, ou assiste-t-on une nouvelle fois à une tragi-comédie dans les relations interconfédérales ? C.F.D.T., C.G.T. et même C.G.C. se sont successivement déclarées prêtes à se rencontrer, chacune soulignant sa volonté d'action unitaire, mais elles ont aussitôt décoché des flèches acérées à l'encontre des « camarades » de l'organisation concurrente.

Invité mercredi matin 22 août, à TF 1, M. Edmond Maire annonce qu'il vient d'écrire à la C.G.T. pour lui proposer une rencontre dès la fin de la semaine d'action, organisée à partir du 3 septembre par les seuls cégétistes. Dans l'après-midi, l'A.F.P. publie en réponse une « interview » de M. Georges Séguy, qui souligne que les propos de M. Edmond Maire constituent « *incontestablement un élément nouveau* ». Le secrétaire général de la C.G.T. se déclare prêt à « *rencontrer immédiatement* » le leader cédétiste et à étendre cette réunion à toutes les centrales. Le soir, la C.G.C. déclare que, si invitation il y a, elle réunira ses instances dirigeantes pour lui donner une suite. La Fédération de l'éducation nationale ne rejette pas, pour sa part, l'idée d'une rencontre, mais semble bien exclure tout ralliement à la semaine d'action cégétiste.

Les partenaires sociaux sont-ils donc décidés à recoller rapidement les morceaux d'une unité pour l'instant éclatée ? Rien n'est moins sûr, puisque chaque appel ou invitation porte sur des dates différentes et s'accompagne d'une sévère critique de celui qu'on prétend vouloir rencontrer.

La C.F.D.T. qui, la première a pris, mercredi, l'initiative de proposer une réunion au sommet a tenu à marquer ses distances à l'égard de la C.G.T.

A TF 1, M. Edmond Maire, qui n'épargne pas la politique de M. Barre tant s'en faut, ironise sur « *les déclarations-spectacles pour la radio de leaders politiques et syndicaux* ». Dans la lettre, adressée le 21 août à M. Séguy, le secrétaire général de la C.F.D.T. va plus loin, justifiant avec détail ce qu'il appelle « *le décollage existant entre [les déclarations] publiques [de la C.G.T.] concernant [sa] volonté unitaire et [sa] décision unilatérale d'action* ». Et d'ajouter que, « *si une rencontre aurait été utile « fin août », l'initiative prise par la C.G.T. lui ferait perdre toute signification* ». D'où la proposition d'une réunion à la mi-septembre afin de préparer une riposte qui soit « *autre chose qu'un feu de paille* ». Que tout cela est écrit élégamment !

L'après-midi, M. Séguy utilise le même style. Favorable à une rencontre, le leader cégétiste fait semblant d'ignorer la date avancée par la C.F.D.T. pour suggérer un rendez-vous immédiat, et passe à l'attaque. Si nous avons décidé seuls d'organiser une semaine d'action, explique-t-il, c'est que les autres « *n'ont à aucun moment envisagé de s'engager dès le premier jour de la rentrée* ». La FEN ? Elle a « *souscrit à une dégradation du pouvoir d'achat dans la fonction publique* ». La C.F.D.T. ? Elle « *s'obstine à faire prévaloir une stratégie dont elle reconnaît, elle-même, qu'elle est limitative de l'action avec la C.G.T.* ». Quant à la C.G.C., elle ne rate pas une occasion de souligner les liens entre les déclarations de M. Marchais et celles de M. Séguy.

La « guéguerre » entre organisations syndicales se poursuit donc de plus belle. Chacune affiche la nécessité — et bien sûr sa volonté — d'une action unitaire, sans renoncer au plaisir de fustiger le concurrent.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 18.)

AU JOUR LE JOUR

La bonne presse

Dans le cadre de la grande campagne de purification de la pensée publique et d'extinction des voix discordantes en Iran, ce sont près de trente journaux qui ont été contraints à fermer leurs portes en quarante-huit heures, et il ne reste désormais plus qu'une demi-douzaine de publications destinées à jeter l'anathème sur les mauvais esprits et à chanter les louanges de l'ayatollah Khomeiny.

Ce recours à une bonne vieille méthode d'éducation des masses aidera sans aucun doute les lecteurs à situer chaque jour et sans aucun risque de quel côté se trouvent le bien, le mal et la vérité officielle des mollahs ; quant aux commentateurs, il leur suffira désormais de remplacer la revue de presse par la revue de prêche.

BERNARD CHAPUIS.

Point de vue

Un échec souhaité

par CHRISTIAN GOUX (*)

La politique économique du président de la République depuis cinq ans est un échec. Il serait trop facile d'incriminer seulement Jacques Chirac et Raymond Barre. On en a d'ailleurs eu la preuve avec la démission de Jacques Chirac qui, en désaccord avec le président, est parti.

Mais derrière cette évidence de l'échec, une deuxième question se pose dont la réponse est moins simple : cet échec pour la France et les Français n'était-il pas, en fait, souhaité pour servir les intérêts d'une classe dominante qui, depuis longtemps, s'est soumise aux pouvoirs multinationaux. En un mot, Valéry Giscard d'Estaing n'a-t-il été que le serviteur fidèle d'un capitalisme supranational ?

Plusieurs éléments amènent à penser que s'il a échoué du point de vue de l'intérêt des Français, il a en partie réussi du point de vue de l'intérêt du capitalisme international. En effet, il a échoué dans la lutte contre l'inflation — les prix ont augmenté de 62 % depuis 1974, c'est-à-dire en moyenne de 10 % par an alors qu'en Allemagne ils n'ont augmenté que de 4,4 %. Il a échoué dans la lutte contre le chômage — 498 000 demandeurs d'emploi en 1974, 1 400 000 aujourd'hui. Il a échoué dans la reprise d'une croissance génératrice d'investissements — la production industrielle, bâtiment et travaux publics inclus, qui avait atteint l'indice 115 en 1974 est, aujourd'hui, au même niveau.

En revanche, la désunion des forces du travail lui a permis de réussir, et singulièrement depuis 1978, d'obtenir la stagnation et même la régression du pouvoir d'achat. Un fonctionnaire communal, par exemple, à l'indice 250, gagnait net, en août 1978, 2 707,77 F ; il gagnera net, en août 1979, 2 971,62 F, ce qui, compte tenu de la hausse des prix, correspond à une baisse du pouvoir d'achat de 0,7 %. Et, malgré cet échec patent, les médias, presse écrite, radio, et surtout télévision, dont le rôle au service du pouvoir est de plus en plus décisif, rapportent quotidiennement que tout ce qui se passe nous dépasse, n'est pas notre faute et que le président fait de son mieux — sous-entendu, avec un autre cela serait pire.

Cette interprétation de la crise présentée comme une catastrophe météorologique indépendante de la volonté des hommes est fausse. La crise est la traduction dans les faits du fonctionnement d'un système économique condamné, qui appauvrit le plus grand nombre. Il faut donc dire et redire sans cesse, au risque de lasser, pourquoi et comment cette crise s'est déclenchée.

Elle a commencé en 1965 aux Etats-Unis, centre vital du système. L'appareil de production américain, malgré sa formidable vitalité et son emprise sur le reste du monde, ne trouve plus de débouchés solvables. Les taux de profits plafonnent. La relance par les dépenses d'armement pour le Vietnam est inflationniste. Alors une méthode paraît s'imposer dans la logique du système : pour restaurer les profits, il faut comprimer les salaires. C'est ce qui fut fait.

(Lire la suite page 6.)

(*) Membre du comité directeur du P.S.

L'ÉTAT VA LANCER UN EMPRUNT DE 6 MILLIARDS DE FRANCS

(Lire page 20.)

« RENALDO ET CLARA », DE BOB DYLAN

Autoportrait poétique

Filmé durant la tournée de la Rolling Thunder Revue en 1975-1976, produit et réalisé par Bob Dylan, interprété par le chanteur lui-même et par Joan Baez, Sara Dylan, Ronnie Hawkins, Jack Elliott, Allen Ginsberg et toute la troupe de la Rolling Thunder Revue, *Renaldo et Clara* n'est pas le premier ouvrage cinématographique signé par Bob Dylan, puisqu'il fit, il y a dix ans, un nouveau montage de *Don't look back* — réalisé quatre années auparavant par D.A. Pennebacker, lors d'une tournée du chanteur, — sous le titre *Eat the document*. Mais *Renaldo et Clara*, s'il reprend le cadre de *Don't look back*, est un autoportrait poétique avec la musique et les images, un film où les personnages portent des masques et qui, du fait d'un recours au reportage ou à l'improvisation saisit la spontanéité et la complexité de la vie, un poème au ton tchékhovien par le décalage qui existe entre les apparences et la réalité, par la folie cachée derrière la dimension quotidienne, par la solitude de Renaldo-Dylan, par le désespoir au plus profond de soi et un grand amour de la vie malgré tout.

(Lire la suite page 13.)

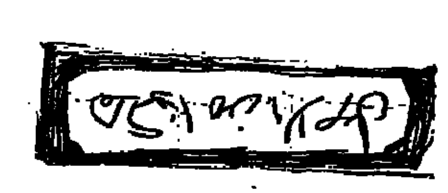
CLAUDE FLÉOUTER.

Un voyage vers l'Asie

UBON : périphérie du désespoir

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

(Lire page 2.)



Le Monde

idées

NOUVELLE DROITE

Le GRECE et la révolution du XXIe siècle

par PIERRE VIAL (*)

AINSI, depuis deux mois, voici le GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne) éclairé par les projecteurs de l'actualité journalistique. Nous aurions normalement tout lieu de nous en féliciter, puisque notre objectif, depuis dix ans, est de provoquer un stimulant débat d'idées qui brise les conformismes *intellectuels*, de *droite* comme de gauche. Mais de débat d'idées, point. Seulement des invectives, des excommunications ou — ce qui est pire — une déformation systématique des idées *défendues* par le GRECE. Aussi est-il *nécessaire* de rappeler quelques vérités élémentaires, destinées à ceux qui voudront bien mettre entre parenthèses les *a priori idéologiques* et entamer le dialogue avec nous.

1) Le GRECE n'a et ne veut avoir aucun objectif politique. Il ne se sent concerné, ni de près ni de *loin, par les agissements, manœuvres* et intrigues du monde de la politique politicienne, dont les perspectives, dans la majorité comme dans l'opposition, sont purement *électorales. La politique* n'est pas l'affaire du GRECE. Il entend se placer à un autre niveau, plus fondamental. *« Société de pensée à vocation intellectuelle »*, ainsi que le définissent ses statuts, le GRECE entend œuvrer sur le terrain métapolitique, seul déterminant dans la mesure où s'y élaborent les mentalités collectives, et donc le consensus populaire.

Prenons une comparaison qui va *faire bondir les dinosaures* de la vieille droite : comme cette société de pensée qu'est la franc-maçonnerie a préparé les esprits à la révolution de 1789, la société de pensée qu'est le GRECE entend préparer les esprits à la révolution du vingt et unième siècle, qui saura unir l'héritage spirituel le plus ancien et la technologie la plus progressiste.

L'étiquette « nouvelle droite », chargée par définition de connotations politiques, convient donc fort mal aux préoccupations du GRECE. Mais on ne peut, en France, échapper aux étiquettes et au clivage traditionnel droite-gauche. Puisque nous refusons les faux-fuyants, définissons donc l'action du GRECE comme l'élaboration d'une « nouvelle culture de droite », en ajoutant immédiatement, cependant, que sur bien des points cette « nouvelle culture de droite » se sent plus proche d'une nouvelle gauche que de la vieille droite.

• 2) Le GRECE est opposé à toute forme de totalitarisme. En dénonçant tous les réductionnismes, en proclamant que le droit à la différence n'est pas un monopole de la gauche, en mettant en accusation le caractère totalitaire des monothéismes — y compris sous leur forme laïque — le GRECE entend *être fidèle à l'esprit de tolérance*, d'ouverture, de dialogue qui constitue la meilleure part de la tradition culturelle européenne. Que demande le GRECE, dans la vaste remise en *cause des idées et des croyances* qui domine le dernier tiers du vingtième siècle ? Simplement le droit à la *parole*. Pour lui, comme pour les autres. Tous les autres.

3) Pour que puisse s'instaurer un véritable débat d'idées, un minimum d'honnêteté intellectuelle est *nécessaire*. Ce qui suppose qu'on ne fasse pas dire au GRECE ce qu'il n'a *jamais dit. Prenons deux exemples :* le GRECE est accusé par certains de préconiser un *« darwinisme social »* et un *« matérialisme biologique »*. Darwinisme social : il s'agirait de justifier le système *social* en place, en expliquant qu'il est juste que détiennent les meilleures places ceux qui ont la plus haute intelligence. Or le GRECE n'a pas cessé, *depuis dix ans*, de dénoncer la société marchande dans laquelle nous vivons, en montrant que l'*économisme* et le *bourgeoisisme* — ces tares du système dit libéral — sécrètent une hiérarchie indéfendable, celle de l'argent. Matérialisme biologique : il s'agirait d'affirmer que l'homme est totalement conditionné par ses composantes génétiques, autrement dit que l'inné et la nature sont tout, l'acquis et la culture rien. Or le GRECE affirme — dénonçant en cela le « matérialisme biologique » comme une forme, parmi d'autres, de réductionnisme — que l'inné et l'acquis, que la nature et la culture ont chacun leur part dans ce complexe phénomène qu'est un être humain. Bien plus, le GRECE assure — en pre*nant* très précisément le contre-pied de l'insoutenable position qu'on cherche à lui faire endosser — que l'homme n'est pas passif réceptacle de forces « naturelles », simple résultat d'un conditionnement génétique, *mais*, à partir du potentiel que lui donne son ascendance, créateur de formes, *« seigneur des formes »*, comme le dit Jünger. Il n'y a pas de déterminisme — pas plus biologique que de toute autre nature. C'est la grandeur de l'homme de pouvoir, seul, se construire lui-même et construire un monde à sa mesure.

Ces quelques points — et bien d'autres, — le GRECE les affirme très clairement dans ses publications *depuis dix ans. Est-ce trop demander* à ses censeurs éventuels de bien vouloir, avant critique, prendre la peine de lire ? Ce qui suppose, bien entendu, qu'on ne veuille pas, *a priori, rallumer les bûchers de* l'Inquisition.

(*) Agrégé de l'Université, secrétaire général du GRECE.

Nos tapageurs nietzschéens n'ont rien inventé

Mme Beau de Loménie nous a adressé la lettre suivante :

Je ne pense pas être seule à trouver surprenante l'importance que vous attribuez généreusement à la « nouvelle droite » en vous fondant sur le fait qu'elle « s'exprime dans un grand organe de presse ». Ça, la droite ? Franchement, c'est faire bien de l'honneur à sa caricature qui mérite tout au plus un... bras d'honneur. Des prédécesseurs de nos tapageurs nietzschéens, car ils n'ont rien inventé, Maurras disait déjà vers 1890 à Louis Dimier avec inquiétude « Ils vont nous barbariser. »

A cette époque, la germanomanie et le scientisme se portaient à gauche, surtout dans l'Université, cette grande maîtresse d'erreurs. Aujourd'hui, encore que copieusement nourrie par *le Figaro*, conservateur et même réfrigérateur, la nouvelle école est, pour sa part, certainement plus proche du racisme et de l'intégrisme israéliens que de l'empirisme organisateur des maîtres du nationalisme intégral. Car la droite, la vraie, *aujourd'hui comme hier*, est non moins germanophobe que l'était Maurras. Dans cet esprit, c'est Pierre Boutang qui me disait un jour, évoquant les méfaits des collabos : « Que voulez-vous, ils ont été mal élevés par les instituteurs républicains. »

Une campagne d'excitation à la haine

Ceci dit, je ne vous en exprime que plus librement, au nom du droit à l'erreur, pour ces gens-là comme pour les autres, l'écœurement qu'inspire la campagne d'excitation à la haine entreprise contre une famille d'esprit dont vous ne soulignez que trop l'importance, contestable, et contestée largement à droite. Cette campagne a, hélas ! porté son premier fruit : l'attentat, en juillet dernier, contre la non-conformiste Librairie française d'une droite parfaitement étrangère aux errements néonietzschéens. Aux publications — d'une haute qualité — de cette maison d'édition, tant de journalistes progressistes viennent sournoisement s'abreuver pour pallier leur inculture, qu'on aurait pu espérer d'eux un minimum de confraternité.

Un voyage vers l'Asie

UBON : périphérie du désespoir

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Ubon (Thaïlande). — On y entassait les bombes de B-52 destinées à éventrer la piste Ho-Chi-Minh. C'était hier ! Quarante mille réfugiés s'y morfondent aujourd'hui, errant à pas lents d'une baraque à l'autre. Les vieux rêvassent près des clôtures : deux garçons grattent une guitare écaillée ; de jeunes mères allaitent en regardant la poussière. Sur tout cela flotte l'indéfinissable ennui des camps du monde entier : ceux, innombrables, que l'histoire laisse derrière elle comme des taches. Je ne suis pas près, *oh non !* d'oublier cette traversée du périmètre embarbelé d'Ubon ! Ni les regards ni les maigres sourires qu'on vous offre ici comme une dernière politesse de désespoir...

Le mot « allégorie » a-t-il encore un sens ? Sans doute, puisque le détour d'un voyage m'apporte, tout au fond de l'Asie, ce gros morceau d'illusions évanouies. Ce pourrait être Ban-Lem ou Poulo-Bidong, cela ne changerait pas grand-chose. On vient à Ubon comme si on allait au-devant d'un très vieux et inévitable rendez-vous, celui des années 70 finissantes. Quand elles commençaient, ces années-là, on scandait encore « *Paix au Vietnam !* » en défilant dans la rue des Ecoles. Dix ans pour arriver à Ubon et voir tourner en rond les rescapés de Battambang, de Savannakhet ou du Vietnam prolétarien ! La grande panne idéologique du dernier quart de siècle, on n'en fait pas des cocktails, des best-sellers ou des tribunes libres *dans ce canton du monde*. On la vit en chair et en os, de l'aube au crépuscule, à coups de menus gestes et d'espoirs obstinés. Un visa pour « ailleurs » *par exemple !*

∴

Que voulez-vous qu'ils vous disent, les Vietnamiens, les Laotiens ou les Khmers rassemblés dans cette espèce de vide philosophique de 4 hectares, pelés comme un terrain vague ? A droite, au-delà du portail en fil de fer, commence la vilaine vase thaïlandaise, toute farcie d'injustices, de « compradores » et d'officiers corrompus. A gauche, derrière le Mékong, ils puent encore, les charniers du « Kampuchéa démocratique » que photographient — guerre idéologique oblige ! — les nouveaux *colons*, déguisés en « bo-doï » et venus sur leurs chars d'Ho-Chi-Minh-Ville. L'heure n'est pas aux finasseries où aux « voies moyennes » dans cet Extrême-Orient livré aux grandes manœuvres des puissants. Il faut donc choisir sans atermoyer l'une des rives du Mékong : d'un côté le goulag, de l'autre les bidonvilles. Elle manque sans doute de nuances social-démocrates l'alternative qu'impose ainsi l'histoire à ces *quarante mille bougres d'Ubon*. Que tous les bricoleurs de concepts, qui bavardent sur Hegel à Paris, à Rome ou à Los Angeles, viennent donc *renifler les « contradictions »* entassées dans les baraquements de ce camp-là. Et qu'ils se débrouillent avec...

∴

J'écoute, ici et là, les minuscules histoires qui font l'ordinaire des réfugiés. On vient de retrouver une fillette de quatorze ans *enlevée en septembre* 1977 par un proxénète thaï avec la complicité de deux Laotiens du camp. Prostituée de force chez un Chinois de Bangkok, elle est parvenue à s'échapper. Brisée... Plus loin, une famille se lamente sur le cas d'un gosse de quinze ans, arraché du camp par la police et jeté en prison pour avoir coupé illégalement du bois. Il travaillait en fait — et sans le savoir — pour le compte d'un escroc thaïlandais qui a tiré *son épingle* du jeu. Normal ! Les deux cent cinquante mille réfugiés d'Indochine hébergés en Thaïlande sont, au moins, devenus la providence des mar-margoulins locaux, un bétail exploitable à merci, nouveaux bataillons de sous-prolétaires. Oseraient-ils lever le petit doigt pour se plaindre, eux qui tremblent du matin au soir d'être refoulés à leur tour vers la frontière ? Jetés, comme on l'a fait en juin, fusil dans les reins, vers les champs de mines du Cambodge (1) ou les mitrailleuses lourdes du Pathet-Lao ?

Corvéables à l'infini, ils sont aussi très rentables pour tous les officiels, placés aux meilleurs carrefours de l'*aide internationale*. Le directeur thaïlandais du camp d'Ubon, par exemple, est arrivé, voici trois ans, sur un vélomoteur et logeait en ville dans une courée modeste. Il roule aujourd'hui en Toyota, s'est fait construire une superbe villa et promène une femme légitime pomponnée jusqu'au bout des ongles. « Hier encore, me murmure un volontaire étranger, sur les 10 baths (2,50 francs) qui arrivaient chaque jour pour les réfugiés, 2 ou 3 parvenaient jusqu'à leurs bénéficiaires » Il y a mieux encore. La corruption des autorités provinciales responsables du camp ayant passé les bornes au point d'alarmer les représentants de l'ONU et le ministère de l'*intérieur, on a dépêché* à Ubon, au début de l'année 1979, une équipe de jeunes fonctionnaires fraîchement diplômés des universités américaines. *Chargés de mettre bon* ordre dans la distribution des secours aux réfugiés et d'écouter leurs doléances, ils ont fait de singulières découvertes.

Celle-ci, par exemple : depuis trois ans, le ravitaillement en poisson des baraques était adjugé à un seul et unique commerçant chinois, ayant fait preuve de « générosité » à l'égard du chef du camp et du gouverneur de la province. Un joli marché : plus de 1 million de baths (250 000 francs) par mois. Or le poisson, au fil des mois, arrivait en quantités « decrescendo » et d'une « fraîcheur » peu ragoûtante. Changeant illico de fournisseur, les jeunes incorruptibles venus de Bangkok économisent aussitôt 200 000 baths, tout en distribuant de meilleures rations aux familles. Les malheureux ! *Le Chinois évincé, mais sûr de* son coup, se précipite à Bangkok et pose 1 million de baths dans la main d'un proche collaborateur du ministre. Deux *semaines plus tard, on* rapatriait dare-dare le « staf » d'idéalistes, et les réfugiés d'Ubon retrouvaient leur mini-dose de poisson pourri.

∴

Petite fable, poussière symbolique, dans ce coin d'Extrême-Orient qui vit des drames autrement tragiques. N'empêche ! Elle témoigne à sa manière. Une plaisanterie sans vergogne court aujourd'hui dans toutes les rues d'Ubon-City : « Autrefois, les Américains nous faisaient gagner beaucoup d'argent. Ils sont partis, mais les réfugiés les remplacent. Heureusement... » Pas besoin de traîner ses guêtres bien longtemps dans cette Thaïlande-là pour rêver — en effet — de Kalachnikov, de guérilla et de *révolution. Sauf qu'à* cavalcader sur ce rêve précis, on tombe désormais rapidement de cheval sous ces latitudes asiatiques, toutes environnées d'épouvantes *staliniennes. Si les douze* mille maquisards du P.C. thaïlandais campent encore dans leurs « zones libérées » du Nord et mitraillent chaque semaine *les postes de l'armée royale*, une sacrée déprime a saisi, depuis peu, certains de leurs cadres.

On rencontre dans les quartiers de Bangkok des fantômes *d'intellectuels communistes*, partis dans les maquis après les tueries de l'université Thammassat en 1976. Ils en reviennent aujourd'hui la « conscience politique » très nauséeuse ; ébranlés jusqu'au fond d'eux-mêmes par le cynisme cru des « camarades » chinois ou par le stalinisme en béton armé des dirigeants. Non, elle ne pèse plus très lourd l'idéologie dans ces champs clos de l'Orient, battus par les Picrocholes nationalistes et la Realpolitik. Cul-de-sac de *l'histoire*, la Thaïlande incarne, à elle toute seule, ce soupçon planétaire que nos « nouveaux philosophes » ont fait semblant de découvrir à *distance* : la révolution pétrifiée dans ses échecs.

∴

Naturellement, on la redoute *quand* même, avec *ostentation*, dans tout le pays, la « vieille taupe ». Je cueille dix fois de suite la même litanie sur mon chemin. « A ce stade de décom*position*, la Thaïlande sautera à son tour — c'est inévitable, — toute la question est de savoir quand. Très tard peut-être... » Une rubrique monotone dans les quotidiens de Bangkok rend compte — comme jadis à Saïgon — des accrochages avec la guérilla. Les colonels thaïs bombent le torse en assurant « veiller sur les frontières », tandis qu'on mobilise, à coup de fanfares et de bannières au vent, le sentiment patriotique. Dans les provinces comme Ubon, les *milices para-militaires font* de la « pacification » sans douceur. Vieux mots, vieux scénarios, l'histoire radote... et les divisions blindées de l'« ennemi vietnamien » manœuvrent sur l'autre rive du Mékong. « Sommes-nous prêts ? » Un magazine thaïlandais posait fièrement la question au début de l'été, en examinant par le menu le rapport des forces militaires. Devant ces rodomontades, les étrangers qui connaissent un peu la question pouffent doucement. Boutade très répandue dans les chancelleries locales : « Une chose gênerait beaucoup l'armée vietnamienne si elle voulait venir : les embouteillages de Bangkok ! »

Mais ce n'est qu'une boutade. Si la Thaïlande est politiquement faisandée, en situation « *pré-révolutionnaire* », comme on disait jadis, la nouvelle « donne » géo-politique brouille toutes les analyses qui logiquement devraient en découler. Et accroît encore l'impression d'absolu « inespoir » flottant comme un brouillard sur ce point du globe. Aux tragédies des « boat people » noyés par milliers, pillés, violés dans le golfe du Siam ; aux massacres et aux famines du Cambodge voisin ; à la sinistre colonisation du Laos par les divisions de Giap ; à toutes ces grimaces de l'idéologie qui ceinturent la Thaïlande, s'ajoute le cynisme imperturbable des Etats, petits ou grands, monstres froids engagés dans la partie. Lequel d'entre eux ne triche pas ? La Chine, obsédée par l'expansionnisme pro-soviétique du Vietnam, tend la main au régime siamois sans être le moins du monde incommodée par les relents nauséabonds qui s'en dégagent. Elle coupe net la parole aux communistes thaïs qui émettaient par radio depuis son territoire.

Avec son concours et la myopie volontaire de Washington, les dirigeants de Bangkok dorlotent aujourd'hui les bataillons de fusilleurs khmers rouges repliés en Thaïlande avec armes et bagages. Un tri attentif a été fait parmi les foules terrifiées fuyant la « libération » du Cambodge par les Vietnamiens : civils d'un côté, soldats kmers rouges de l'autre. On laisse crever de faim ou l'on refoule sans scrupule les premiers ; on regroupe, en revanche, les seconds, devenus alliés providentiels contre le Vietnam. Au camp de Ban-Lem, trente mille combattants « polpotiens » bien nourris, ravitaillés en armes et en munitions, bénéficient ainsi de la sollicitude du capitalisme thaï. Dérision de l'histoire... Les bouchers du Kampuchéa devenus mercenaires « de facto » au service de Bangkok. Les diplomates ricanent : « La Thaïlande se battra contre le Vietnam jusqu'au dernier Khmer rouge. » Ce n'est pas drôle.

Les révolutionnaires thaïlandais, eux-mêmes emportés par le tourbillon de la rivalité sino-soviétique, se partagent en tendances hostiles, toute « cohérence idéologique » oubliée. Les uns, pro-chinois, en appellent désormais à l'union sacrée avec la droite thaïlandaise contre l'« ennemi héréditaire vietnamien ». Les autres, pro-soviétiques, obéissent sans rechigner aux calculs stratégiques de Hanoï. Y a-t-il quelque part au monde vertige plus fou, imbroglio plus sinistre des dogmes, des « révolutions » et des fascismes ? Aussi loin que porte le regard, le ciel est noir sur l'In*dochine !*

∴

Marchant au hasard dans les baraquements d'Ubon parmi les réfugiés, je croise des regards perdus. La jeune mère qui allaitait en fixant la poussière tient dans ses bras un bébé squelettique, à la peau parcheminée. Il sera mort bientôt. Les jeunes gens qui grattaient leur guitare ont le visage éteint des gosses sans projets. Les vieux ne disent plus rien... Comme s'ils devinaient qu'ils sont là pour longtemps, les pensionnaires du camp s'organisent comme le firent les Palestiniens... en 1948. Des boutiques s'installent : commerçants chinois, tailleurs vietnamiens, bistrotiers. Pas de doute, l'attente sera longue. Ils n'incarnent pas seulement l'une des plus grandes tragédies humaines de l'après-guerre, ces groupes à la dérive. Ils sont, à ce moment et à cet endroit précis, comme la représentation ontologique de tous les échecs du monde. Les Thaïlandais, méfiants, saisis par la xénophobie, rêvent à voix haute de s'en débarrasser. Dans des meetings à l'université Thammassat justement, des orateurs patriotes ont réclamé leur liquidation sans coup férir. Le « Bangkok Post » se plaint, dans des éditoriaux enflammés, de ce que la Thaïlande « dépense 100 millions de baths par an pour les réfugiés indésirables ». Un ancien ministre des affaires étrangères, Thanat Khoman, propose qu'au minimum on leur impose un tatouage indélébile sur la main droite et qu'on stérilise toutes leurs femmes... Quant aux représentants des pays occidentaux chargés d'accorder des visas au compte-gouttes, ils sélectionnent parfois le « bétail ». Les plus costauds et les mâles en bonne santé d'abord ! L'Europe manque de sous-prolétaires immigrés...

∴

Vers le soir, je quitte lâchement le camp d'Ubon-Ratchathani. Des envoyés spéciaux de la presse internationale y défilent encore chaque semaine. En cet été 1979, c'est vrai, l'Occident tout entier a provisoirement la conscience malade de ces réfugiés asiatiques. N'empêche qu'avec l'ami qui m'a *guidé dans ce dédale* nous échangeons quelques phrases sans illusions. De cette bruyante émotion occidentale, de ces appels ostentatoires et de ces tribunes libres, qu'en restera-t-il cet automne ? Sans doute de brèves dépêches en pages intérieures des quotidiens.

(A suivre.)

(Voir le Monde depuis le 3 août.)

(1) En juin 1979, quarante mille réfugiés sino-khmers ont été refoulés de force par les autorités thaïlandaises au-delà de la frontière cambodgienne. Des centaines sont morts de faim ou déchiquetés par les mines.

Le Monde

LA QUESTION PALESTINIENNE A

Les États-Unis auront probablement recours

De notre correspondant

Les Noirs américains et l'O.L.P.

Jérusalem : une « victoire » toute provisoire ?

De notre correspondant

Une « bombe »

LA QUESTION PALESTINIENNE A L'ONU

Les États-Unis auront probablement recours à leur droit de veto

De notre correspondant

Washington. — Par un curieux retour des choses, la session du Conseil de sécurité qui s'ouvre ce jeudi 23 août à New-York trouve les États-Unis dans la position où ils étaient à la fin juillet, lorsqu'ils avaient demandé et obtenu des Arabes un ajournement du débat sur la question palestinienne. Ils présentent aujourd'hui la même demande, mais après tant de péripéties et de retournements que leur crédibilité est gravement entamée et que leurs vœux n'ont guère de chances d'être exaucés cette fois.

Le 26 juillet, M. Young avait obtenu l'ajournement au prix d'une rencontre directe avec M. Terzi, l'observateur de l'O.L.P. Il n'a pu évidemment user du même procédé cette fois, bien qu'on le sache en désaccord avec la politique de « non-contact » avec l'organisation palestinienne. M. Carter et ses conseillers lui ont donné comme instructions de chercher à éviter un vote, mais, si la mise au voix d'un projet de résolution est inévitable, d'opposer son veto à tout texte qui irait trop loin dans la défense des « droits légitimes » des Palestiniens. Ce sera très probablement le cas si rien n'est changé au texte dont le Conseil est saisi par le Koweït et qui proclame le droit des Palestiniens « *à l'autodétermination, à l'indépendance nationale et à la souveraineté en Palestine* ». Le mot « Etat » n'est pas prononcé, mais le résultat n'est pas très différent.

La situation aurait été moins fâcheuse pour les Etats-Unis si ceux-ci n'avaient pas été contraints à une humiliante retraite après avoir annoncé leur intention de déposer eux-mêmes un projet de résolution. Les divergences qui opposaient à ce sujet les principaux conseillers de M. Carter ont été étalées au grand jour. Pendant vingt-quatre heures, et alors que M. Carter poursuit sa croisière électorale à bord d'un vapeur sur le Mississippi, on ne savait plus très bien qui était en charge de la politique américaine au Proche-Orient, entre M. Mondale, que M. Carter a précipitamment et brièvement chargé d'une mission de coordination, M. Vance, qui a fini par se présenter devant la presse pour dire que c'était lui, et M. Strauss, l'envoyé spécial du président, qui a rentré ses objections, pour le moment, mais n'est vraiment pas heureux des conditions dans lesquelles se déroule sa mission.

Les Noirs américains et l'O.L.P.

Le retour au *statu quo* diplomatique ne peut faire oublier les blessures causées par l'affaire Young et dont certaines sont irréversibles. La principale conséquence à l'intérieur, le clivage entre communautés noire et juive, a reçu une sorte de consécration officielle avec la réunion qu'ont tenue mercredi à New-York près de deux cents responsables noirs. Une des déclarations publiées à l'issue de cette rencontre reconnaît le rôle joué dans le passé par les organisations juives pour la promotion des droits civiques, mais ajoute aussitôt : « *Il est clair que ces organisations ont agi ainsi quand leur intérêt le leur commandait.* » Depuis lors, un certain nombre d'entre elles « *sont devenues des apologistes du statu quo racial* ».

A propos du Proche-Orient, les dirigeants noirs se disent « *d'accord avec M. Andrew Young pour rejeter l'idée qu'un pays étranger* (sous-entendu Israël) *pourrait dicter la politique étrangère des Etats-Unis* » et rappellent : « *Si les Etats-Unis devaient être entraînés dans une guerre au Proche-Orient, les Noirs américains, dont le sang a été versé du bunker de Hitler jusqu'au Vietnam, seraient appelés une fois de plus à sacrifier leur vie.* » Ils dénoncent l'« *arrogance* » avec laquelle certains mettent en question leurs préoccupations de politique étrangère. Cette dernière allusion vise l'attitude de responsables juifs rencontrés mardi par les dirigeants de la Conférence des leaders chrétiens du Sud (S.C.L.C.), ainsi que de M. Blum, ambassadeur d'Israël à l'ONU, lequel, en critiquant la prise de contact de cette organisation avec l'O.L.P., avait jugé que ses dirigeants n'étaient « *pas experts* » du problème du Proche-Orient.

Le fait nouveau est en effet ce qu'un participant à la réunion de New-York a appelé l'« *éveil* » des Noirs à la politique étrangère. Sans doute les Noirs s'intéressent-ils depuis pas mal de temps aux problèmes de l'Afrique, mais plutôt dans une sorte de recherche d'inspiration culturelle que par une action politique organisée. Un nouveau lobby, « Transafrica », visant à promouvoir l'égalité des races en Afrique australe, a fait son apparition récente, mais son poids est faible à côté de ce que représentait jusqu'à ces derniers jours M. Andrew Young et son équipe de l'ONU. Le Proche-Orient, aujourd'hui, pourrait concerner les Noirs plus directement. Plusieurs d'entre eux ont fait observer que la hausse des prix de l'énergie frappe plus durement les Noirs que les autres Américains.

M. Young et le président

Cette évolution n'est pas forcément fatale pour M. Carter, surtout si M. Young, devenu à la fois le héros et le modérateur du mouvement, confirme son intention de l'aider. C'est à son intervention que l'on doit très probablement l'annulation d'une d'une rencontre que devaient avoir lundi avec la presse les membres noirs du Congrès : c'eût été l'occasion de donner à l'affaire Young une tournure plus politique encore. De même, la réunion de New-York, tout en affirmant hautement le droit des Noirs à surveiller la politique étrangère, s'est gardée de reprendre à son compte les thèses de la S.C.L.C. favorables à un Etat palestinien. Enfin M. Young, surtout s'il retrouve de hautes fonctions comme il en est question, peut encore rallier ses frères de couleur à la candidature de M. Carter l'an prochain en les convaincant que tout autre candidat serait encore moins bon pour eux. Après tout, pas mal de Noirs ont eu des postes de responsabilité dans l'administration depuis quelques années, mais M. Young est bien le seul qui puisse prétendre avoir été l'ami et le confident d'un président.

MICHEL TATU.

Jérusalem : une « victoire » toute provisoire ?

De notre correspondant

Jérusalem. — La décision prise par le président Carter de ne pas proposer une résolution sur la question palestinienne est évidemment considérée ici comme un succès pour le gouvernement de Jérusalem, toujours soucieux de montrer à son opinion publique qu'il est en mesure de résister à des pressions américaines sans cesse redoutées.

Cependant, les dirigeants israéliens se gardent bien d'afficher leur satisfaction. Mercredi soir, dans les milieux gouvernementaux, on laissait seulement entendre que l'évolution de la situation autorisait un « *optimisme prudent* ».

La presse, mercredi soir et ce jeudi matin, exprime en effet des appréhensions. L'éditorialiste du *Maariv* souligne qu'il n'y a pas lieu de « *célébrer une victoire* », tandis que celui de *Al Hamichmar* fait valoir que les Israéliens ne devaient pas se leurrer à propos des intentions américaines : la reculade des Etats-Unis au Conseil de sécurité n'étant qu'un « *changement de tactique* ». Les dirigeants israéliens sont convaincus que Washington ne va pas renoncer pour autant à manifester sa bonne volonté à l'égard des Palestiniens. Seuls les moyens vont changer.

On redoute notamment à Jérusalem un retour de bâton et l'on en veut pour preuve les dernières déclarations de l'envoyé spécial du président Carter au Proche-Orient, M. Robert Strauss, selon lesquelles Washington entend accroître son influence dans les pourparlers actuellement au point mort sur l'autonomie, dont il attend impatiemment des « *progrès* » et non plus des « *discussions* ».

Les Israéliens redoutent toujours un front commun égypto-américain, notamment à propos de l'autonomie et des implantations. Si on se félicite à Jérusalem du soutien ponctuel mais déterminant apporté par le président Sadate pour faire échec au projet de résolution américain, on ne se fait guère d'illusion : le gouvernement égyptien a en effet fait savoir qu'il n'était pas contre de fond de ce projet mais qu'il redoutait qu'il ne remette en cause formellement les accords de Camp David et porte ainsi un coup à « *l'initiative de paix du président Sadate* ».

Cette atmosphère d'inquiétude pour les semaines à venir a été renforcée le 22 août par les prises de position du département d'Etat à propos de l'aggravation de la situation au Sud-Liban. Les Israéliens n'ont pas manqué à ce propos de noter que le porte-parole du département d'Etat a nettement et sévèrement critiqué l'appui accordé par Israël aux milices chrétiennes du commandant Haddad. Les Israéliens craignent que Washington ne se montre de plus en plus ferme, afin de limiter l'intervention israélienne au Sud-Liban.

FRANCIS CORNU.

LA CRISE IRANIENNE

Un « front uni » des formations kurdes se prépare à une « guerre totale »

Dans une déclaration radiodiffusée, l'imam Khomeiny a offert, le mercredi 22 août, son « *pardon* » à tous les Kurdes qui regagneraient « *le droit chemin de l'islam et de la nation* ». Les « *repentis* » devraient remettre leurs armes aux autorités. L'imam a promis une « *forte récompense* » à ceux qui arrêteraient et livreraient les « *dirigeants traîtres* » du parti démocratique kurde. Il a réaffirmé sa volonté d'assurer l'égalité des droits à toutes les minorités ethniques du pays, et il a accusé « *les conspirateurs et les agents de l'étranger de s'opposer à l'application des réformes envisagées* ». L'imam Komeiny a enfin annoncé qu'une journée de revenus pétroliers (environ 70 millions de dollars) serait affectée, immédiatement au développement des régions kurdes.

Auparavant, les nationalistes kurdes avaient lancé un ultimatum aux autorités iraniennes exigeant la libération immédiate de tous les prisonniers et menaçant d'exécuter un milicien pro-khomeiniste pour chaque Kurde passé par les armes. Ils demandent, en outre, le rappel immédiat à Téhéran de l'ayatollah Khalkhali, nommé le 20 août responsable des tribunaux révolutionnaires fonctionnant au Kurdistan.

Les Kurdes se préparent à une « *guerre totale* ». A cet effet, toutes les organisations politiques et paramilitaires kurdes ont créé le mercredi 22 août un « *front uni* » qui regroupe : le parti démocrate du Kurdistan iranien de M. Ghassemlou, le parti démocrate du Kurdistan irakien de M. Massoud Barzani, (qui collaborait jusqu'à ces derniers jours avec les autorités de Téhéran), le parti socialiste irakien de M. Djalal Talabani, la branche kurde des fedayin du peuple (marxistes), plusieurs organisations paysannes et professionnelles ainsi que plusieurs tribus, dont celle des Chakkak.

On signalait mercredi de vastes mouvement des forces de l'ordre, en particulier dans l'Azerbaïdjan occidental. Des colonnes de blindés de la 64e division stationnées à Ouroumieh sont arrivées à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de Mahabad, où est situé le quartier général du parti démocratique kurde, et où réside encore le cheikh Ezzeddine Hosseini, chef religieux des Kurdes. La puissante tribu des Chakkak a lancé un ultimatum aux forces de l'ordre, les avertissant que si une attaque se produisait contre Mahabad, elle lancerait ses vingt mille peshmergas (guérilleros) contre la ville d'Ouroumieh.

Jeudi matin, le calme régnait tant à Mahabad que dans la ville de Sanandaj, où plus de cinq cents militants kurdes, combattants ou intellectuels, ont été arrêtés par les forces de l'ordre au cours des dernières vingt-quatre heures. On apprend de source officielle que ces militants appartiennent au parti Toudeh (communiste), aux Fedayin du peuple et à diverses formations nationalistes kurdes. Des sources kurdes à Téhéran soutiennent que l'armée iranienne ne contrôle au Kurdistan que la ville de Sanandaj.

On ignore encore dans quelle mesure, l'armée obéit aux ordre de l'imam Khomeiny. Ce dernier, cependant, a interdit mercredi « *toute grève* » dans les forces armées, assurant que les insoumis seraient traduits devant les tribunaux qui les frapperaient d'un « *châtiment révolutionnaire* ».

A Téhéran, le Front national de M. Karim Sandjabi — favorable jusqu'à une date récente à la « *révolution islamique* » — a rejoint, mercredi, les rangs de l'opposition déclarée à l'imam Khomeiny.

Les Moudjahidin du peuple (musulmans progressistes) ont fini par s'incliner mercredi devant l'ultimatum du pouvoir : des centaines de militants de cette formation ont évacué dans le calme leur quartier général dans l'imposant immeuble qui servait autrefois de siège à la Fondation Pahlavi. Cette organisation dispose cependant de milices armées qui, ce jeudi, ne s'étaient pas manifestées.

La radio iranienne a annoncé mercredi que trente-trois personnalités de l'ancien régime, dont plusieurs membres des gouvernements du chah, seraient prochainement traduites devant le tribunal révolutionnaire de Téhéran.

L'offensive déclenchée par l'imam Khomeiny contre ses adversaires politiques de tous bords ne paraît pas avoir affecté les relations irano-américaines. Le président Carter a révélé mercredi qu'il avait personnellement autorisé la livraison à Téhéran de carburants d'une valeur de 50 millions de dollars pour pallier la pénurie de cette denrée dans la République islamique. D'autre part, le nouveau chargé d'affaires des Etats-Unis à Téhéran a annoncé mercredi que les négociations avaient commencé entre les deux pays en vue d'assurer la livraison « régulière » à l'Iran de pièces détachées et de services nécessaires à l'entretien des équipements militaires. Le diplomate américain a précisé que Washington cherchait à maintenir de « *bonnes relations* » avec l'Iran. — *(A.F.P., Reuter, U.P.I.)*

● *Le sautorités iraniennes* ont déclaré mercredi 22 août que les deux correspondants allemands de la chaîne de télévision Ard « *n'ont pas été expulsés d'Iran* », contrairement à ce qui avait été annoncé la veille. — *(A.F.P.)*

Les exportations de pétrole brut diminuent

Téhéran. — « *Les exportations iraniennes de pétrole brut ont récemment baissé en raison des divergences idéologiques opposant les travailleurs du principal port d'embarquement* », a déclaré le gouverneur général de la province du Khouzistan, le vice-amiral Ahmad Madani, dans une interview à *Iran Week*. « *Nous faisons face à des disputes idéologiques parmi les travailleurs du raffinage et de l'embarquement* » dans le port pétrolier de Kharg, et de telles « *disputes ont eu pour conséquence une diminution du volume de nos exportations* ».

Un responsable de la Compagnie nationale des pétroles iraniens (NIOC) a indiqué pour sa part que le niveau des exportations était demeuré constant et proche de 3,3 millions de barils par jour, au cours des récentes semaines, bien que des ruptures de rythme aient « parfois » été constatées. Selon lui, ce problème ne vient pas des ouvriers, mais de la tempête, qui a parfois empêché les navires de prendre la mer, laissant les stocks s'accumuler. En conséquence, la production a pu être interrompue. « Quelquefois », elle a été inférieure à 1 million de barils par jour. D'autre fois, elle a été supérieure à quatre millions, a ajouté le responsable de la NIOC, précisant que cela n'aurait pas d'effet sur la moyenne.

L'agence Associated Press, citant des sources dignes de foi de la NIOC, indique de son côté qu'en raison du mauvais temps dans le golfe Persique les exportations de brut iranien sont tombées ces derniers jours à un niveau inférieur à 1 million de barils par jour, contre 3,9 millions au début du mois.

[Depuis quelques semaines, les informations les plus contradictoires circulent sur le niveau de la production et des exportations de pétrole brut iranien. A l'époque du chah, on produisait au maximum 6 millions de barils par jour. Le nouveau régime a décidé de plafonner l'extraction à 4 millions de barils par jour, dont 700 000 sont destinés à la consommation intérieure. Or, après avoir démenti les informations de sources pétrolières occidentales faisant état d'une baisse importante de la production et des exportations (« le Monde » du 16 août), les autorités iraniennes semblent reconnaître avoir quelques problèmes.

Pour les uns, la tempête est responsable de la diminution des exportations. Pour les autres, c'est le « climat idéologique ». Rappelons que les puits de pétrole, les raffineries et le principal port d'embarquement se trouvent dans la partie arabe de l'Iran et que les relations entre le pouvoir central de l'ayatollah Khomeiny et les minorités sont plus que difficiles. Si l'on voulait une preuve supplémentaire de la désorganisation qui semble régner au sein de la NIOC, il suffit d'ajouter que les Etats-Unis ont décidé, après l'intervention personnelle du président Carter, de vendre 2 millions de barils de kérosène et de mazout à l'Iran. Cette décision a été prise afin d'assurer la « continuité de l'approvisionnement des Etats-Unis en « brut » iranien », mais aussi pour des « raisons humanitaires ». A la suite d'accidents ou de sabotages récents, la production des raffineries iraniennes en produits de chauffage et d'éclairage a été profondément perturbée et le gouvernement de Téhéran risquait de faire face à une grave pénurie à l'approche de l'hiver, précise-t-on de source américaine.]

Une « banale » journée de bombardements au Sud-Liban

De notre correspondant

Tyr (Sud-Liban). — Les obus pleuvent sur Tyr, où s'élèvent des colonnes de fumée. Nous sommes bloqués à 1 kilomètre de la vieille cité, en même temps qu'un convoi français de la FINUL transportant des centaines de bonbonnes de gaz à l'intention des différents contingents de « casques bleus ». Il y a là, en effet, six mille hommes, dont la France assure le soutien logistique. Au *commandement*, les soldats portent leurs casques et endossent leurs gilets pare-balles, placides, en dépit de leur dangereuse cargaison. Tout aussi sereinement, les passagers de quelques voitures libanaises attendent que le bombardement cesse ou, au moins, se ralentisse, pour poursuivre leur chemin, en longeant Tyr, ou même pour s'y rendre. Ils prendront le risque de démarrer bien avant que le convoi de l'ONU ne se soit ébranlé.

Mercredi 22 août, d'autres localités étaient également pilonnées : Nabatiyeh et ses environs, Aychiyeh, Rihane, Jarjouh, Habbouche (plusieurs blessés). A lui seul, le château de Beaufort, joyau de l'architecture médiévale, tenu par les Palestino-progressistes, recvait plus de trois cents obus, selon le témoignage du commandant du contingent irlandais de la FINUL. A plusieurs personnes ont été blessées, et les villages de Yehmor, Kalia, Borghlieh et Chabriha ont été touchés. Le bombardement Rachidiyeh, Borj-Chemali et les camps palestiniens déserts de Rachidiyeh, BorjC-hemali et les vergers de Rasel-Aïn et El-Hoch. Une journée comme les autres au Sud-Liban...

Quatre mille quatre-vingt-sept jours se sont écoulés depuis le premier bombardement israélien (14 juin 1968, à Meiss-El-Jabal), cinq cent vingt-six depuis qu'Israël a envahi 1 100 kilomètres carrés, soit 11 % du territoire libanais, avant d'en restituer une partie aux Nations unies et d'abandonner le reste au commandant Haddad et à ses milices chrétiennes.

Si les fedayin sont la cible de ces obus, les civils, surtout libanais, sont les victimes d'une impitoyable guerre d'usure en cette « *banale* » journée qui n'a fait « *seulement* » un mort et plusieurs blessés, alors que la veille encore on avait compté quatre morts, dont trois enfants, dans une école de religieuses et vingt-huit blessés. Les bombardements adverses, ceux de l'artillerie palestino-progressiste, atteignent les villages de Marjayoun et Koleya dans lenclave chrétienne ; la veille, huit enfants y ont été blessés. Chrétiens ou musulmans, d'un bord ou de l'autre, ce sont encore des civils libanais qui paient le plus lourd tribut.

Un incident tout récent et « banal » lui aussi : au poste de contrôle du contingent fidjien de la FINUL, les armes crépitent, après que des Palestino-progressistes eurent refusé de laisser fouiller leurs véhicules. L'un d'eux est mortellement blessé. Les positions fidjiennes sont alors attaquées un peu partout par les fedayin et leurs alliés libanais. Les « casques bleus » néerlandais dépêchés en renfort auprès des Fidjiens ont trois blessés. L'hôpital de la FINUL à Nakoura est bombardé par les Palestino-progressistes et des tirs sont dirigés contre ses hélicoptères ; neuf fedayin sont capturés par les Norvégiens et remis à leur commandement à l'arrière.

Si les troupes internationales ont parfois maille à partir avec les Palestino-progressistes, c'est avec les milices chrétiennes et avec Israël directement qu'elles rencontrent depuis des mois les plus graves difficultés. Non content de la bande de terrain que lui a remise Israël, profonde de 3 à 15 kilomètres, le commandant Haddad a en effet élargi son « *territoire* » — où il a d'ailleurs proclamé l' « *Etat du Liban libre* » — en grignotant du terrain tout le long de ses lignes, notamment au nord-est, où il a gagné près de 100 kilomètres carrés englobant Kfar-Chouba, et au centre où il en a grapillé une trentaine, partageant dans l'une et l'autre zone ses acquisitions avec la FINUL, qui maintient là six postes népalais isolés et trois postes irlandais...

La télévision en couleurs...

L'aviation israélienne survole tout le Sud, ile n lâche pas ses bombes et ses roquettes, mais, hier, elle l'avait fait, et elle le fera sans doute demain. La marine de Jérusalem patrouille au large, poussant parfois une pointe jusqu'à Beyrouth-Ouest, en faisant souvent tonner les canons.

Dans cet abîme de désolation, qu'annonce-t-on aux « Sudistes » de nouveau ? Que le « Liban de Haddad » va bientôt disposer de sa station de radio et de télévision en couleurs... L'absurde est sans limite dans ce territoire minuscule, où se meuvent des dizaines de groupes armés, et que se disputent trois pouvoirs : celui de Beyrouth, qui est le plus faible mais le seul légitime, celui des Israéliens, le plus fort, et celui des Palestiniens.

Voyant se désagréger ce Sud, dont l'effritement pourrait entraîner l'effondrement du Liban entier qui en entretient en tout cas le pourrissement, le gouvernement de Beyrouth s'accroche désespérément à ce territoire sans avoir la moidre prise sur les événements. La nouvelle vague de violence, commencée il y a une semaine et intensifiée il y a deux jours, qui n'est ni la première ni, certainement, la dernière, l'a amené à déposer une plainte au Conseil de sécurité, sans en demander la convocation, car on est sans illusion à ce propos au ministère libanais des affaires étrangères.

On a perdu également, à Beyrouth, toute illusion sur la volonté ou la capacité des Etats-Unis de retenir Israël, dont les visées au Sud-Liban demeurent énigmatiques. Veut-il annexer le territoire jusqu'au Litani, ou bien l'utiliser comme atout pour d'éventuelles « concessions » à Washington ?

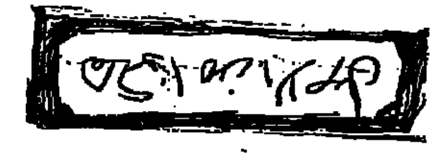
Beyrouth insiste, pour sa part, sur les responsabilités américaines dans la situation au Sud. La « *profonde inquiétude* » et la « *tristesse* » exprimée, mercredi 22 août, par le département d'Etat, qui se dit ému par « *cette terrible tragédie infligée à des innocents* », laissent les autorité sceptiques. Le premier ministre, M. Hoss, y répond : « *Le porte-parole américain ignore-t-il que les Etats-Unis ont offert à Israël une aide militaire* et économique *de 8,23 millions de dollars entre 1976 et 1979 ?*

« *On s'est indigné, aux Etats-Unis, de l'utilisation des bombes à fragmentation par Israël en mars 1978 et aujourd'hui de l'emploi de bombes fusantes ; on se préoccupe de l'apparition de F-15 dans une bataille aérienne avec les Mig syriens. Comme si les bombes tout court, dont un déluge inonde le Sud, t les Phantom et autres Skyhawks ne suffisaient pas pour alimentr l'indignation !*

C'est bien ce que pensent les civils que nou rencontrons dans les dizaines de villages traversés, alors que tonne le canon. « *Ces gens-là sont les plus extraordinaires « surviveurs » qui soient* », nous dit un officier de la FINUL, inventant un mot à leur intention. La moitié de la population est restée sur place envers et contre tous. Toutefois, certaines localités, particulièrement Tyr et Nabatyeh, plus sévèrement frappées que d'autres, ont perdu de 80 à 85 % de leurs habitants.

« *J'ai commis l'erreur de m'en aller une fois devant l'invasion israélienne. J'ai vu ce qu'était la vie des réfugiés et j'ai compris qu'il ne fallait plus jamais le refaire* », nous dit M. Mahmoud Fawaz, d'Abbassiyeh, peintre en bâtiment. Il reconstruit sa maison rasée et a déjà préparé une carcasse de béton sur deux étages, se contentant d'achever avec ses maigres ressources une chambre-cuisine au rez-de-chaussée. Cet acharnement et cette foi en l'avenir ne sont pas rares.

LUCIEN GEORGE.



AMÉRIQUES

NICARAGUA

Nuées sur les Caraïbes

(Suite de la première page.)

A-t-il été touché par la « grâce révolutionnaire » ? Est-il un otage des sandinistes ? L'avenir permettra sans doute de répondre à cette question. L'événement, en tout cas, donne la mesure des bouleversements survenus dans ce qu'il était convenu d'appeler l'« arrière-cour » des Etats-Unis : ce sous-continent latin où, depuis le président Monroë, par l'usage alterné de la « carotte » et du « gros bâton », Washington agissait à sa guise, et plus spécialement cette zone de la mer des Caraïbes, stratégiquement vitale pour le géant américain, qui en avait fait, au besoin à l'aide de ses « marines », une *mare nostrum*, une sorte de sixième grand lac.

L'arrivée des sandinistes au pouvoir n'est certes pas le premier revers de Washington dans la région. La conversion au marxisme-léninisme, en 1961, puis l'alignement définitif sur Moscou en 1968, d'un Fidel Castro dont l'entrée à La Havane, en janvier 1959, avait d'abord été applaudie aux Etats-Unis, ont plus sévèrement marqué l'histoire contemporaine de l'hémisphère que la chute de la dynastie Somoza. Mais la victoire des guérilleros nicaraguayens n'en demeure pas moins inquiétante pour les Américains.

Il est, en effet, certain que le succès des sandinistes va donner un « moral de plomb » aux mouvements de lutte armée qui s'opposent aujourd'hui aux régimes militaires d'Amérique centrale. Les risques de propagation du « virus nicaraguayen » dans cette région ne sont pas négligeables. Une boutade court aujourd'hui : *« Savez-vous pourquoi l'insurrection n'a pas encore été déclenchée au Guatemala* (ou au Salvador) *? »* La réponse est : *« Parce que les guérilleros guatémaltèques* (ou salvadoriens) *ne sont pas encore revenus du Nicaragua ! »*

Cette boutade a un fond de vérité. Elle rappelle l'étonnante vulnérabilité du sous-continent aux courants (voire parfois aux modes) politiques. Sans remonter à cette traînée de poudre que fut l'indépendance, on peut rappeler la vogue que connut le castrisme d'un bout à l'autre de l'Amérique latine dans les années 60, puis le reflux, symétrique, que constitua l'avènement des régimes militaires. De façon plus concrète, il est certain que des *latinos* de nombreuses nationalités ont fait le coup de feu aux côtés des sandinistes. Les Panaméens avaient, il y a plusieurs mois, constitué une véritable « brigade », d'une soixantaine de membres, avec à sa tête un ancien ministre de la santé, M. Hugo Spadafora. On sait que des Montoneros argentins étaient au Nicaragua aux heures décisives ; ils ont, après la victoire, organisé un hôpital dont il assument aujourd'hui la responsabilité. Des Mexicains ont également joué un rôle important...

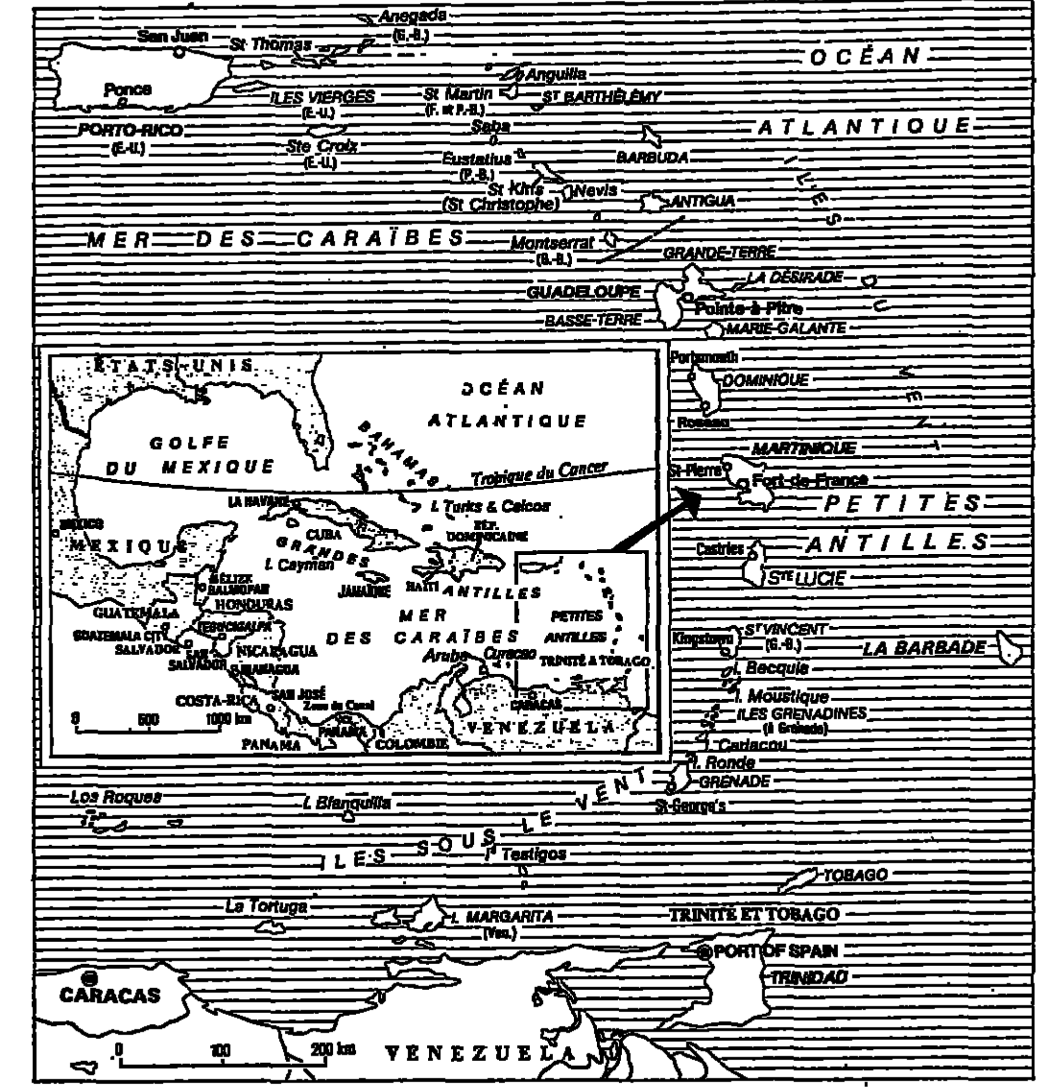
Les guérillas du Salvador et du Guatemala

Les Cubains ont été, par nécessité, plus discrets : à Washington, on n'attendait sans doute que la plus minime preuve de leur ingérence dans la révolution nicaraguayenne pour réagir vivement. Cette preuve, les services de renseignement américains n'ont, apparemment, pas pu l'obtenir. L'assistance cubaine a, vraisemblablement, largement emprunté des « réseaux » panaméens.

Mais une chose est d'aider un « mouvement subversif », comme l'était, aux yeux de beaucoup à Washington, le Front sandiniste, et autre chose est de se porter au secours d'un gouvernement reconnu par la communauté internationale, et d'abord par les Etats-Unis. La Havane a défié les pays occidentaux d'aider autant qu'elle s'apprête à le faire la révolution nicaraguayenne ! La victoire des sandinistes au Nicaragua offre, sans conteste, un champ d'action nouveau aux Cubains en Amérique centrale.

Le Salvador paraît aujourd'hui le plus vulnérable des maillons de la chaîne. Ce minuscule balcon sur le Pacifique connaît trois disgrâces majeures : il est surpeuplé (plus de 3,5 millions d'habitants, soit près de 200 au kilomètre carré, dans un pays essentiellement montagneux) ; ses terres sont monopolisées par un très petit nombre de citoyens (on parle traditionnellement des *« quatorze familles »*) ; enfin, malgré un relatif essor industriel, la monoculture du café est la source presque unique de richesse — avec pour effet de diminuer d'autant les superficies consacrées aux produits vivriers.

La bourgeoisie salvadorienne a, face à une situation sociale très tendue, renoncé, depuis près d'un demi-siècle, à exercer directement



le pouvoir : c'est l'armée qui en a le soin. L'actuel titulaire de la présidence est le général Carlos Humberto Romero. Massacres de paysans et parodies électorales ponctuent la vie publique de cette République. Les assassinats d'opposants ou supposés tels, comme de prêtres catholiques, les enlèvements, les fusillades se sont multipliés ces derniers mois.

Mais l'opposition ne reste pas inactive. Au plan politique, les organisations populaires se regroupent dans deux mouvements créés au milieu des années 70, le Bloc populaire révolutionnaire et le front d'action populaire unifié. Au plan militaire, il existe un puissant mouvement de guérilla, les Forces armées de résistance nationale (FARN), dont un journal de San-José de Costa Rica affirmait récemment qu'il compte 1 000 membres. Même si ce chiffre est très exagéré (les sandinistes n'étaient, au début de leur offensive de juin, que 1 300...), l'aisance avec laquelle les FARN ont, ces derniers mois, multiplié les coups de main ne peut manquer d'inquiéter les autorités salvadoriennes.

La situation n'est peut-être pas aussi caricaturale au Guatemala : population moins dense, production plus diversifiée. La violence, pourtant, y est endémique depuis le renversement, en 1954, du gouvernement progressiste du colonel Arbenz. Toutes les méthodes sommaires qui sont devenues monnaie courante dans le reste du continent — en particulier l'enlèvement des opposants — ont été rodées au Guatemala. L'armée, bien organisée, se fait aider dans ses tâches de répression par des organisations paramilitaires, comme l'Armée secrète anticommuniste (ESA). L'actuel titulaire du pouvoir est le général Romeo Lucas Garcia.

L'opposition politique et syndicale a été durement frappée par la répression. Deux leaders de l'opposition ont été assassinés à quelques mois d'intervalle, MM. Carlos Fuentes Mohr et Manuel Colom Argueta. Les responsables plus modestes ne sont pas davantage épargnés. Dans ces conditions, la lutte armée, endémique dans certaines zones rurales, ne pouvait qu'être relancée. Deux mouvements sont particulièrement actifs, les forces armées rebelles, qui ont enlevé dernièrement le vice-ministre des affaires étrangères, et l'armée des guérilleros des pauvres, dont un porte-parole a récemment déclaré, selon l'agence France-Presse de San-José : *« La leçon de la chute de Somoza est que la lutte armée sous toutes ses formes est la seule voie qu'a le peuple exploité de détruire le pouvoir des riches ».*

Les Etats-Unis avaient supprimé leur aide militaire au Salvador et au Guatemala en raison des graves violations des droits de l'homme qui y sont perpétrées. Ils ont envisagé de la reprendre, compte tenu de la nouvelle situation en *Amérique centrale, mais* le département d'Etat y serait, jusqu'à nouvel ordre, opposé.

Dans cet ensemble centre-américain où aucun pays n'est semblable au voisin, le Honduras est un cas très particulier. Bien qu'il soit le plus pauvre des six Etats de l'isthme, la violence y est bien moindre que chez ses voisins salvadoriens ou guatémaltèques. L'armée, qui y exerce le pouvoir sans excessifs oripeaux légalistes, y tolère, traditionnellement, les manifestations du mécontentement politique ou syndical. Il y a même eu des intermèdes militaires progressistes. Aussi n'entend-on guère parler de lutte armée au Honduras.

Reste le cas des deux voisins méridionaux du Nicaragua. Au Costa-Rica, seule démocratie de la région, le président Rodrigo Carrazo, cependant réputé conservateur, s'est engagé, presque sans hésitation, derrière les sandinistes. Il a eu une part importante dans l'isolement diplomatique d'Anastasio Somoza, rompant avec lui dès novembre 1978. Il a, ce faisant, pris des risques, puisque son pays est, depuis 1948, dépourvu d'armée. Son geste a conduit Panama, et surtout le Venezuela, dont le rôle a été important dans l'évolution de la crise nicaraguayenne, à se porter à son secours. Une dynamique diplomatique était ainsi créée à l'encontre de l'ancien dictateur. On comprend que M. Carrazo ait été triomphalement reçu à Managua. Il a moins convaincu certains de ses concitoyens — jusque dans son propre parti, l'Unité, où il lui a été reproché d'avoir fait courir au parti des risques excessifs, et d'avoir négligé les problèmes intérieurs, économiques notamment, au profit d'une grande politique internationale peut-être au-dessus de ses moyens. Des contrecoups ne sont donc pas exclus. Heureusement, ils ont toutes chance de se résoudre par la voie électorale, conformément à la tradition costa-ricienne.

A Panama, le régime militaire au pouvoir depuis plus de dix ans a pris des risques considérables dans l'affaire nicaraguayenne. Son attitude ostensiblement favorable aux sandinistes ne pouvait, en effet, que lui valoir des ennemis aux Etats-Unis, où sa connivence avec Cuba dans cette affaire a été plusieurs fois dénoncée. A l'heure où le Congrès américain débat des textes d'application des traités sur le canal, c'était un mauvais point.

Le général Omar Torrijos, qui demeure l'homme fort du pays, semble avoir calculé que la modération, indispensable pour obtenir du sénat américain la ratification des traités, n'était plus de mise : sauf intervention armée, le transfert de souveraineté dans la zone du canal prévu pour le 1er octobre, semble, en effet, acquis. Le commandant de la garde nationale, par son attitude ferme à l'encontre des Somoza, s'est rallié une gauche qui lui avait reproché sa faiblesse dans les négociations avec Washington sur le canal. Dans tous les pays voisins du Nicaragua, c'est donc à Panama que la victoire sandiniste a été le mieux reçue.

JEAN-PIERRE CLERC.

Prochain article :

JEUX DE « DOMINOS » DANS LES ILES

La « cubanisation » du pays bloquerait l'évolution du processus démocratique en Amérique latine

nous déclare M. Mario Soares

Lisbonne. — *« La « cubanisation » du Nicaragua bloquerait l'évolution du processus démocratique dans toute l'Amérique latine »*, nous a affirmé M. Mario Soares, après son retour de Managua, où il s'est rendu du 5 au 9 août, à la tête d'une délégation de l'Internationale socialiste, dont il est l'un des vice-présidents. Le leader socialiste portugais écarte pourtant cette éventualité qui, selon lui, *« n'intéresserait personne, à commencer par les Cubains »*. Il pense que la prise du pouvoir par des éléments radicaux rendrait plus difficile la poursuite du dialogue en cours entre Cuba et les Etats-Unis.

D'autre part, les Etats-Unis auraient finalement compris, estime M. Soares, que la défense des régimes dictatoriaux est contraire à leurs intérêts. *« De tels systèmes ne servent qu'à fabriquer des communistes »*, a-t-il ajouté. Le même souci de « modération » animerait les Soviétiques. *« L'expérience cubaine*, explique M. Soares, *leur coûte très cher ; ils ne voudront sans doute pas se trouver avec un deuxième enfant dans les bras. »*

Aussi la voie est-elle ouverte, selon le dirigeant portugais, à une plus grande influence de l'Internationale socialiste dans cette région. « *Autrefois*, dit-il, *l'expression sociale-démocratie ou socialisme démocratique y était suspecte. Pour les uns, nous étions le fer de lance de l'impérialisme américain et pour les autres un instrument de survie de l'expansionnisme soviétique. Mais cela a changé.* »

La première grande initiative de l'Internationale socialiste en Amérique latine remonte à 1976. Invités par MM. Carlos Andres Perez et Romulo Betancourt, anciens présidents du Venezuela, et par M. Gonzalo Barios, président du Parti d'action démocratique, les principaux dirigeants des partis socialistes et sociaux-démocrates de l'Europe se sont rencontrés à Caracas. Une commission de quatre membres a été constituée : MM. Willy Brandt et Soares pour les partis européens ; MM. Barrios et Munoz Ledo, membres du parti révolutionnaire institutionnel (PRI) du Mexique, pour les formations latino-américaines.

Quelques mois plus tard, au congrès de Genève, on notait la présence des partis politiques de la Jamaïque, de la République dominicaine, de Costa-Rica, d'El Salvador et de l'Equateur. Entre-temps, la puissante fondation Friedrich Ebert, liée au S.P.D. allemand, intensifiait son action. La fondation dispose de deux antennes, au Mexique et au Costa-Rica, et édite une publication en espagnol, *Nueva Sociedad*.

De notre correspondant

En octobre 1978, une conférence sur les processus de démocratisation dans la péninsule Ibérique et en Amérique latine a réuni à Lisbonne soixante-huit représentants des partis latino-américains.

Cette conférence de Lisbonne avait été précédée d'une mission de l'Internationale socialiste, présidée par M. Soares dans plusieurs pays. *« A Saint-Domingue*, dit-il, *nous avons usé de notre influence pour faire avorter un putsch militaire, remettant en cause la victoire à l'élection présidentielle de M. Guzmann. »* A la fin de 1978, l'Internationale socialiste a tenu un congrès à Vancouver. Ce congrès avait décidé d'envoyer une mission au Chili, en Uruguay, au Brésil et en Argentine. Mais ce projet n'a pas encore été réalisé.

« Ce qui se passera au Nicaragua a pour nous valeur de test, estime M. Soares. *Les changements politiques que le Portugal et l'Espagne ont connus prouvent qu'une dictature peut être renversée par des moyens pacifiques ; au Nicaragua, il s'agit plutôt de démontrer qu'une révolution armée peut déboucher sur une démocratie pluraliste. En dépit de notre hostilité à des formes de lutte basées sur le terrorisme et la violence, nous avons toujours considéré que la situation au Nicaragua n'offrait pas d'autre solution. Aussi avons-nous, dès le début, donné notre appui au front sandiniste. Des représentants de cette organisation ont assisté à nos derniers congrès. Plusieurs ministres du gouvernement actuel sont idéologiquement très proches de nous. »*

L'Internationale socialiste suit de très près ce qui se passe au Brésil. Les intérêts économiques de la République fédérale allemande dans ce pays peuvent poser au S.P.D. des problèmes délicats, surtout en ce qui concerne l'appui à des mouvements ou à des personnalités qui s'opposent au régime de Brasilia. Mais M. Soares prétend que *« jamais le S.P.D. n'a participé à la stratégie adoptée par les partis de l'Internationale »*. *« Nous donnons notre appui au parti travailliste brésilien dirigé par M. Brizola*, souligne-t-il, *de même que nous maintenons des relations avec certains dirigeants politiques du mouvement démocratique brésilien (M.D.B.), comme MM. Freire, Nobre et Cardoso. »*

JOSÉ REBELO.

Argentine

Des projets de lois prévoient que les « disparus » pourront être considérés comme « décédés »

Buenos-Aires *(A.F.P.)*. — Le gouvernement prépare deux projets de lois et un décret tendant à régler définitivement le problème des « disparus ». Evoquant les difficultés juridiques posées par le sort des disparus, le ministre de l'intérieur, le général Harguindeguy, a affirmé, mercredi 22 août, la volonté du gouvernement d'en finir avec une *« source d'inquiétude pour de nombreux foyers argentins »*.

L'un de ces projets invite un juge saisi par un parent, ou même par le ministère public, d'un cas de « disparition » à convoquer le disparu, par voie de presse, pendant cinq jours consécutifs. Au cas où sa convocation resterait sans réponse à l'issue d'un délai de quatre-vingt-dix jours, le juge serait habilité à déclarer l'intéressé « présumé décédé ». Les conséquences civiles (héritage, remariage, etc.) seraient les mêmes que dans le cas d'un décès normalement enregistré, la date de la mort présumée étant celle à laquelle la disparition a été signalée.

Un deuxième projet de loi, également sur le point d'être promulgué, a trait aux pensions et retraites concernant les disparus. En cas d'absence confirmée d'une personne pendant un an, les ayants droit pourront entreprendre les démarches pour toucher les pensions ou retraites leur revenant normalement, en cas de décès de leur parent.

Enfin, un décret, actuellement soumis à la signature du président Videla, doit créer une commission interministérielle sur la liberté individuelle et la sécurité des personnes.

Dans l'exposé des motifs de la première loi, le pouvoir exécutif précise que, si certaines des personnes considérées comme « disparues » vivent encore dans la clandestinité ou ont quitté subrepticement le pays, une partie d'entre elles sont *« mortes des conséquences de leurs actes »*. Il convient donc de régulariser la situation légale qu'implique leur absence prolongée, est-il ajouté.

Ces textes vont dans le sens des déclarations faites au début juillet par le commandant en chef de l'armée de terre, le général Roberto Viola, qui avait employé l'expression *« absents pour toujours »* à propos des disparus (*le Monde* du 11 juillet).

AFRIQUE

Tunisie

L'AFFAIRE DU JOURNAL « ECH CHAAB »

Des organisations d'opposition dénoncent la sévérité du verdict

Les Amis de la Tunisie en lutte (ATEL) (1) et le Comité d'information et de défense des victimes de la *répression* en Tunisie (2) ont tenu à Paris, mercredi 22 août, une conférence de presse commune consacrée à la situation en Tunisie au lendemain de la condamnation des militants syndicalistes impliqués dans l'affaire du journal *Ech Chaab* (*le Monde* du 22 août). Les organisateurs de la conférence de presse ont présenté à l'appui de leurs déclarations des rapports de deux avocats, Mes Jean Lagadec et Michèle Aussedat, qui ont accompli des missions en Tunisie, en juillet et en août. Les deux avocats représentaient l'Association française des juristes démocrates.

Le porte-parole de l'ATEL a assuré que le procès des militants syndicalistes avait eu lieu sans que les droits de la défense fussent respectés (les avocats ont même refusé de plaider dans les conditions où il se déroulait), et sans publicité des débats : le verdict a été prononcé, le *mardi 21 août*, en la seule présence des magistrats, et des membres des familles des accusés, qui avaient voulu protester, ont été brutalement chassés de l'immeuble où siégeait la cour criminelle de Tunis. Certains d'entre eux ont été arrêtés et passeront en jugement, le 25 août, sous l'accusation d'avoir troublé les débats.

Le porte-parole a souligné ensuite la sévérité des peines de prison ferme assorties de très lourdes amendes. Au total, on a assisté, selon l'ATEL, à une *« parodie de justice »*. En publiant le journal *Ech Chaab*, les militants syndicalistes avaient voulu continuer l'action de M. Habib Achour, leader de l'U.G.T.T., condamné à la suite des événements du 26 janvier 1978 et récemment gracié. Selon l'ATEL, son successeur, M. Tijani Habid, est *« tenu pour une créature du gouvernement et récusé par l'ensemble des ouvriers tunisiens »*. Par ailleurs, *« le mur du silence a été brisé »* sur les circonstances suspectes de la mort du militant Hamid Zellouz, survenue après qu'il eut été arrêté et interrogé dans les locaux de la D.S.T. En définitive, l'ATEL réclame la libération des détenus politiques, dont le nombre est encore évalué à cent cinquante environ, et *« le tour à l'exercice des libertés politiques et syndicales en Tunisie »*.

Quant au Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie, ses porte-parole ont affirmé que ce procès traduit, une fois de plus, *« la brutalité des méthodes auxquelles a recours le régime tunisien »*, et prouve que le régime, en dépit des grâces accordées à un certain nombre de détenus politiques, notamment M. Habib Achour (*le Monde* du 4 août), *« poursuit en fait une politique répressive »*.

Le Collectif tunisien du 26 janvier (3) nous a fait, de son côté, parvenir un communiqué dans lequel il condamne une *« justice asservie au pouvoir »* et *« attire l'attention sur le fait que la répression ne prend pas toujours la forme spectaculaire d'un procès ou de rafles de jeunes qu'alimentent encore aujourd'hui des camps de travail du service civil »*. — R. D.

(1) 48, rue de Montreuil, Paris-11e.
(2) B.P. 397, 75028 Paris.
(3) 46, rue de Vaugirard, Paris.

LA QUESTION IRLANDAISE

Tribune internationale

DÉFENSE DE LA GRANDE-BRETAGNE

A la suite de la publication, dans « le Monde » daté 12-13 août d'une « Tribune internationale » dans laquelle M. David Sharp réclamait le départ des troupes britanniques envoyées en Ulster il y a dix ans, nous avons reçu le texte suivant, dont l'auteur défend au contraire la politique de Londres en Ulster.

par T.E. UTTLEY (*)

EN août 1969, le gouvernement britannique envoyait de considérables renforts de troupes en Irlande du Nord, afin d'aider les autorités civiles à rétablir l'ordre public. Il n'y avait, bien sûr, dans cette décision rien que de légitime. Les six comtés d'Irlande du Nord font partie du Royaume-Uni, et une petite garnison y séjournait déjà en temps normal.

Cet envoi de troupes avait été motivé par les troubles civils qui s'étaient développés l'année précédente et que la police locale n'avait pas été en mesure de contenir. Ces troubles avaient une double origine : d'une part, les activités du Mouvement des droits civiques, qui ses yeux, la minorité catholique faisait l'objet dans la province et, exigeait des réformes visant à mettre fin à la discrimination dont, à ses yeux, la minorité catholique faisait l'objet dans la provnce et, d'autre part, la réaction violente et souvent brutale organisée contre ces démonstrations par les militants protestants. Il ne fait aucun doute que, lorsque vint le mois d'août 1969, c'était la minorité catholique qui risquait le plus de souffrir des graves émeutes qui gagnaient la région, et cette minorité accueillit les troupes britanniques avec soulagement et gratitude.

L'Ulster relevait, comme toute autre partie du Royaume-Uni, de l'autorité du Parlement de Westminster, où elle était bien sûr représentée, mais elle avait, en outre, son propre Parlement (Stormont), qui assumait certaines responsabilités limitées sur le plan législatif et avait la charge de veiller au maintien de l'ordre public. Ce Parlement était élu au sufrage universel, mais, compte tenu de la proportion des protestants par rapport aux catholiques, qui dans la province est d'environ de deux à un, la majorité des députés de Stormont représentait nécessairement la cause protestante. En termes de politique locale, ceci revenait à dire qu'elle était fortement et inévitablement en faveur du maintien de l'Irlande du Nord dans le Royaume-Uni, alors que l'opposition catholique soutenait traditionnellement, avec un enthousiasme véritable, la séparation du Royaume-Uni et la création d'une République irlandaise unie. Cependant, en 1969, ce n'était pas là le problème principal.

Le Mouvement des droits civiques ne réclamait pas la réunification de l'Irlande, mais demandait que l'on remédie à certains griefs précis de la minorité catholique contre le gouvernement de Stormont. Ceux-ci concernaient, notamment, l'existence de certaines conditions liées à la propriété pour voter aux élections locales et municipales, mais non aux législatives, la délimitation du territoire des autorités locales, jugée injuste, et la discrimination exercée dans la répartition des logements et des emplois. Le gouvenement britannique fit savoir clairement qu'il était résolu non seulement à rétablir avec impartialité l'ordre public, mais à introduire les réformes nécessaires pour répondre à toutes les exigences légitimes des catholiques, et, dès 1970, toutes les revendications du Mouvement des droits civiques étaient soit satisfaites, soit en passe de l'être.

ALORS, pourquoi la violence persiste-t-elle ? Parce que, justement, à ce moment-là, un nouveau facteur est apparu, facteur qui n'a cessé depuis lors de jouer un rôle prédominant : l'IRA provisoire. Ce mouvement terroriste, solidement organisé et absolument impitoyable, qui ne jouit du soutien actif et volontaire que d'une minuscule partie de la population, mais reçoit une aide substantielle de sympathisants étrangers mal inspirés, et entretient des contacts de plus en plus étroits avec les mouvements terroristes internationaux, a un credo bien défini : il se prétend le dépositaire de la véritable souveraineté irlandaise ; il veut créer par la force une République irlandaise socialiste unie ; il nie l'autorité non seulement du gouvernement britannique en Irlande du Nord, mais aussi du gouvernement irlandais en Irlande du Sud, où il est proscrit. Les forces de sécurité ont résisté à la campagne de l'IRA, laquelle consiste en grande partie à frapper aveuglément à l'explosif des cibles civiles telles que cinémas, magasins et restaurants. Non seulement la police et l'armée rencontrent toutes les graves difficultés liées, où que ce soit dans le monde, à la guérilla urbaine, mais leur principal problème tient à la terreur inspirée par l'IRA chez les témoins et les jurés, terreur qui rend parfois pratiquement impossible la condamnation des terroristes. Pour cette raison, en 1971, le gouvernement britannique a autorisé la pratique de l'internement, mais celle-ci a été supprimée en février 1975. Il s'efforce maintenant de lutter contre le terrorisme uniquement par les voies légales normales. Personne, en Irlande du Nord, n'est emprisonné à cause de ses convictions politiques. Ne sont en détention que ceux qui attendent d'être jugés ou qui ont été condamnés par les tribunaux criminels.

COMPTE tenu de la difficulté d'obtenir des témoignages, cette démarche repose en grande partie sur l'interrogatoire des suspects, et elle a à son tour .. la chose était inévitable, .. suscité des accusations de violence contre la police. Ces accusations ont donné lieu à des enquêtes scrupuleuses et impartiales et se sont révélées, dans l'immense majorité des cas, sans fondement. Toutefois, des mesures encore plus rigoureuses de protection contre l'emploi de la contrainte dans les interrogatoires ont été introduites dernièrement. Les forces armées en Ulster opèrent dans le cadre du droit criminel ordinaire et les soldats doivent répondre devant les tribunaux civils ordinaires de toute atteinte aux personnes ou aux biens dont ils seraient responsables.

∴

Comme on pouvait s'y attendre, l'activité de l'IRA a provoqué chez les protestants une vive réaction, qui a été habilement exploitée par les extrémistes. Les forces de sécurité ont dû par moments se battre sur deux fronts — contre l'IRA et contre les forces protestantes paramilitaires. Depuis le début du conflit, 1 936 personnes ont été tuées, dont 201 seulement par les forces de sécurité.

Du point de vue politique, l'attitude du gouvernement britannique (partagée par tous les grands partis) est restée inchangée depuis 1969. Il n'exclura pas l'Irlande du Nord du Royaume-Uni dans la mesure où l'immense majorité de sa population a (dans un référendum tenu en 1973) exprimé sa volonté de demeurer au sein du Royaume-Uni, mais il est également résolu à apporter des sauvegardes indestructibles aux droits de la minorité catholique. Il a également déclaré qu'il ne voyait pas d'objections à l'unification de l'Irlande, à condition qu'elle soit voulue par la majorité de la population d'Irlande du Nord. Depuis 1972, le Parlement de Stormont est suspendu et l'Irlande du Nord est actuellement gouvernée directement par un secrétaire d'Etat responsable devant la Chambre des Communes. Plusieurs tentatives ont été faites (dont l'une a rencontré un bref succès) pour rétablir un gouvernement décentralisé sur une base également acceptable aux partis constitutionnels non violents représentant les communautés protestante et catholique. Jusqu'ici, ces tentatives ont échoué, mais l'actuel secrétaire d'Etat recherche toujours un règlement constitutionnel qui puisse être accepté de tous. En attendant, le gouvernement britannique maintiendra le gouvernement direct ainsi que les effectifs militaires exigés par la sécurité, car la seule alternative à cette voie serait d'abandonner l'Ulster à l'anarchie et, selon toute probabilité, l'anarchie conduirait à la formation d'un Etat protestant indépendant où les droits de la minorité catholique ne bénéficieraient plus d'aucune garantie.

(*) Journaliste au *Daily Telegraph*.

Londres s'interroge sur l'opportunité d'un sommet

De notre correspondant

Londres. — Mme Thatcher aura prochainement à prendre une décision délicate à propos de l'invitation de M. Hugh Carey, gouverneur de l'Etat de New-York. Celui-ci propose en effet d'organiser en septembre dans cette ville une rencontre au sommet sur le problème de l'Irlande du Nord. Après s'en être entretenu verbalement avec les intéressés, le gouverneur Carey aurait officiellement invité M. Atkins, secrétaire britannique chargé des problèmes de l'Ulster, et M. O'Kennedy, ministre des affaires étrangères du gouvernement de Dublin, à venir s'entretenir avec lui de cette question.

L'initiative du gouverneur, inspirée de toute évidence par des considérations de politique intérieure américaine (l'importance du « vote irlandais » ne saurait être sous-estimée), a immédiatement provoqué l'inquiétude des dirigeants protestants de l'Ulster, qui reprochaient déjà à M. Atkins son absence d'Irlande du Nord au moment des échauffourées du début du mois. Pour la majorité des observateurs, M. Atkins, relativement novice dans ce poste, a fait preuve d'une certaine naïveté politique en s'intéressant à une rencontre qui paraît surtout de nature à renforcer les éléments extrémistes protestants. Néanmoins, M. Atkins estime probablement que sa visite à New-York lui donnerait l'occasion d'expliquer au grand public américain la politique britannique en Irlande du Nord et de lui demander de n'envoyer ni argent ni armes à l'I.R.A.

M. Atkins avait souligné qu'il n'envisageait pas de discuter de l'avenir politique de l'Ulster, considéré comme un problème intérieur britannique, relevant de la compétence exclusive du gouvernement de Londres. Son objectif serait surtout d'éclairer l'opinion américaine et de répondre aux arguments de l'I.R.A. devant le public et les milieux dirigeants américains.

Bien que le gouverneur Carey ait prudemment précisé que l'ordre du jour de la rencontre devrait être établi exclusivement par MM. Atkins et O'Kennedy, les milieux officiels britanniques précisent qu'aucun contact officiel n'a été pris entre les deux hommes, qui doivent se rencontrer prochainement à Londres, à l'occasion d'une visite de routine. Mais aucune discussion sur un éventuel ordre du jour ne pourrait être entreprise avant qu'une décision ne soit prise à Londres et à Dublin sur le principe même d'une rencontre à New-York.

Les premières réactions des milieux conservateurs à une telle éventualité sont négatives. Le *Daily Telegraph* s'en fait l'écho dans un éditorial, en écrivant que ces conversations *« signifieraient la ruine de la mission de M. Atkins en Ulster, puisque, quel qu'en soit leur contenu, innocent ou stupide, elles seraient considérées par les protestants de l'Ulster comme le début d'une braderie »*. Déjà passablement déçus par l'évolution de Mme Thatcher dans l'affaire rhodésienne, les milieux conservateurs accepteraient mal un nouvel assouplissement concernant le problème de l'Ulster. Le premier ministre pourrait difficilement se montrer plus conciliant que son prédécesseur à l'égard du gouverneur Carey, qui, l'an dernier, avait refusé de participer à un banquet de M. Callaghan pour protester contre la politique britannique en Irlande du Nord.

Mme Thatcher a en tous cas pris la peine, mercredi soir 22 août, de faire démentir par son cabinet les rumeurs selon lesquelles elle devrait se rendre prochainement aux Etats-Unis

De son côté, le gouvernement de Dublin fait preuve d'une grande prudence.

HENRI PIERRE.

Italie

M. Berlinguer précise sa conception du « compromis historique »

De notre correspondant

Romes. — *Rinascita*, l'hebdomadaire théorique du parti communiste italien, publie ce jeudi 23 août un éditorial de M. Enrico Berlinguer, consacré à une redéfinition du *« compromis historique »*, qui suscite déjà certaines réactions dans le monde politique. En fait, M. Berlinguer propose également dans ce texte une mise à jour du concept d'austérité, qui est le cheval de bataille du parti depuis 1977. Le prétexte de cet éditorial est l'anniversaire de la mort de l'ancien secrétaire général du parti, Palmiro Togliatti, et d'un article que celui-ci publia en 1946 pour faire le bilan du « compromis » réalisé alors entre les *« grandes ailes »* — progressiste et conservatrice — du front antifasciste.

La situation actuelle, particulièrement alarmante au plan économique, justifie plus que jamais cette notion de compromis, dit en substance le secrétaire général du P.C.I., qui précise : *« Une avancée du socialisme dans la liberté et dans la démocratie requiert non seulement une alliance politique et sociale des forces motrices du processus révolutionnaire, mais exige que soient définis avec clarté les termes du compromis que le bloc social rénovateur offre aux autres composantes de la société pour conquérir leur approbation ou, au moins, leur neutralité. »*

Dans cette perspective, M. Berlinguer propose un compromis *« entre ceux qui sont seulement intéressés au « Combien produire ? » et ceux qui, au contraire, se soucient du « Que produire et pourquoi ? » « Notre discours sur l'austérité*, ajoute le secrétaire général du P.C.I., *ne se limitait donc pas à poser l'exigence d'une meilleure justice distributive, mais proposait et propose une politique économique nouvelle, prévoyant une intervention de la classe ouvrière sur le processus d'accumulation lui-même. »*

Visiblement, M. Berlinguer tente ici de répondre aux critiques lancées dans son propre parti contre ce mot d'ordre d'austérité, mal compris des militants et des électeurs, qui n'y ont vu le plus souvent qu'un encouragement aux sacrifices. «

On enregistre déjà quelques réactions à cet éditorial. Le quotidien socialiste *Avanti* estime notamment que M. Berlinguer liquide avec une précipitation excessive les critiques adressées au centralisme démocratique, et qu'il propose une stratégie sans véritables perspectives. Du côté démocrate-chrétien, après une première réaction défavorable du quotidien *Il Popolo*, plusieurs dirigeants jugent positivement l'éditorial de M. Berlinguer et pensent qu'il offre un nouveau terrain de discussion.

(Intérim.)

La nomination d'un ambassadeur d'Algérie en Suisse consacre la « normalisation » entre les deux pays

De notre correspondant

Berne. — Un haut fonctionnaire algérien, M. Rachid Haddad, a été nommé ambassadeur d'Algérie en Suisse, apprenait-on mercredi 22 août à Berne. Après seize ans de rapports parfois tendus, cette nomination, selon le porte-parole du département helvétique des affaires étrangères, devrait amener *« la normalisation des relations entre les deux pays »*. Le poste d'ambassadeur d'Algérie à Berne était inoccupé depuis 1974.

La décision d'Alger est la suite logique du règlement intervenu en avril dernier dans l'affaire du « trésor du F.L.N. » qui avait longtemps envenimé les relations algéro-suisses. Au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, en 1962, M. Mohamed Khider, alors trésorier du F.L.N., avait déposé quelque 40 millions de francs suisses provenant des fonds de l'organisation à la Banque commerciale arabe de Genève, dont il avait acquis les deux tiers du capital. Mais, à la suite de sa brouille avec M. Ben Bella et ses successeurs, M. Khider avait refusé de restituer ces fonds au gouvernement algérien.

Après l'assassinat de M. Khider en 1967, l'Algérie avait vainement tenté de récupérer le « trésor du F.L.N. ». Débouté en 1974 par le tribunal fédéral, la plus haute instance judiciaire suisse, Alger avait manifesté sa mauvaise humeur en rappelant son ambassadeur à Berne. Mais, prenant le contre-pied de toutes les décisions antérieures, la commission fédérale des banques reconnaissait le 24 avril 1979 les droits de propriété de l'Algérie sur la Banque commerciale arabe de Genève.

Les efforts personnels de M. Pierre Aubert, nouveau chef de la diplomatie helvétique, ont sans doute contribué à détendre l'atmosphère. — J.-C. B.

Espagne

LE GOUVERNEMENT SOUHAITERAIT DISPOSER DE LA BOMBE ATOMIQUE

Madrid (A.F.P.). — L'un des objectifs du chef du gouvernement espagnol, M. Adolfo Suarez, *« serait la construction de la bombe atomique »*, écrivait mercredi 22 août le quotidien madrilène *Informaciones* (indépendant).

Selon le journal, M. Suarez voudrait *« rendre opérationnelle d'ici à 1981 une bombe atomique de type tactique qui pourrait être transportée par la force aérienne espagnole »*.

La construction de cette bombe, ajoute *Informaciones*, ne serait pas freinée par des problèmes technologiques, mais par la faculté *« d'acheter sur le marché international de l'uranium enrichi »*.

Informaciones publie cette information à la suite du compte rendu des déclarations faites mardi, à Madrid, par M. Clément J. Zablocki, président de la commission des relations extérieures de la Chambre des représentants américaine.

Selon M. Zablocki, les Etats-Unis sont préoccupés par le fait que l'Espagne n'a pas souscrit au traité de non-prolifération des armes nucléaires. *« Les lois des Etats-Unis*, a affirmé M. Zablocki, qui s'adressait à la presse espagnole, *interdisent la vente de matériel nucléaire aux pays non signataires (du traité). »*

De source proche du ministère espagnol des affaires étrangères, on indiquait mercredi que, jusqu'à présent, les Etats-Unis n'avaient pas suspendu leurs livraisons d'uranium à l'Espagne. Le gouvernement espagnol, ajoutait-on de même source, n'adhérera pas au traité de non-prolifération *« tant qu'une base étrangère dotée de matériel nucléaire subsistera dans notre pays »*.

Les observateurs soulignent que, depuis le mois de juin, les Etats-Unis ont évacué leurs sous-marins porteurs de missiles à tête nucléaire ancrés à la base hispano-américaine de Rota.

Le Monde

politique

L'ÉLABORATION DU PROJET SOCIALISTE

M. Mitterrand se réserve la possibilité d'arbitrer

La commission chargée d'élaborer le « projet socialiste » s'est réunie mercredi 22 août, à Paris. M. Jean-Pierre Chevènement, secrétaire national chargé des études, a remis aux participants un texte articulé en trois parties (« comprendre, vouloir, agir ») qui n'a pas été rendu public. Il a indiqué, à l'issue de cette réunion, que la France est devenue le théâtre d'une véritable « guerre idéologique » que les socialistes « ne peuvent gagner qu'en ayant mis eux-mêmes de l'ordre dans leurs idées ».

Après avoir débattu dans une atmosphère « amicale », selon l'expression de M. Chevènement, les participants, qui appartiennent aux différents courants du parti, sont convenus d'une nouvelle réunion, les 3 et 4 septembre prochain, au cours de laquelle ils devraient être en mesure de discuter d'un texte complet et de diverses contributions critiques qui seront déposées.

Parmi celles-ci figure un texte de M. Gérard Delfau, membre du secrétariat national, conçu comme un possible trait d'union avec la minorité. L'unité du parti est en effet l'un des enjeux de l'élaboration du projet socialiste.

Les membres de la commission chargée d'élaborer ce projet n'ont pas véritablement engagé le débat. La prudence dont ils ont fait preuve, quel que soit le courant dont ils se réclament, s'explique à la fois par des raisons matérielles, de tactique et de fond.

Il était évidemment difficile aux uns et aux autres de prendre position sur un texte incomplet. M. Chevènement n'a présenté que les deux premières parties du texte. Il a précisé que la troisième partie, « Agir », celle qui risque de provoquer les débats les plus nourris, n'est encore qu'au stade du « canevas ». Seules les têtes de chapitre sont *connues, regroupées en deux rubriques* : « Les priorités motrices » et « Les cheminements nécessaires ».

Au chapitre des premières figurent l'organisation du pouvoir des travailleurs dans l'entreprise, la réhabilitation de la responsabilité des citoyens, le rétablissement du droit au travail, la réduction des *inégalités* sociales, la libération de la femme, la restauration des valeurs collectives *« dans la reconnaissance de l'individu »*, les conditions de la création d'une *« nouvelle culture »*, les conditions de l'avenir industriel et démographique du pays, ainsi que de la mise en place d'un *« nouvel ordre international »*. Le chapitre consacré aux *« cheminements »* évoque la nécessité d'une croissance *« forte et mobilisatrice »*, d'une *« autonomie du développement »*, d'une stratégie économique et sociale *« cohérante »* et d'une France *« libre dans une Europe indépendante »*.

Ces notions n'ayant pas encore été explicitées, le débat est resté formel. D'autant que la prudence des participants répondait également à des nécessités tactiques. Tous les courants sont en effet soucieux d'éviter que ne réapparaissent au grand jour des querelles qui pourraient accréditer *l'idée, dans l'opinion, que se déroule* au sein du P.S. une véritable « guerre des clans ». M. Mitterrand considère que le parti doit se montrer discipliné et ne plus être distrait de sa route par l'une ou l'autre des minorités. M. Mauroy souhaite conserver son image de « rassembleur », avant tout préoccupé par la conclusion d'une synthèse générale à l'occasion de la discussion sur le projet. M. Rocard veut éviter d'être entraîné sur le terrain de la polémique et d'être ainsi marginalisé et désigné à la vindicte des militants.

De plus, l'absence de M. François Mitterrand et le fait qu'il n'ait pas encore communiqué son sentiment (ni ses annotations voire ses corrections) sur le texte présenté par le chef de file du CERES *ont conduit les minoritaires* à ne pas s'engager dans une critique trop vive. Mis en présence d'un texte dont la cohérence doit beaucoup, précisément, au CERES, ile eût été logique de voir au moins les amis de M. Rocard engager le feu sans tarder. Le premier secrétaire serait alors apparu comme le seul fédérateur possible du parti, retrouvant ainsi une image qui lui convient parfaitement, dans l'hypothèse d'une candidature présidentielle.

Un double enjeu

Pour déjouer ce que certains d'entre eux ont perçu comme un piège, les partisans de MM. Mauroy et Rocard ont tenu le langage suivant : le texte du député de *Belfort ne constitue pas une base* d'accord possible ; mais nous souhaitons parvenir à un accord général ; examinons donc ensemble une prochaine fois les critiques que nous formulons et les correctifs que nous souhaitons apporter.

Ils ont été confirmés dans leur sentiment que M. Mitterrand cherche à se poser en seul arbitre possible, par le *fait* que la tonalité la plus critique à l'égard de M. Chevènement est venue du sein même de la direction. Ainsi, Mme Véronique Neiertz, secrétaire nationale chargée de la lutte des femmes, a-t-elle déploré que le texte rédigé par le leader du CERES ne s'inscrive pas tout à fait dans la continuité des travaux préparatoires.

Enfin, la prudence qui a caractérisé cette première réunion s'explique par l'importance de l'enjeu. Celui-ci est double : le P.S. peut-il, à la faveur de l'élaboration de ce projet, restaurer son unité et sa crédibilité ?

L'effort d'unité passe sans doute par un texte largement amendé. C'est le sens de la contribution déposée par M. Gérard Delfau. Celle-ci a été conçue comme un trait d'union entre les différentes sensibilités du parti et doit permettre à la fois d'explorer les possibilités d'union et d'en tracer le cadre *idéologique. Non seulement elle* n'entame pas la capacité d'action du premier secrétaire, mais elle prépare le terrain d'une offensive qui paraît plus tournée vers M. Mauroy que vers M. Rocard.

Il est vrai que MM. Mitterrand et Rocard risquent de s'opposer le plus profondément sur la meilleure façon de redonner une crédibilité au programme socialiste. Pour le député de la Nièvre, la radicalisation de la crise doit conduire à une radicalisation des revendications. Sur ce terrain, le *député* des Yvelines *considère* que le P.C., habile à faire monter les enchères, aura toujours une longueur d'avance sur le P.S. Ce dernier doit donc s'attacher à *« parler vrai, plus près des faits »* et à répondre à la nouveauté de la crise par la nouveauté des remèdes. A l'inverse, les amis du premier secrétaire estiment que la gravité de la crise rend caduque *l'approche « réformiste »* de M. Rocard, lequel craint que le P.S. ne soit conduit à s'aligner sur les positions du P.C. Tel est le cœur du problème et du différend qu'il ne sera possible d'évaluer précisément que lorsque sera connue la partie « Agir » du texte. Et surtout le sentiment du premier secrétaire sur celle-ci.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

● RECTIFICATIFS. — Plusieurs « coquilles » se sont glissées dans l'article consacré au *« projet socialiste »* publié dans nos éditions du 23 août. Ainsi au lieu de : *« M. Mitterrand paraît plus enclin à minimiser la discussion »*, il fallait lire : *« minimiser la division » du parti socialiste*. De même au lieu de : *« La majorité paraissait devoir se satisfaire d'une situation de décision »*, il fallait lire : *« d'une situation de division »*.

LE BILAN DE TROIS ANNÉES DE « PLAN BARRE »

Un échec souhaité

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, le revenu disponible réel de l'ouvrier et de l'employé américains est le même qu'en 1965. Mais en comprimant les salaires on ralentit les dépenses de consommation et la croissance. Un cercle vicieux à la baisse est amorcé. On essaie alors de s'en sortir d'une autre façon, en appliquant un libéralisme forcené. Prenons l'exemple du transport aérien et de la politique *suivie par M. Carter*. Il s'agit de reconquérir les marchés perdus par une concurrence effrénée entre les grandes compagnies aériennes au bénéfice de certaines *sociétés américaines*.

Dans un premier temps, très bref, un an environ, cette politique se traduit par une baisse des tarifs, une augmentation des échanges, une stimulation du progrès technologique et enfin par une amélioration de la balance commerciale. Mais cette politique se traduit, à moyen terme, et on en voit déjà les effets, par des fusions, des concentrations, des licenciements. Bref, par une restructuration dont les premières victimes sont, évidemment, les travailleurs de l'aéronautique et, paradoxalement, deuxièmes victimes, les consommateurs pour lesquels la baisse des prix n'aura été que passagère.

Certes, ceci est un exemple et la situation dans chaque secteur est différente, car la stagnation de la productivité globale correspond à *un effondrement* de la production de certains secteurs — sidérurgie, chantiers navals — mais au développement des industries de pointe dont l'objet est, par le *biais de la banalisation* du travail, l'augmentation de la productivité par travailleur. Dans cette perspective, le monde de demain serait, après une ou deux décennies de convulsions, un monde dominé par la machine et ses propriétaires. On voit là une issue possible pour le capitalisme qui se vérifierait si la classe ouvrière restait divisée.

Dans ce processus dramatique la France perdrait complètement son indépendance. Telle est d'ailleurs, au-delà des discours, la vision du président de la République. La politique française actuelle est celle du pire pour les travailleurs :

— Pour rétablir les profits et faire disparaître les petites et moyennes entreprises incapables de faire face à la restructuration industrielle, on libère les prix.

— *Pour assainir* les *comptes* d'exploitation des entreprises, on autorise des licenciements massifs.

— Pour réduire le pouvoir d'achat on provoque la hausse des tarifs publics et on encadre les salaires. Bref, incapable de restaurer la croissance globale des profits, on tire parti de la situation actuelle pour orienter dans notre pays l'évolution des forces productives dans un sens qui soit favorable au pouvoir. La croissance « sobre » n'est rien d'autre que cela.

Une guerre civile économique

On parle souvent de guerre économique, le mot est à la mode. Comme si on voulait faire croire aux gens qu'il s'agit essentiellement d'une guerre entre les nations. Et, de ce point de vue, le pétrole, bouc émissaire du pouvoir, a bon dos. Mais s'il y a effectivement des luttes économiques puissantes entre Etats et firmes multinationales à l'échelle planétaire, la guerre économique *impitoyable que mène* le pouvoir dans notre pays est une guerre civile économique contre les travailleurs : ce n'est rien d'autre que l'appellation moderne de la lutte des classes *dont, pourtant*, on fait semblant de croire qu'elle n'existe pas.

Aussi, rien d'étonnant à ce que cette guerre se généralise. Face à cette situation, des *solutions* existent, mais elles ne sont possibles que si elles sont imposées par des travailleurs qui pourraient exprimer leur combativité malgré les immenses difficultés actuelles et la traduire aussi sur le terrain politique.

Sans revenir sur toutes les propositions économiques et financières présentées par François Mitterrand en juin 1979, je voudrais ici insister sur deux points essentiels : la réduction de la durée du temps de travail, le contrôle de l'appareil productif de notre pays grâce au plan et aux nationalisations qu'il implique.

La lutte *pour* la réduction de la durée du temps de travail, qui est un des moyens du retour au plein emploi, fait partie de l'histoire du mouvement ouvrier. C'est dans ce domaine que les affrontements ont été les plus sévères. Rappelons-nous qu'à la tribune de l'Assemblée nationale, au début du siècle, les députés conservateurs déclaraient que la France serait ruinée si le temps de travail n'était plus que de onze heures par jour.

Il faut faire sauter la barrière des *quarante heures qui*, rappelons-le, a été une revendication de 1936 sur laquelle le patronat est rapidement revenu, et se fixer comme objectif la semaine de trente-cinq heures, sans diminution de salaire. Mais il est clair que, pour parvenir à ce but, compte tenu des contraintes internationales, il faut changer notre politique économique, c'est-à-dire, en fait, changer de politique tout court. Et préparer la transition vers le socialisme.

Cela signifie une augmentation de la productivité par une *adaptation, intelligente* et au service des hommes, du progrès technique dont le développement dépend d'un effort important de recherche non seulement dans les industries de base mais aussi dans les nouveaux secteurs. De ce point de vue, une politique énergétique s'impose. Mais toutes ces actions n'ont de sens que si elles s'intègrent dans un plan décidé par le monde du travail, ce qui signifie une planification démocratique véritablement décentralisée et une prise de contrôle des grands moyens de production, c'est-à-dire, en l'état actuel, des nationalisations. Il faut, là aussi, répéter qu'il serait illusoire de prétendre transformer profondément l'économie et de réussir à mettre en place des orientations économiques socialistes sans s'attaquer à la propriété des grands moyens de production, c'est-à-dire à la nationalisation d'une douzaine de groupes industriels.

Pour le reste, les besoins de décentralisation, condition d'une véritable démocratisation, imposeront le soutien aux entreprises de taille humaine tant industrielles que de services. On objectera que tout cela n'est pas nouveau. Cependant, la recherche permanente du nouveau à tout prix n'est qu'un gadget destiné à faire oublier les problèmes essentiels de notre temps, et le changement de vocabulaire à masquer les réalités.

Mais tout ceci ne prendra corps que si l'union de tous ceux qui sont les victimes de la guerre économique que mène le pouvoir contre eux se réalise. Certes, les médias, et surtout la télévision dont le rôle dans le combat idéologique contre la gauche est essentiel, essaient de camoufler la réalité. Mais on n'efface pas cinq ans d'échecs avec des discours ou des images. Les faits sont là. On ne peut tromper tout le peuple tout le temps. Arrive le moment décisif où chacun regagne son camp. Plus que jamais nous devons serrer les rangs. Il y va de l'avenir de notre pays...

CHRISTIAN GOUX.

M. Delfau souhaite que le P.S. définisse une « nouvelle voie »

Dans les « réflexions » qu'il soumet à la *commission* du « projet socialiste », M. Gérard Delfau souligne la nécessité de *« partir des données internationales au lieu de se borner, comme de coutume, à adjoindre une partie sur la politique étrangère en fin de développement »*. Il insiste également sur l'importance de certains thèmes apparus depuis mai 1968 : *« Critique de l'idéologie du progrès et du productivisme, régionalisme, critique du travail »*.

M. Delfau écrit notamment : *« La lutte contre le productivisme est par essence une forme de la lutte des classes. »* En revanche, il ajoute : *« Le thème de l'identité régionale risque de se fourvoyer s'il s'en prend seulement à l'Etat central, sans chercher à se donner les moyens culturels, mais aussi économiques, de faire reconnaître l'identité de la région, sa spécificité. L'opposition entre Girondins et Jacobins au siècle des multinationales risque de n'avoir guère de sens. La voie pourrait être plutôt que chaque « région » se pose comme partenaire à part entière de la collectivité nationale en indiquant ce qu'elle peut apporter (par exemple sur le plan énergétique) et ce qu'elle attend en contrepartie pour son développement. »*

Après avoir plaidé pour la définition d'une « nouvelle voie », intermédiaire entre le capitalisme et son « contre-modèle » soviétique, M. Delfau indique : *« Le parti socialiste ne peut accepter ni la politique de régression sociale de la droite, ni de prôner une croissance du type de celle de l'après-guerre. Il doit prendre appui sur la difficulté actuelle pour faire émerger un autre mode de développement, annonçant un autre type de société. »*

Le secrétaire national chargé de la formation conclut : *« Une société en transition vers le socialisme devrait se construire autour des idées suivantes :*

» — Moins de travail pour chacun, mais du travail pour tous, et un travail qui libère l'individu au lieu de l'aliéner ;

» — Une société toujours plus égalitaire, mais où « l'on n'achète » pas l'égalité au prix de la » liberté » (Marx, *Revue communiste*, septembre 1847).

» — Un mode de production et de consommation qui refuse le gaspillage des richesses et tend vers une égalisation des statuts sociaux et vers un nouvel ordre économique international.

» — La diffusion de la responsabilité individuelle dans une perspective autogestionnaire : quartier, entreprise, cité, département, région.

» — L'amélioration incessante de l'éducation initiale et le droit à l'éducation permanente ;

» — L'exercice de la solidarité internationale. »

● *Le M.R.G.* (Mouvement des radicaux de gauche), dont le secrétariat national s'est réuni le 22 août, juge *« plus nécessaire que jamais la relance du combat commun de la gauche »* et estime que *« la reprise de l'action commune de la gauche apparaît d'autant plus nécessaire face à la politique antisociale conduite depuis trois ans par le gouvernement Barre »*.

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

● *Au cabinet de M. Jean Farge*, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale, M. Pierre Flamme, inspecteur hors classe de l'inspection générale de la Sécurité sociale, est nommé conseiller technique.

[M. Pierre Flamme, âgé de quarante-sept ans, est ancien élève de l'ENA (promotion Albert-Camus, janvier 1959 - mai 1962). Inspecteur à l'inspection des affaires sociales depuis 1962, il a été notamment conseiller technique au cabinet du ministre des affaires sociales, M. Jean-Marcel Jeanneney (gouvernement Pompidou).]

● *M. Emmanuel Constans*, inspecteur des finances, est nommé conseiller technique au cabinet de M. Maurice Papon, ministre du budget.

« Nous sommes disposés à l'unité d'action avec toutes les forces qui le veulent »

déclare M. Marchais

M. Georges Marchais, interrogé sur Antenne 2, mercredi 22 août, a indiqué que le parti communiste ne partage pas l'analyse du parti socialiste, selon laquelle MM. Giscard d'Estaing et Barre ont échoué : « *Ce n'est pas un échec*, dit M. Marchais, *c'est un succès, mais pour eux ! Et pour qui ? Voilà la question qu'il faut poser. Ce qui est vrai, c'est que Giscard-Barre, à la veille de toute consultation électorale, font des promesses aux Françaises et aux Français, comme n'ont cessé de le faire les hommes de la droite. De ce point de vue, on ne peut pas dire que les résultats de la politique Giscard-Barre sont conformes à ce qu'ils avaient promis aux travailleurs. Mais, par contre, ce qu'il faut dire, c'est que la politique Giscard-Barre correspond tout à fait aux vues, aux ambitions des firmes multinationales (...). De ce point de vue, on peut donc dire que Giscard-Barre ont réussi, parce que, ces hommes-là, ces gens-là ne sont pas venus à la direction des affaires du pays pour faire une politique au service des travailleurs. Ils sont venus pour faire une politique au service de leur classe, au service des firmes multinationales.* »

Au sujet des déclarations faites par M. François Mitterrand, le 20 août, à Anglet (Pyrénées-Atlantiques), le secrétaire général du P. C. F. a indiqué : « *François Mitterrand a tenu des propos qui, effectivement, vont dans le sens de l'unité d'action. J'en prends acte, mais avec une certaine préoccupation — j'allais dire : une réserve. Disons plutôt : j'attends pour voir. Parce que j'ai trouvé que, dans les propos de François Mitterrand, il y avait des contradictions.* » M. Marchais a cité la formule du premier secrétaire du P.S. contre « *les combats d'arrière-garde dans lesquels certains se complaisent.* » (*le Monde* du 22 août). S'agit-il de la sidérurgie, de l'ex-*France*, des cheminots ?, a demandé M. Marchais.

Seconde « *contradiction* », selon M. Marchais : M. Mitterrand a déclaré aux militants socialistes réunis à Anglet que l'essentiel pour le P.S., « *sera d'obtenir l'audience la plus large* » pour le second tour de l'élection présidentielle. « *Si l'essentiel, c'est le second tour des élections présidentielles*, a déclaré M. Marchais, *l'essentiel, ce n'est pas l'unité d'action quotidienne, chaque jour, contre la politique du patronat et du gouvernement, qui peut permettre d'imposer des revendications. Si je comprends bien, François Mitterrand, au fond, renvoie la solution des problèmes urgents auxquels sont confrontés les travailleurs de ce pays à l'élection présidentielle, dans deux ans. Alors, là, il y a une différence d'attitude avec notre comportement, parce que, nous, nous disons : on ne peut pas attendre deux ans. (...) L'essentiel, c'est l'unité d'action aujourd'hui.* »

Le secrétaire général du P.C.F. a poursuivi : « *Nous sommes, nous, disposés à l'unité d'action avec toutes les forces qui le veulent, contre la politique du pouvoir, pour des objectifs conformes aux intérêts des travailleurs. Ce avec quoi nous ne sommes pas d'accord, et ce à quoi nous ne consentirons jamais, c'est à une attitude qui pourrait conduire ou bien à des compromissions ou bien à des illusions.* »

M. Marchais a réaffirmé que la leçon à tirer de l'expérience du programme commun de la gauche est la suivante : « *S'il n'y avait pas eu de déséquilibre de la gauche en faveur du parti socialiste, tel qu'il s'est produit, probablement François Mitterrand n'aurait pas pu rompre l'unité et abandonner le programme commun comme il l'a fait. C'est parce que le parti communiste n'était pas assez fort que François Mitterrand a pu faire cela. Par conséquent, je dis : il faut renforcer notre parti, mais (...) je mets au défi qui que ce soit de trouver dans les documents du parti une déclaration ou une prise de position qui conditionneraient l'unité à une position dominante du parti communiste.* »

De l'inconvénient de lire la presse allemande à travers « le Figaro »

M. Marchais a protesté, le mercredi 22 août, au cours de l'entretien qu'il a accordé à Antenne 2, contre un article de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, quotidien des milieux d'affaires ouest-allemands. *Le* secrétaire général du P.C.F. se référait, en fait, à la version donnée de cet article par le correspondant à Bonn du *Figaro*, version reprise jeudi par *l'Humanité* et qui constitue une traduction assez « libre » de ce qu'avait écrit le journal allemand. Selon *le Figaro*, la *F.A.Z.* attribuait la faute des difficultés que connaît la France au « *principal adversaire* » du premier ministre, à « *Georges Marchais, qui « assume ouvertement la responsabilité d'œuvrer à l'effondrement » de l'économie française* ». *Le Figaro* concluait : « *Les Allemands redoutent plutôt que l'action des communistes ne précipite notre pays, cet automne, du marasme dans le chaos.* »

M. Marchais a déclaré : « *Encore un pas, et les Allemands d'aujourd'hui, comme les nazis d'hier, diront : communistes, pas Français. J'exprime mon indignation devant cet article dans les journaux de M. Schmidt (...). Ce n'est pas mal, au moment où l'on célèbre la Libération, de montrer que, dans cette Allemagne-là, il y a des vieux démons qui sommeillent. (...) Je suis très inquiet de l'attitude des milieux politiques allemands.* »

Dans l'article de la *F.A.Z.*, publié lundi 20 août sous le titre : « Un jubilé sans éclat pour Raymond Barre » (*le Monde* du 22 août), ne figuraient pas exactement les phrases que prêtent *l'Humanité* et le secrétaire général du P.C.F. au quotidien de Francfort. Celui-ci attribuait seulement la responsabilité de l'échec du plan Barre à « *deux points faibles dans le programme* » du premier ministre français et à « *une faiblesse de structure politique* ». Cette faiblesse est ainsi présentée par la *F.A.Z.* : « *Qui travaille à bouleverser cette économie capitaliste ne peut que miser sur son éclatement. Georges Marchais en prend fièrement la responsabilité au nom du parti communiste.* » Le quotidien alemand se référait aux déclarations de M. Marchais, du 2 août, reproduites par *l'Humanité* le 3 août, et dans lesquels le dirigeant communiste se félicitait de ce que son parti fasse obstacle au « consensus » recherché par MM. Giscard d'Estaing et Barre pour appliquer leur politique (*le Monde* du 4 août).

Quant à la conclusion de la'rticle, elle ne met pas seulement en cause l'action du P.C.F., puisqu'il y est écrit : « *La nation ne doit plus croire depuis longtemps aux recettes et aux remèdes de la gauche. Grèves, manifestations et durcissement de la lutte des classes renforcent l'inflation, mais ne sortent pas la France de la crise.* »

TROIS ANNÉES DE PLAN BA…

échec souhaité

Le Monde DES LIVRES

Claude Morgan, l'homme qui croyait à l'histoire

● *Les souvenirs de l'ancien directeur des* **Lettres françaises.**

VENU au parti communiste avec la guerre d'Espagne, Claude Morgan en est sorti après l'intervention soviétique en Hongrie, sans pour autant renoncer à ses convictions, ni renier sa foi. C'est ce qui distingue cet intellectuel communiste des années de guerre chaude, puis de guerre froide, de beaucoup de ses pairs.

N'ayant pas figuré parmi les thuriféraires les plus empressés du stalinisme (il a été « vidé » des *Lettres françaises*, qu'il avait pourtant contribué à fonder, avec Jacques Decour, sous l'occupation, pour laisser la place à Pierre Daix), il n'a pas eu besoin, à l'heure du dessillement, de faire oublier ses excès de zèle par des excès de reniement. On n'a pas lu sa prose dans les journaux autrefois adverses. On ne voit pas ses poses, en veux-tu en voilà, à la télévision d'Etat.

Cette réserve, ou cette dignité — cette fidélité, aussi, aux principes, — se paie en un temps où priment les renégats. Se paie d'un relatif anonymat.

Ce fils de la grande bourgeoisie — son père, Georges Lecomte, était secrétaire perpétuel de l'Académie française et il flirta lui-même un temps avec l'Action française avant de se rallier au communisme — sort aujourd'hui de sa discrétion avec un livre qui est un livre de fidélité, de respect, mais aussi de colère rentrée.

Fidélité aux idées, bien sûr. Mais surtout fidélité aux hommes : d'Astier de la Vigerie, Yves Farge, Ehrenbourg, Loys Masson, cet « oiseau des îles perché sur l'épaule d'Aragon », comme le disait curieusement Mauriac, mais qui n'y resta pas, René Blech, Eluard, et aussi à tous ceux qu'il appelle les Don Quichotte : les Soljenitsyne, les Pasternak, les Guevara, les Galvao, les Castro, les Dubcek, les Hikmet, hérauts d'une chimère devenue vérité du lendemain, les uns ayant réussi, les autres pas.

Mais le titre du livre de Claude Morgan porte également : « … et les autres ». Quels autres ? Allons, ne soyons pas plus vindicatif que ne l'est l'auteur. Lisons-le. Ce ne sont pas des procès. A peine des coups de patte. Mais qui griffent au bon endroit.

A propos de procès, Claude Morgan fait son *mea culpa* au sujet de l'affaire Kravchenko, où il figura comme l'un des accusés. Il ne croyait pas à l'existence des camps soviétiques. Il l'a écrit. Il avait tort. Il le dit. Honnêteté.

Honnêteté, tel paraît être le sens de cette vie et telle est la tonalité de ce livre qui mêle les pages de journal d'hier et d'aujourd'hui et recouvre une période qui va de 1936 à nos jours, brassant une des sommes les plus considérables d'événements qu'ait connus notre histoire, en un temps si rapproché : Front populaire, drôle de guerre, occupation, résistance, libération, guerre froide, guerre de décolonisation, déstalinisation, gaullisme, mai 68, remous dans le tiers-monde.

On aura intérêt à s'y reporter comme au témoignage d'un esprit sincère qui fut aussi, le plus souvent, un acteur, en même temps qu'un témoin de première main, et qui ne farde pas sa vérité.

Un exemple de cette sincérité. Claude Morgan approuva le pacte germano-soviétique en son temps. Il continue à le juger justifié comme la seule solution qui s'imposait aux Soviétiques.

L'explication de cette continuité, on la trouvera dans cette courte note de 1974 consacrée à Aragon, lequel avait déclaré dans une interview qu' « *à son âge il n'avait pas d'idées sur les années à venir* ».

« *Sa trajectoire*, écrit Claude Morgan, *s'écrase dans l'abîme. Et je me dis naturellement que j'ai le même âge qu'Aragon. Mais, moi, je me sens rattaché à l'avenir*. Parce que je suis communiste [*souligné par l'auteur*]. *Et que l'avenir de l'homme est et restera jusqu'au dernier jour ma passion.* »

Claude Morgan ou l'homme qui, en dépit des désillusions et de l'âge, continue à croire en l'histoire, mais aimerait qu'elle eût les mains moins sales.

PAUL MORELLE.

★ LES DON QUICHOTTE ET LES AUTRES, de Claude Morgan. Ed. Guy Roblot, Cité première, 230 pages.

Un météore nommé Bruno Schulz

● *Une correspondance pathétique enfin retrouvée…*

EN 1961, Maurice Nadeau publiait dans sa collection des Lettres nouvelles quelques récits d'un auteur polonais inconnu (1). Ce fut pour la critique, mais seulement pour elle, une révélation. Treize ans plus tard, l'œuvre complète de Schulz — deux recueils de nouvelles — paraissait dans la même collection (2). Cette fois-ci, un public averti réagit avec enthousiasme, comme le même public polonais, quarante ans plus tôt, quand Schulz publiait pour la première fois, à Varsovie, ses textes envoûtants. Aujourd'hui, sa correspondance, perdue pendant la guerre, longuement recherchée, enfin retrouvée, éclaire la beauté solitaire d'une œuvre défiant toute classification ainsi que la personnalité singulière de son auteur.

Fils d'un drapier juif, Bruno Schulz est né à Drohobycz en 1893. La ville, qui devint polonaise à la fin de la première guerre mondiale, appartenait alors à l'Autriche-Hongrie. Schulz y vécut toute sa vie, s'absentant seulement pour quelques voyages. Ses lettres reflètent, en filigrane, la fascination morbide exercée sur lui par ce bourg, de même qu'un intense sentiment de claustrophobie. Cet homme chétif, traducteur de Kafka et de Thomas Mann en polonais, dessinateur pendant ses loisirs, enseigne les beaux-arts dans le lycée de sa ville. Il y gagne, péniblement, sa vie. Son désespoir, son étouffement, ses échecs amoureux répétés, provoqués par une totale dépendance érotique douloureusement ressentie, sont réfléchis dans ces dix-sept lettres. C'est aussi la clef de son extraordinaire création.

Bruno Schulze par lui-même avec le chien.

Cette création fabuleuse, autobiographie féerique obéissant aux impératifs d'une profonde unité, cris et chuchotements montant de son abyssale solitude, exprime, comme les dessins illustrant ce volume, d'étranges obsessions : princesses dominatrices et lointaines au visage enfantin, l'image du père juif, justicier, lubrique mais attendrissant, image démolie par la servante vulgaire au fouet, métamorphoses qui transforment la banalité du décor quotidien en jungle f··missante où se meuvent de curieux animaux.

EDGAR REICHMAN.

(Lire la suite page 10.)

(1) *Le Traité des mannequins*. Julliard, 1961.

(2) *Les Boutiques de cannelle* ; *le Sanatorium au croque-mort*. Ed. Denoël, 1974.

Paris sur le pavé du XVIIIe siècle

● *Le petit peuple parisien au dix-huitième siècle.*

GRANDE fouilleuse d'archives devant l'Eternel, Arlette Farge est disciple de Michel Foucault *(Surveiller et punir)* et de Louis Chevalier *(Classes laborieuses, classes dangereuses)*. Elle a vu dans la rue parisienne du dix-huitième siècle l'espace urbain par excellence : on y saisit au vol ces « animaux étranges » qu'étaient, pour les hommes d'ordre, les petites gens de la capitale.

Les immeubles qui bornent cette « rue des pauvres » nous emmènent loin du Paris pomponné sur lequel témoignent les estampes. Les carreaux des fenêtres manquent, les chambres garnies puent, les lits gémissent, les tapisseries pourrissent, les escaliers sont troués aux marches, les punaises grouillent, les locataires déménagent à la cloche de bois. On aurait tort de se féliciter de l'absence d'automobiles : les voitures chevalines renversent les passants, que les cochers insultent et flagellent (l'impolitesse des conducteurs ne date pas d'hier). L'accident, comme aujourd'hui, est parfois gigantesque : la « presse » de ceux qui moururent écrasés dans la foule lors du mariage du dauphin (cent trente-deux morts) nous livre les inventaires des poches d'habits des cadavres : tabatières, almanachs, dés, cartes à jouer, chapelets, sacrés-cœurs, livres de piété… Seules quelques victimes ont sur elles un écrit qui porte leur nom, un papier d'identité, comme nous dirions.

Sous Louis XV, la patholog'e urbaine s'en donne à cœur joie. Sept à huit mille mendiants sont enfermés à Paris dans les établissements *ad hoc*. Surtout, plaie principale, quatre mille enfants sont abandonnés tous les ans, à l'air libre ; on les recueille à l'hôpital ; ils en meurent. Infanticide à peine différé.

La rue est gaie cependant : les femmes fréquentent les cabarets ; on est loin de la Méditerranée phallocratique, où la taverne est surtout masculine. On joue aux quilles, aux dés, aux cartes et au biribi. Trente-deux jours de fêtes chômées s'ajoutent aux cinquante-deux dimanches de l'année. On fait la fête, plus ou moins, un jour sur quatre… L'exécution publique des condamnés a pourtant perdu quelque peu de son ancienne intensité festive et religieuse : au dix-septième siècle, l'homme que le bourreau allait tuer priait d'abord avec la foule, en un moment de ferveur intense et globale. Le scepticisme religieux des Lumières balaie cela.

D'excellents historiens comme Pierre Chaunu pensent que la violence des rues décroît au dix-huitième siècle. Le point de vue d'Arlette Farge est différent : pour elle, la violence populaire reste i··portante, mais les tribunaux s'occupent sur… du vol… Justice de classe ? Le peuple, en tout cas, est bagarreur ; il règle ses comptes en··e soi ; il ne s'attaque guère aux groupes sociaux « supérieurs ». Tout au plus s'en prend-il à la police, en laquelle A. Farge, fidèle aux modes actuelles, voit abusivement le bras séculier du Capital. La bataille éclate vite entre la harengère et ses clients, bombardés de poissons pourris ; entre le maître et l'apprenti ; entre la maîtresse et la servante, qui se prennent aux cheveux. Il est vrai que les querelles de femmes ne sont pas prises au sérieux par la police. « *Dispute de femme ne trouble pas la foire.* » Les femmes battues, elles, sont légion. Faut-il penser, en revanche, avec Arlette Farge, que l'absence du viol, ignoré par les archives, prouve en réalité l'importance de cette déplorable pratique ? Ce paradoxe ultra-féministe chez une historienne de grande classe me laisse rêveur.

F'éaux sociaux encore : trente-cinq mille prostituées collent au pavé ou, plus reluisantes, colonisent les maisons de re..dez-vous. Une prostituée pour dix adultes, pou- cinq f·mmes a..ultes… Chiffre énorme, en ce dix-huitième siècle. Le « produit brut », en termes de revenus, de ces malheureuses est supérieur dans la capitale à celui de l'industrie textile. Il est vrai que les catégories de femmes vénales sont diverses : les filles de moyenne vertu ne se prostituent qu'en morte saison. Dix mille femmes entretenues sont moins à plaindre que la masse des racoleuses du trottoir.

Ces désordres de toutes sortes appellent leurs palliatifs : quarante-huit commissaires de police, des dizaines d'inspecteurs, cent trente-neuf hommes de guet, neuf cents membres de la garde, essaient de faire respecter la loi, dans la capitale, sous Louis XV. Le commissaire de police pour le quartier dont il a la charge fonctionne, ou devrait fonctionner, comme un père de famille de l'ancien temps : il reçoit les couples de concubins, les raccommode, les unit, ou bien constate leur brouille définitive. Il est source d'une certaine « loi ». Il veille aux mœurs, à la religion, à la censure et à la santé. Mais trop souvent il est absentéiste ou corrompu.

Arlette Farge a réalisé, dans l'esprit de la collection qui publie son œuvre, un extraordinaire montage de textes. Paris au ras des murs, dans le tremblement quotidien de son vécu collectif… Il aurait fallu parfois alléger, paraphraser plutôt que citer purement et simplement les données. Des statistiques devront un jour confirmer telle ou telle conclusion impressionniste. Ce livre, à la fois plaisant et sérieux, apparaît de toute manière comme une monographie urbaine de première force. Arlette Farge, moissonneuse de citations d'archives, n'est pas indigne du grand écrivain, semi-clochard à ses heures, que fut, en son temps, Nicolas Rétif de la Bretonne, paysan, parisien, piéton, prolétaire, prote, et parfois policier.

E. LE ROY LADURIE.

★ VIVRE DANS LA RUE A PARIS AU DIX-HUITIEME SIECLE, d'Arlette Farge. Gallimard, 250 pages.

L'ŒUVRE POÉTIQUE D'ARAGON

Bifurcation

A plusieurs reprises nous avons signalé l'importance, pour la connaissance d'Aragon, d'une édition qui se tramait dans le champ clos d'un club : en 1974, le Livre Club Diderot avait entrepris de nous donner en souscription l'œuvre poétique complète d'Aragon. Sept tomes déjà parus couvraient les années 1917-1937. Et c'était une manière d'autobiographie qu'on découvrait. Tandis que Jean Ristat égrenait dans les notes les précisions techniques, l'Aragon d'aujourd'hui commentait l'Aragon d'autrefois, et, d'un tome à l'autre, le premier prenait de plus en plus de place. Il y avait dans cette réflexion à distance d'un homme sur son œuvre et d'un communiste sur son temps un document extraordinaire : ces « Mémoires » que, justement, Aragon se refusait à nous donner.

La publication de l'*Œuvre poétique*, régulière jusque-là, s'est interrompue en 1978. Elle a *repris* son cours cet été, où les tomes VIII et IX viennent de paraître. Capitaux pour la trajectoire du poète, mineurs, hélas ! pour la part inédite qui décuplait la valeur de ce rassemblement de textes épars. Car à peine au quart du chemin parcouru, celui des années 1936-1942, la voix qui faisait l'exégèse de ce qui avait été écrit, pensé, vécu, tentant de mettre en ordre et en continuité secousses et tempêtes, s'arrête. Au milieu du tome VIII, on bute sur une bifurcation douloureuse qui annonce « Documents ». Comme un couperet. Après quoi, il n'y a plus que des textes des années enfuies, mis en rapport les uns avec les autres. Sans doute l'auteur a-t-il présidé à leur choix, ce qui a son importance. Mais il ne les discute plus, il ne les réfléchit plus. L'effet de miroir qui donnait tant de prix à cette édition est-il à jamais disparu ?

A propos de tout, on peut faire du roman. Mais ici cette parole coupée a vraiment quelque chose de pathétique. Aragon est en train de *revivre* cette terrible année 1938. En politique intérieure, c'est la « mise au vestiaire » du Front populaire. A l'extérieur, c'est pis encore : les républicains d'Espagne agonisent ; le 13 mars, Hitler entre à Vienne, et c'est l'Anschluss ; quelques mois plus tard, ce sera Munich et les mains laissées libres au Führer pour le démantèlement puis l'annexion de la Tchécoslovaquie… Entre tant d'événements pressants, auxquels Aragon doit répondre — n'est-il pas directeur de *Ce soir*, de la revue *Commune*, collaborateur d'*Europe*, c'est-à-dire inséré plus que jamais dans l'actualité ?

par Jacqueline Piatier

— éclate, lointain, un des « monstrueux » procès de Moscou, celui des « droitiers et trotskistes ». Il ramène au premier plan la mort de Gorki, survenue en 1936 : Gorki assassiné, dit-on, par ceux-là mêmes qu'on veut abattre.

L'accusation tient à peine debout. Mais dans *Commune* (avril 1938), Aragon l'avalise, reproduit les rocambolesques minutes du procès. Dans la parole reprise quarante ans plus tard, voici comment il juge l'article « Vive Gorki ! » qu'il publia : « *Quand je relis ce que j'ai bien pu écrire, alors je me condamne. J'entends dans ces propos ma crédulité passionnelle, et, bien que cette crédulité-là n'ait pas été que la mienne, je regarde aujourd'hui ma main droite et je m'étonne qu'un beau jour je ne l'aie pas coupée pour ce qu'elle avait écrit.* » Le commentaire s'intitule « Faut-il en dire davantage ? ». Par une triste ironie, c'est à peu près le dernier qu'on trouve à lire ici. Et l'*Œuvre poétique* se referme sur elle-même.

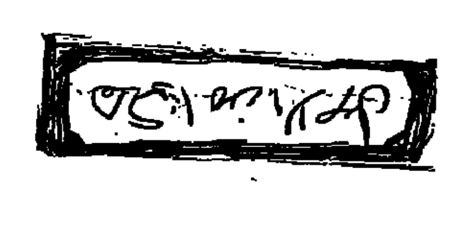
Alors, l'apport de ces deux tomes, d'étendue, de contenu si inégaux ? Quatre cent cinquante pages pour la seule année 1938 où Aragon, sur le plan strictement poétique, ne publie rien. Du moins a-t-on la surprise de le voir tenté par le théâtre et s'essayer au premier acte, le seul, d'une comédie, *Plutus*, qu'il dit « trahie par lui », d'Aristophane.

Mais en dehors de ce texte, curiosité qui n'est à peu près jamais mentionnée, la moisson puisée à pleines mains dans les revues *Commune*, *Europe*, est faite d'articles, de préfaces, de discours. La voix d'Aragon s'efface plus que précédemment devant celles de beaucoup d'autres : Jean Cassou, Jean-Richard Bloch, Georges Sadoul…, des étrangers et des poètes, amis d'antan brouillés, Desnos, Eluard, qu'il n'est plus question, en cette année tragique, de frapper d'ostracisme. Ces textes traitent la plupart de littérature, et c'est pourtant notre histoire, en morceaux choisis, qu'ils nous livrent.

EN ces prodromes de la guerre, la littérature peut-elle se séparer de l'événement, l'écrivain s'absorber dans des jeux de mots et d'images, se perdre dans ses « ténèbres entortillées », en oubliant le réel ? C'est le grand problème que résout ce livre avec une hauteur de vue qui en impose tant les faits vont lui donner raison. Aragon ne cesse d'appeler les écrivains, de quelque bord qu'ils soient, à l'unité. Et l'on retiendra du recueil l'article, peut-être oublié, qu'il consacra aux *Grands Cimetières sous la Lune* et cette définition de la *Nouvelle Epopée* qu'il forge à travers Malraux, Bernanos, Mauriac et Montherlant.

On retiendra aussi, mais pour d'autres raisons, plus sombres, l'article remarquable d'intelligence qu'il consacre en cette année 1938 à l'œuvre romanesque de Paul Nizan et le brevet d'excellent communiste qu'il lui décerne. On ne le verra pas dans le tome IX revenir sur ce jugement alors que le pacte germano-soviétique a jeté Nizan hors du parti et que des accusations feront peser plus tard l'ombre de trahison sur l'auteur de *la Conspiration*.

(Lire la suite page 9.)





la vie littéraire

La « Nice » de Raoul Mille

Qu'ils soient originaires de Landivisiau ou *de Caudebec-lès-Elbeuf, voilà que des écri*vains nous parlent simplement de la région qu'ils aiment. Cet attrait nous vaut de nombreux ouvrages qui ont souvent le mérite de la fraîcheur d'âme : en l'occurrence le simulacre ne l'emporte pas sur l'essence.

C'est Raoul Mille qui signe le dernier en date de ces livres. Il est consacré à Nice. Des photos accompagnent un texte qui se balade dans les souvenirs de l'auteur et aussi dans l'histoire d'une cité trop souvent méprisée, précisément par les méfaits du sensationnel.

Mille n'est pas né à Nice. Il a fait connaissance avec la ville alors qu'il avait dix-sept ans. Mais cet infatigable qui guetta « *la petite aventure que l'on rencontre au coin de la rue, le nez en l'air, l'esprit ailleurs* » a su voir. Sous le soleil qui « *enchante le plexus et revitalise le sang* » ou au cours des nuits où règnent les filles et l'amour, « *assis au cœur des siècles* », il nous convie à découvrir passé et présent d'une ville comme « *on ôte doucement le drap qui couvre le corps d'une femme* ». Il y a les poneys blancs de Marie Bachkirtseff et le pot de chambre en argent de la vieille comtesse Kisselef ; il y a Léa d'Asco et son poignant amour des animaux ; il y a « *les prisonniers du blues oubliés par la mort* », « *les joues de pamplemousse* » de Dizzy Gillespie, là où certains soirs « *cette musique sait être la plus belle du monde* » et où « *les étoiles se disent : Tiens, il se passe quelque chose en bas cap sud-est sur la longitude d'une ville appelée Nice* ». Il y a la vieille ville et ses odeurs, son baroque, la vieille ville qui « *clame un rêve rabelaisien, une sorte de mirage échappé en droite ligne du Moyen Age, où mesure et alignement n'ont pas encore terrassé l'élan charnel* ». Et puis, il y a les palabres des Niçois quand « *la moquerie tient à distance le sérieux* ».

Du grand opéra bouffe Négresco aux ressortissants de la cave Ricord et des collines « *chair et sang de la cité, la glaise où s'enracine l'édifice touristique et luxueux* », ce guide nous mène en des contrées où la lucidité n'exclut ni sensibilité ni émotion. Un passionnant séjour.

LOUIS NUCERA.

★ **NICE. LA VISION INTIME D'UN ECRIVAIN, de Raoul Mille. Edition Henri Veyrier, photos : Gilbert Charles, Christian Gaizin, Béatrice Heyligers ; maquette : Guillaume Morana.**

Yves Martin célébré

La revue de poésie *Possibles* (dirigée par Pierre Perrin, à 25290 Chassagne-Saint-Denis) consacre un double numéro de cent soixante pages à Yves Martin, pour fêter ses quinze ans de poésie. *Le Monde* a rendu compte, cette année, de deux de ses récents ouvrages, particulièrement attachants, *Je fais bouillir mon vin*, recueil de poèmes où Yves Martin prend sa place de promeneur nocturne aux mille angoisses freudiennes, et *Un peu d'électricité sous un grand masque noir*, où il se révèle, fidèle à ses hantises, un conteur remarquable.

A une interview d'Yves Martin succèdent plusieurs articles sur son œuvre, le texte de Patrice Delbourg étant le plus pertinent et le plus subtil. Cinquante pages de poèmes inédits rendent au mieux son romantisme de la dérision :

Sueur. Un squale roux.
L'infirmière de nuit.
Vent très noir, très propre
Fruité pour un enterrement.

Je vois mon double se lever,
Il dépose quelques pommes,
Un litre d'hydromel
A un coin précis de la grève
Où se promènent les jeunes filles
Qui ne dorment jamais...

La question de la science

Chaque été, la revue *Art Presse* propose un numéro spécial sur un thème échappant à l'actualité littéraire ou artistique. Cette année, elle nous livre un dossier portant sur « La question de la science » (48 p., 20 F) constitué par J.-M. Lévy-Leblond, professeur de physique à l'université de Paris VII. Selon ses vœux, on n'y trouvera ni un panorama des acquis de la science moderne, ni une analyse de ses intrications et implications sociales, ni une étude de ses significations physiques ou morales, mais un peu de tout cela quand même, au fil des contributions, dans leur singularité et leur diversité.

Ainsi, on découvrira un article de Jean-Baptiste Grasset sur les limites d'une critique gauchiste de la science ; on suivra l'itinéraire d'un généticien anglais, John Stewart, perplexe à l'idée de prouver un jour l'existence d'un gène de la schizophrénie ; on *prendra plaisir à tenter de répondre à la question : « Comprendre la réalité, c'est quoi ? »* avec l'astrophysicien Hubert Reeves. S'il est vrai que la science ne concerne pas les seuls scientifiques, rarement une occasion aussi séduisante aura été donnée aux amateurs de flâner dans un domaine trop souvent inabordable. — R. J.

romans

Pierre-Olivier Lapie tenté par la fiction

● ***Une somme de sagesse et de vie.***

LES ouvrages qu'a publiés Pierre-Olivier Lapie représentent parfaitement les faces diverses de sa personnalité, de son action et de son esprit : puisqu'il y a en lui un politique, un économiste, un historien, celui-ci mêlé lui-même à l'histoire. Enfin, et toujours perceptible dans les autres : *l'humaniste et l'écrivain.*

Voici son premier roman. En vérité, plus qu'un roman, c'est une somme : de sagesse et de vie. Une sorte d'autobiographie, mais purement intérieure, totalement dépaysée dans l'espace, arrachée au temps, transposée dans un personnage qui n'a aucun rapport visible avec l'auteur, mais doit lui ressembler comme un frère par la pensée, la sensibilité, par les aspirations, les rêveries, et jusqu'aux plus secrètes ; jusque, sans doute, aux aveux involontaires de l'inconscient.

Le nom seul d'Aristée nous conduirait déjà dans une Grèce à la fois réelle, intemporelle et mythique. Tous les noms, d'ailleurs, sont grecs, bien que le lieu du roman soit d'abord une grotte de la falaise libyenne où vit une famille de pêcheurs qui, autour de la mamma, sont tout semblables à des Napolitains d'aujourd'hui. Le lecteur découvre vite que l'enfant préféré, Aristée, est un cadeau des dieux, venu, descendu on ne sait d'où : le voilà, le mythe.

Aux premières pages, il quitte la grotte et les siens pour ce qui apparaît aussitôt comme un voyage initiatique, la première des initiations étant celle de l'amour avec les filles du désert. Mais déjà, il s'est donné sa règle de liberté : « *Je refuse tout lien. Je veux conduire ma vie moi-même.* » Telles sont les enfances d'Aristée. Viennent bientôt ses « écoles » : il aborde aux rivages de Delphes, est introduit dans les collèges, il va se montrer à la fois fervent et contestataire. Devenu franchement rebelle, insurgé, il est jeté en prison. Et le voilà plus libre encore, socialiste, et défiant le roi et la mort. Gracié, il reprend sa route de terre et de mer. Cette fois, il est entré dans l'âge d'homme, celui des épreuves décisives ; non sans donner carrière à cet insatiable « *appétit de femmes qui ne (le) quittera jamais* ». Epreuve de la guerre, épreuve du pouvoir, enfin le grand « dessein »... Ce pouvoir, il le suspendra volontairement à la décision d'un vote. Aussi : « *J'ai rompu mon pouvoir à minuit.* » Ce mot et cette histoire nous rappellent quelque chose, qui a tout juste dix ans.

Pour Aristée, la vieillesse ne sera pas un naufrage, mais une ultime et sereine navigation. Et il aura le temps, lui, d'achever ses Mémoires : que voici. Surtout, ne poussons pas l'analogie plus loin. Ce n'est pas d'un autre que se souvient Aristée, mais de lui-même. La langue de sa mémoire est celle, classiquement pure, que nous attendions de lui, nombreuse, riche, sensuelle. Roman d'aventures, roman politique, philosophique, érotique aussi : pour l'écrire un homme de réflexion et d'action s'arrête longuement, quand vient le soir.

YVES FLORENNE.

★ **ARISTÉE, de P.-O. Lapie. Ed. J.-C. Lattès, 334 pages.**

CORRESPONDANCE

A propos des « frères de Jésus »

Nous avons reçu de M. Pierre Benoit, o.p., professeur à l'Ecole biblique de Jérusalem, la lettre suivante :

Dans *le Monde* du 13 août 1979, M. Henri Guillemin a présenté, en approuvant chaudement, un livre récent de Jean Gilles, où il est, paraît-il, démontré que les frères et sœurs de Jésus dont parle l'Evangile sont bel et bien ses frères et sœurs selon la chair, et non ses cousins ou cousines comme l'affirme ordinairement l'Eglise catholique. Ce faisant, M. Guillemin rend un hommage reconnaissant « à l'Ecole biblique de Jérusalem, et à ses chercheurs qualifiés, pour l'établissement de nos documents fondamentaux au moyen d'une étude critique des manuscrits, de leurs variantes et des probables interpolations ». Quoi qu'il en soit de cette définition assez vague et peu exacte de ses travaux, l'Ecole biblique est assurément sensible à la sympathie qui l'inspire. Elle se demande toutefois ce que vient faire cet hommage dans la présentation de l'ouvrage de Jean Gilles. D'autres que nous se sont étonnés du lien ainsi suggéré entre l'Ecole biblique et une œuvre qui est pour le moins discutable. Le livre de Jean Gilles n'est pas encore venu jusqu'à nous, et nous ne savons rien de son contenu. Nous nous abstiendrons donc de le juger. Mais nous tenons à prévenir les lecteurs du *Monde* que l'Ecole biblique n'est en rien responsable des thèses de M. Jean Gilles.

Le prix des livres

Le docteur Jean-Louis Roy, de Dijon, nous a adressé la lettre suivante :

L'impossibilité actuelle de préciser le prix des livres dans les articles que les critiques littéraires leur consacrent apporte au consommateur une gêne notable.

Le lecteur se voit *maintenant* obligé de faire le tour des librairies de sa ville avant de faire son choix, de même que la ménagère devrait faire le tour des rayons des divers supermarchés pour comparer les prix. On ne peut même plus se fier aveuglément aux librairies championnes du discount puisque leurs prix affichés ne sont plus opposables aux prix initiaux. Ainsi, dans ma ville, les magasins Prisunic ont installé un rayon des best-sellers à 20 % moins cher depuis un an. Brusquement, l'affichage de ce taux de réduction ne peut *plus être autorisé. Et j'ai la surprise* de découvrir, à côté de livres effectivement vendus 20 % moins cher qu'ailleurs, un autre au prix gonflé : *Chesapeake*, de James Michener, Editions du Seuil, affiché 80 F sur tous les volumes exposés alors qu'il est en vente à 59 F partout ailleurs, en accord avec le prix précisé lors de sa sortie, notamment dans *le Monde*.

On peut donc demander, en librairie comme ailleurs, que le prix maximum soit indiqué dans la presse. Que les détaillants fassent ensuite leur publicité à leur idée ! Le camouflage actuel me paraît économiquement condamnable.

D'autres réactions que la mienne devraient contribuer à ce qu'une solution soit trouvée.

histoire-fiction

Albion sauce brune

L'ANGLETERRE est une île. N'y va pas qui veut. On en plaisantait déjà, durant l'émigration, s'il faut en croire Mme de Boigne. On remarquait que l'empereur avait du tracas avec son nouvel habit. Il ne parvenait pas à enfiler la Manche... Len Deighton suppose que Hitler y est parvenu. Restait à décrire cette occupation de l'Angleterre par les nazis.

C'est remarquablement fait dans *SS-G.-B.* Pour le policier Archer, la vie va son train, à Londres. Il doit enquêter sur un meurtre. Allemands ou pas, il lui faut bien faire son travail. Ce n'est pas l'avis de tout le monde. Certains lui reprochent de travailler pour la Gestapo. *C'est injuste : Scotland Yard* reste le bon vieux Yard. Même quand Himmler fait enfermer le roi à la Tour ? Même si Archer doit naviguer entre les ordres *contradictoires* de deux dignitaires SS ? Même. La police se doit de maintenir l'ordre.

Mais l'ordre nouveau n'est pas si joyeux. Dans les *ruines* de Londres, les Anglais ont froid, en ce mois de novembre 1941. Leur *mode* de vie s'est assombri : couvre-feu, ersatz de thé, magasins juifs convertis en *Soldatenheim... Les gosses* collectionnent les insignes nazis. Les grands jouent à d'autres jeux. On parle de Résistance. Terrorisme, rectifient les Allemands. L'insolence des nouveaux riches du marché noir s'étale. L'espoir est loin, plus loin que l'Amérique, isolationniste. Quant à l'U.R.S.S., alliée de Hitler, elle envole une flotte à Londres, à l'occasion de la Semaine de l'amitié germano-soviétique.

Le clou de cette manifestation sera l'exhumation de Karl Marx. Adolf en fait cadeau à Joseph. Karl reposera, ce qui est logique, à côté de Vladimir Ilitch, place Rouge. Fiction trop poussée ? Pas du tout. L'homme à la mèche était le spécialiste du cadeau. A l'époque, il nous avait rendu l'Aiglon. Cela n'avait guère allongé la sauce de nos rutabagas, mais le geste y était.

Voilà pourquoi les chœurs de l'Armée rouge viennent chanter le *Horst Wessel Lied* dans le vieux cimetière de Highgate, en présence de Molotov, Ribbentrop, Goebbels...

L'étrange, c'est que cela ne nous semble pas le moins du monde étrange, grâce à la technique de Len Deighton. A force de détails concrets toujours justes, son imaginaire finit par être réel comme du béton. Il nous donne *l'impression de* rouvrir un vieux *numéro de Signal* retrouvé sur les quais, de feuilleter des souvenirs. Oui, c'est ça, c'était bien ça, les rafles, les restrictions, l'avenir bouché, et cet éternel barrage de la Feldgendarmerie, au bout d'Old Colpton Street.

CLAUDE COURCHAY.

★ **SS-G.-B., de Len Deighton, Fayard.**



rééditions

Péladan décadent ou m

L'ŒUVRE POÉTIQUE D'ARAGON

par Jacqueline Piatier



romans

Pierre-Olivier Lapi
tenté par la fictio

histoire-fiction

Albion sauve bru



rééditions

Péladan décadent ou mystique ?

● *« Des féeries sans raison ».*

ETRE, ou prétendre être, un initié ; se donner de son propre chef le titre de Sâr, titre suprême dans la Perse antique ; créer un ordre de la Rose + croix ; écrire une « éthopée » en vingt et un romans ; braver le ridicule d'une époque en l'incarnant ; jouer son rôle dans le « wagnérisme » et dans la « peinture d'idée »..., c'est l'image que l'histoire retient de Joséphin Péladan. Méridional par la faconde, catholique par la décision, occultiste par le goût, il dénonça la « décadence » de la fin du siècle, dont il fut cependant l'un des plus beaux fleurons.

On connaît mal sa vie, à force de l'avoir noyée sous des anecdotes parfois douteuses. Sa pensée fut recueillie par des disciples farouches, qui se muèrent en hagiographes. Comme l'écrivit Anatole France, il fit des romans qui sont *« des féeries sans raison, mais pleines de poésie »*. En rééditant *le Vice suprême*, qui est l'un de ses maîtres livres, les éditions Des autres ont eu le tort de ne pas donner en préface le texte que Barbey d'Aurevilly avait fait pour cet ouvrage. Les éditions Slatkine, par contre, le reproduisent : ce sont des pages d'une belle venue, et éclairantes. Jean-Pierre Bonnerot, qui patronne les vingt et un volumes des éditions Slatkine, et qui vient de préfacer les trois premiers parus, conteste l'analyse de Barbey d'Aurevilly. D'après ce critique, qui a longtemps travaillé sur les ouvrages de Péladan, Barbey ne veut voir dans *le Vice suprême* que la peinture en couleurs vénéneuses de la décadence, alors qu'il y va, d'après Bonnerot, de la mise en place d'une mystique. L'un et l'autre ont raison, mais à la condition d'ajouter à cela l'érotisme singulier et fascinant qui est partout, chez Péladan, au travail.

Péladan est contemporain du renouveau mystique qui se fit contre les idées rationalistes, et, on le sait, contre les idées républicaines (1). C'est une époque étrange : l'Eglise est peuplée d'hérétiques. Les occultistes vont à la messe. On voue un culte à Naundorf, l'usurpateur. Les larmes de sang de la Vierge de La Salette promettent la fin du monde. De Vingtras à l'abbé Boullan, soit : de Léon Bloy à Joris-Karl Huysmans, quel fracas ! C'est dans ce concert où on ne sait plus bien où est Dieu et où sont les diables, que paraît le Sâr Joséphin Péladan (2).

Dans *le Vice suprême*, il met en scène un Don Juan femelle, la princesse d'Este, descendante de Lucrèce Borgia, qui recompose dans le Paris des dernières années du siècle un palais florentin : des fêtes, des bals, des vices, des masques... Toute la mythologie de ce temps incertain et troublant se retrouve et s'inscrit dans ces pages fiévreuses et démesurées, qui vont jusqu'à friser le ridicule par le pompeux et l'exagéré du style, par l'invraisemblance des situations. Anatole France l'avait bien vu : *« féeries sans raison »*.

Aux tentations de la princesse d'Este, qui est *« un mélange de cette maigreur florentine où il n'y a pas d'os et de cette chair lombarde où il n'y a pas de graisse »*, deux hommes vont résister : le mage Mérodak et l'abbé Alta. L'abbé Alta a existé : il se nommait Calixte Mélinge, et il lisait Lacuria. Mérodak, c'est Péladan lui-même. Ils reparaissent ici et là dans les vingt et un romans, assumant à eux deux l'axe mystique de l'ensemble.

Mais on peut lire *la Décadence latine* pour d'autres raisons, et pour celle-ci principalement : la peinture de la société parisienne « fin de siècle ».

Dans *l'Initiation sentimentale*, les personnages continuent leur quête. De quoi s'agit-il ? De l'androgyne ! Voyez la description de la princesse d'Este ! Les peintres qui montreront leurs toiles dans les salons de la Rose-Croix, salons organisés par le Sâr de 1892 à 1897, et qui appartiennent au symbolisme, seront hantés par ce mythe : Fernand Khnopff, Aman-Jean, Jean Delville, Alexandre Séon, et d'autres encore...

Péladan avait de l'extravagance dans la tenue : il coiffait sa chevelure et sa barbe à l'assyrienne, il se vêtait de violet et de fourrure, il inventait sa vie en écrivant ses romans. Jean de Tinan fournit à Willy un roman : *Maîtresse d'esthètes*, où Péladan est nommé Sautokrak. L'auteur du *Vice suprême* fut un homme contesté, moqué, renié par certains ; admiré et adulé par d'autres. Il mourut en 1918 pour avoir mangé des huîtres qui n'étaient pas fraîches. Il était né en 1859. Il a laissé une œuvre immense, dont une partie demeure inédite, dans des cartons, à l'Arsenal.

Lorqu'on lit les vingt et un tomes de *la Décadence latine*, on perçoit son ambition : il voulait être Balzac. Ce n'est pas lui cependant qui a écrit la *Comédie humaine* de la Belle-Epoque, c'est Marcel Proust. Il mérite malgré tout l'attention : *le Vice suprême* est un monstre dont on s'enchante, et son actuel préfacier (chez Slatkine) promet pour bientôt une vaste étude sur son œuvre romanesque. Péladan, c'est la décadence en lettres majuscules. — H. J.

★ LE VICE SUPREME, CURIEUSE !, L'INITIATION SENTIMENTALE, par Péladan. Chaque volume est préfacé par Jean-Pierre Bonnerot. Editions Slatkine. Diffusion Honoré Champion. Respectivement 396, 364 et 346 pages. Dix-huit volumes sont à venir pour compléter la série.

(1) Voir *Révolution à rebours*, de Richard Griffiths, aux éditions Desclées De Brouwer, 1971.

(2) Robert Pincus-Witten : *Occult Symbolism in France*. Garland Publishing, New-York et Londres, 1976.

L'ŒUVRE POÉTIQUE D'ARAGON

(Suite de la page 7.)

MAIS ce tome IX (1939-1942) est plein de trous. Autant le bruit des événements gronde dans le précédent, autant il disparaît dès que la guerre éclate pour laisser seulement monter le chant. Celui du *Crève-Cœur*, des *Yeux d'Elsa*, du *Cantique à Elsa*, de *Brocéliande*. Textes nus, sans autre commentaire que celui que leur auteur leur a donné dans ses préfaces ou les textes contemporains de leur publication et qui les accompagneront dans toutes leurs rééditions : *la Rime en 1940*, *la Leçon de Ribérac*, etc. Tout

par Jacqueline Piatier

juste, dans ses notes, Jean Ristat rassemble-t-il quelques exégèses que Pierre Seghers, Georges Sadoul, Pierre Daix, ont données par la suite. Tout cela est connu, comme le sont ces poèmes admirables qui chantent encore dans les mémoires et sont partout accessibles.

POUR la première fois, l'édition de l'*Œuvre poétique* n'apporte rien de neuf. Et c'est au moment où se produit l'ascension d'Aragon à sa place hugolienne. Car il a cette stature qu'on lui contestera. Rien n'empêchera pourtant que cette défense de la rime, ces vers qui chantent, ô déshonneur, « l'homme et les armes », que le retour de cet ancien surréaliste à notre tradition nationale, que cette réinvention de notre civilisation courtoise, pour mieux tourner l'interdit, que cette prosodie immédiate et savante qui sait mêler l'image insolite à l'expression simple de ce que tous ont ressenti, ne fasse de lui, dans l'histoire littéraire du vingtième siècle, un prince indétrônable de notre poésie.

★ ŒUVRE POETIQUE D'ARAGON, tome VIII, 1938 (478 pages) ; tome IX, 1939-1942 (416 pages). En souscription au Livre Club Diderot.

● Signalons, en accompagnement de l'*Œuvre poétique*, les *Chroniques de la pluie et du beau temps*, qui viennent de paraître aux éditions des Editeurs français réunis, précédées de la réédition des *Chroniques du bel canto* publiées en 1946 (Skira). Le recueil regroupe les articles d'Aragon publiés dans *Europe* jusqu'en 1949.



Jean Lorrain concurrent de Maupassant

● *Du « Vice errant » à la « Maison Philibert ».*

LORSQU'IL dédie le *Vice errant* « à l'hypocrisie et à la lâcheté humaines, à la férocité des honnêtes gens et à l'honnêteté des parvenus », Jean Lorrain dit de son livre qu'il est *« la chronique navrante d'une effroyable usure d'âme »*. La partie principale du *Vice errant*, dont le sous-titre est « Coins de Byzance », est constituée par un récit exaspéré et exagéré : *les Noronsoff*. C'est ce texte que ressuscitent les directeurs de la collection « les Pâmés ». Malgré divers travaux, Jean Lorrain est toujours à découvrir : ses textes sont d'une variété étonnante. Il est préraphaélite avec sa série des *Princesses*, inquiétant avec *M. de Phocas* (1), baroque avec *les Noronsoff*, réaliste avec *la Maison Philibert*, fantastiqueur (comme on a dit d'Hoffmann) avec *les Ames d'automne* et *Histoires de masques*. Il est toujours surprenant : c'est plus que l'homme du trouble, c'est l'homme du louche.

Personnage essentiel de la fin du XIXe siècle, il correspond admirablement à notre propre fin de siècle : il a — aujourd'hui — un bel avenir.

★ *Illustration tirée de « Sem », Pierre Fanlac. Ed. Périgueux.*

Jean Lorrain était normand, comme Guy de Maupassant, avec qui il fut en concurrence. Mais si Maupassant mourut au moment où il allait céder à la mondanité, à ce milieu qu'on disait être celui des « petites duchesses », c'est par là justement que commença Lorrain, et c'est dans ce monde faisandé du Tout-Paris qu'il se maintint. Il était roturier, homosexuel avec provocation, fardé, les doigts couverts de bagues de Lalique, naviguant des salons aux bas-fonds, mais reçu partout. Il avait découvert la clé de cet univers décadent : l'écho, c'est-à-dire l'article court qui fustige ou conforte. Dans les journaux du temps, les pages où paraissaient ces articles-là représentaient la télévision d'aujourd'hui, la verve et l'insolence en plus. Jean Lorrain n'écrivait pas qu'au vitriol. Il lui arrivait d'écrire au curare — et il laissa derrière lui bien des réputations mortes !

La Byzance des Noronsoff, c'est la Côte d'Azur 1900. L'« usure d'âme », c'est l'ennui. Ce n'est plus le spleen de Baudelaire, c'est quelque chose de plus navrant encore : ce n'est plus le désir, c'est la lassitude. Une histoire comme celle des Noronsoff ne se résume pas. Mais ce qu'il faut dire, c'est qu'il y a là, en action dans l'écriture, quelque chose d'halluciné et de pervers qui continue, malgré le temps qui a passé, d'exercer sa fascination.

(1) *Monsieur de Phocas*, suivi de *Monsieur de Bougrelon*. Collection « 10-18 ».

Du poivre partout

La Maison Philibert, c'est autre chose : c'est le Jean Lorrain qu'a montré Colette. Celui, comme dit Jean Chalon dans sa préface, qui avait le goût et l'habitude des mauvais lieux. Disons que la « maison » dont il est ici question est très exactement ce qu'on nommait un bordel, mais un bordel de province, une « honnête maison » sise à... Aubry-les-Epinettes. M. Philibert en est le patron. Les pensionnaires sont soumises à un régime vertueux : passés les moments où elles s'occupent avec les clients, elles écossent les petits pois, évitent les gros mots (sous peine d'être mises à l'amende), car Mme Philibert a de la religion, et sa fille est chez les sœurs d'un couvent.

Une partie du livre de Lorrain décrit, avec une ironie mêlée de tendresse, les « employées » de M. Philibert : ce n'est pas une « maison », c'est une « famille ». Je sais bien qu'il faudrait remettre tout cela dans le contexte de la prostitution, mais Lorrain n'est pas un sociologue, uniquement un romancier. Sous le romancier, cependant, perce un sociologue un peu démoniaque et pas mal narquois : le vice bourgeois est dénoncé par le biais d'anecdotes croustillantes : face aux prostituées, il y a les habitués. On se demande qui vaut mieux, de celles-là ou de ceux-ci. Mais Jean Lorrain met du poivre partout, et donc du saphisme dans le sein même de la Maison Philibert, ce dont le patron, qui a de la vertu, ne se peut aucunement accommoder : *« Oui, monsieur, c'est un métier qui se perd bien... »*

Il se perd d'autant plus que Philibert, tenancier d'une maison close à Aubry-les-Epinettes, honnête commerçant, recevant chez lui les notabilités locales, ne parvient plus à « meubler » son étalage. Ceci veut dire que, lorsqu'il monte à Paris pour y trouver une nouvelle « fille », il se heurte à une nouvelle génération de truands, irrespectueux des lois. Lui, Philibert, va se trouver face à face avec le Môme l'Affreux ! Le problème se posait déjà en 1900, du moins dans le livre de Lorrain, mais Lorrain connaissait les mœurs : il se levait une nouvelle vague de criminalité, celle des jeunes ! Et les vieux tenanciers, en chœur, de se plaindre : ils (les jeunes) ne respectent plus rien ! Il est vrai que Philibert va en mourir.

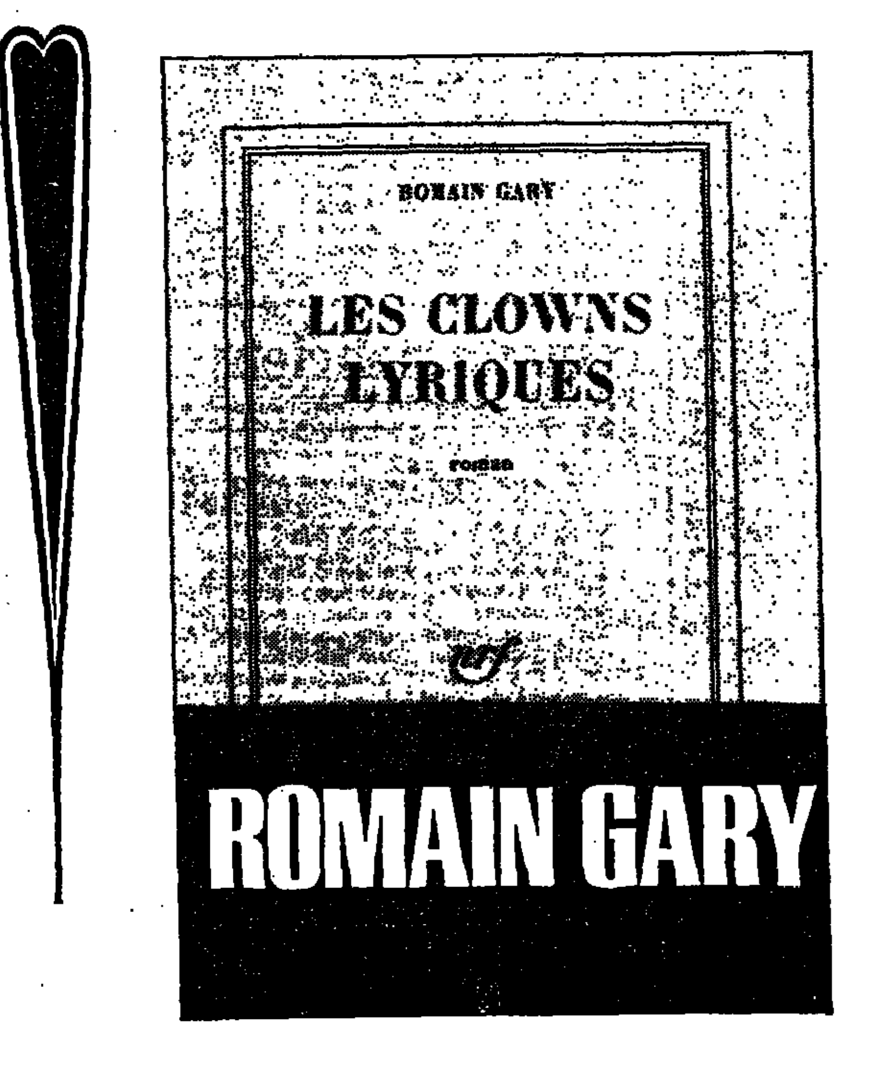
C'est un livre qui virevolte. Il y a là-dedans du Jules Renard et un peu de Francis Carco. On a dit que Lorrain, écrivant *la Maison Philibert*, voulait se mesurer à *la Maison Tellier* de son vieil ennemi Maupassant ; il n'en est rien. Le propos diffère du tout au tout. Il faut ajouter à ceci que, pour écrire *la Maison Philibert*, deux ans avant sa mort, Lorrain a rameuté les souvenirs de ses déambulations nocturnes dans Paris ; il y a là, par exemple, une description des coutumes du Sébasto qui est inoubliable...

Ce pervertisseur qui buvait de l'éther avait l'œil vif et la plume insolente.

HUBERT JUIN.

★ LES NORONSOFF, de Jean Lorain. Editions des Autres, coll. « les Pâmés », 239 pages.

★ LA MAISON PHILIBERT, de Jean Lorrain. Préface de Jean Chalon. Editions Jean-Claude Lattès, coll. « Les classiques interdits », 316 pages.



bandes dessinées

Fantaisies et fantasmes

● *Trois albums étonnants et un chef-d'œuvre.*

TOURNÉE à l'origine vers un public enfantin, la B.D. a beaucoup cultivé le conte merveilleux, et il en reste quelque chose, notamment dans l'œuvre de Fred. Son dernier album, *Le Manu-Manu*, réunit toutes les histoires qu'il a consacrées au célèbre monstre en forme de main et quelques autres, dont la plus folle est sans doute *Jules-Emile* et la plus cruelle *Un conte de Noël*. Fred est le grand maître du calembour visuel : une idée en entraîne une autre, et le récit tournerait rapidement à l'écriture automatique sans la maîtrise de l'auteur, qui, au dernier moment, retombe toujours sur ses pieds.

Du merveilleux au fantastique, il n'y a qu'un pas. *Ténébreuses affaires*, de Jean-Michel Nicollet, est effectivement un ténébreux album, animé d'un souffle morbide qui doit peu aux modes contemporaines, mais beaucoup au diable, aux sorcières, aux androgynes et à toute la tradition occultiste. Cette fois, pourtant, Nicollet parle surtout de fins du monde et d'êtres crépusculaires, à la fois cruels et pathétiques. C'est une véritable fête de la mort qu'il nous donne à voir, dans des images inoubliables qui sentent la souffrance et le soufre.

La fin du monde, c'est encore le thème d'*Aunoa*, le nouveau Buzzelli. L'auteur nous offre, comme à l'accoutumée, des images de machines ou d'êtres vivants qui se défont et se recomposent n'importe comment. Un festival de corps morcelés que le héros traverse en une fuite éperdue, appelant de ses vœux des rêves moins atroces mais qui ne seront peut-être pas moins mortels.

Mais l'album le plus étonnant, c'est sans doute *Major fatal*, de Moebius. Voilà un auteur qui se renouvelle totalement, et qui renouvelle la B.D. par la même occasion. Le tout pour accomplir une gageure : raconter en trente-six épisodes, dans *Métal hurlant*, une histoire à rebondissements qui n'a ni queue ni tête. Moebius s'y était déjà essayé dans *Arzach*, mais, s'il y faisait exploser le récit, il gardait toute sa cohérence au dessin très travaillé. Ici, il change de style à chaque épisode ; il parodie tout le monde et surtout lui-même (ce qui est une prouesse, car il a expérimenté tous les styles). *Canular* ? Bien sûr, mais si débordant de trouvailles visuelles que le résultat est aussi poétique que drôle. Lors de la publication en feuilleton, on ne voyait pas très bien où l'auteur voulait en venir ; en volume, la puissance d'intervention se voit si bien qu'elle balaye toutes les questions. Il faut se rendre à l'évidence : c'est un chef-d'œuvre.

JACQUES GOIMARD.

★ LE MANU-MANU, de Fred, Dargaud, 61 pages.

★ TENEBREUSES AFFAIRES, de Nicollet, Humanoïdes associés, 61 p.

★ AUNOA, de Buzzelli, Humanoïdes associés, 66 pages.

★ MAJOR FATAL, de Moebius, Humanoïdes associés, 141 pages.



(Tiré de « Major fatal » de Moebius.)



Drames d'humour

● *Quatre auteurs armés de dérision.*

LA seule veine qui ne s'épuise jamais en B.D., c'est la dérision. Elle remonte aux origines du genre ; réactivée en 68, elle a survécu aux désillusions des soixante-huitards, et la nouvelle génération ne s'en prend même plus à ces désillusions. Le temps passe vite, et, d'un autre côté, on pourrait le croire immobile : le rire, c'est la revanche des enfants sur les parents, des faibles sur les forts, des opprimés sur les oppresseurs.

Goossens est un dessinateur promis à un brillant avenir : les fidèles de *Fluide glacial* ont pu s'en assurer, voici quelques mois, en lisant *Drames d'amour*. Son premier album, *Le Messie est revenu*, réunit des histoires un peu plus anciennes, mais où éclatent déjà des qualités rares : un coup de crayon qui dramatise la caricature ; une subtilité digne d'Henry James dans le maniement des points de vue, notamment dans *Histoire triste* et *Q.I* ; et bien entendu un goût de la parodie qui n'épargne ni Tintin ni Einstein. Une situation imaginée par Goossens, c'est de la dynamite : quand le Messie revient, c'est sous forme de travailleur immigré, et sa première visite est pour l'Agence nationale pour l'emploi. Y trouvera-t-il une place de prophète ?

La parodie, c'est la grande source d'inspiration de Coucho et Pailler. D'un personnage traditionnel de l'épopée fantastique, Conan le Barbare, ils ont fait *Déconan le Barbaresque*, un super-héros qui fréquente plus les banlieues que les univers de rêve et affronte plus de catastrophes que de triomphes. Avec eux, au diable l'avarice : chaque image déborde de gags. Ce portrait-charge est conduit comme une charge de cavalerie : au grand galop.

A côté d'eux, Lucques fait déjà figure d'ancien, puisqu'il a quatre albums derrière lui, dont le fameux *Freudaines*. Parti du dessin humoristique en deux ou trois images, il arrive à la B.D., qui, malgré les apparences, est un art très différent, prolongeant l'idée-force en variations multiples. Lucques aime concentrer son tir sur des têtes de Turc : dans *Wibur*, il délaisse les psychanalystes et s'en prend aux parents, qui, malgré leurs efforts, ne comprendront jamais rien aux enfants. La précision de l'attaque n'a d'égal que l'élégance du trait : pour l'année de l'enfance, *Wibur* restera un témoin gênant. — J. G.

★ LE MESSIE EST REVENU, de Goossens, édit. Audie, 50 pages.

★ DECONAN LE BARBARESQUE, de Coucho et Pailler, Dargaud, 48 pages.

★ WILBUR OU... L'INDOCILE HEUREUX, de Lucques, édit. Audie, 50 pages.

Coups de patte

● *Un reporter redoutable et un grand dialoguiste.*

LA B.D. satirique n'est plus ce qu'elle était. Pourtant, quelques dessinateurs spécialisés sont loin d'avoir épuisé leur verve, et leurs derniers albums font mouche à tout coup.

Cabu s'est taillé une place à part, dans *Charlie Hebdo*, en inventant un genre nouveau : le reportage dessiné. D'un voyage à Marseille ou à Authon, d'un meeting de Chirac ou de Royer, d'une visite à Cap-d'Agde ou au Struthof, il rapporte non des articles mais des carnets de croquis illustrant la « France profonde », qu'il met en pages avec beaucoup de liberté, intercalant des documents et des commentaires dont l'ordre de lecture n'est pas toujours évident ; mais de ce désordre savant naissent d'indiscutables effets d'ambiance. *La France des beaufs* réunit une quarantaine de ces reportages à l'emporte-pièce. On comprend vite pourquoi Cabu a tant de procès : c'est qu'il n'hésite jamais à citer des noms — et des faits.

Wolinski a conquis la célébrité, depuis quelques années, en publiant des dessins à la fois dans *l'Humanité* et dans *Charlie Hebdo*, ce que certains considèrent comme une manière de scandale. Mais l'on s'est peut-être un peu trop intéressé au cas, et pas assez à l'auteur. Dans *C'est dur d'être patron*, il s'affirme une fois de plus comme le plus grand dialoguiste de la B.D. : une qualité assez rare dans un genre où l'image vaut presque toujours mieux que le texte qu'elle illustre. Wolinski n'est pas à proprement parler un polémiste comme Cabu, c'est un ironiste et un amateur de paradoxes ; ses dessins ne respirent pas la bonne conscience mais le goût de l'inconfort. A la lecture de cet album, on comprend mieux son problème : c'est celui de l'anticonformiste qui s'aperçoit qu'on est toujours le conformiste de quelqu'un.

J. G.

★ LA FRANCE DES BEAUFS, de Cabu. Edit. du Square, 75 p.

★ C'EST DUR D'ETRE PATRON, de Wolinski, Edit. du Square, 60 p.

romans policiers

Les crimes de Tanugi

LE nazisme n'inspire pas seulement les politologues, il alimente aussi les confectionneurs de thrillers. C'est le cas de Tanugi, dont on réédite quatre récits. Deux de ces *Crimes noirs et brillants* se réfèrent au défunt IIIe Reich. Les deux autres ont pour sujet la drogue et la vengeance.

Avec cette réédition, Tanugi prend la stature d'un classique du polar. Il le mérite.

L'histoire, chez lui, importe peu : l'écriture fait tout passer. On ne trouve pas une description linéaire, mais une série de coups de projecteurs qui révèlent l'action. Pas une faiblesse. Pas un temps mort. Quel que soit le cadre, qu'il s'agisse d'Amsterdam, dans *le Canal rouge* ou des différents décors de *la Corde d'argent*, l'auteur s'attache à le restituer avec une précision maniaque. Aucun doute, nous y sommes bien. Mais nous n'avons pas le temps de nous endormir. Une chasse endiablée démarre, et nous nous trouvons aspirés par cette dépression que crée la vitesse. Nous croyons suivre. Le dénouement nous prouvera que nous nous sommes trompés comme des bleus.

CLAUDE COURCHAY.

★ CRIMES NOIRS ET BRILLANTS, de Tanugi. Denoël.

lettres étrangères

Un météore nommé Bruno Schulz

(Suite de la page 7.)

Surtout l'essentielle obsession, la ville de son enfance assoupie dans la torpeur des étés torrides, sinon évanouie sous les neiges, toujours peuplée de mannequins menaçants : marchands, employés, commis et putains.

Après de multiples refus, ces proses oniriques furent publiées en Pologne en 1934 et 1937. Elles situent Schulz dans les premiers rangs de l'avant-garde de son pays à côté de Tuwin, de Witkiewicz et de Gombrowicz bien sûr. Aussitôt la critique crie au génie mais, comme en France aujourd'hui, le grand public ne suit pas. Une amitié exigeante lie ce modeste professeur à ses admirateurs, les plus brillants esprits de Pologne, les époux Breza, chez qui l'on retrouva une partie de ses lettres, Zofia Nalkowska, écrivain célèbre qui fit publier ses manuscrits, Julius Witkower, poète assassiné par les nazis, et d'autres... Les lettres de Schulz, surtout celles adressées à Gombrowicz et à Witkiewicz, expriment son refus rigoureux de toute concession aux modes et aux chapelles qui fleurissaient alors en Pologne comme aujourd'hui à Paris.

Proust à Drohobycz

Indifférente aux fantasmes d'un petit professeur de dessin, l'histoire poursuit sa démarche implacable. En 1939, la ville de Drohobycz est envahie par les Allemands. Les Russes les remplacent peu après. Survient la guerre entre Hitler et Staline, et ce sont encore les Allemands. Maria Craipeau, ancienne élève de Schulz grâce à qui ces lettres ont été traduites, présentées, publiées, raconte : lorsque les Russes occupent l'Ukraine occidentale, Schulz envoie un récit à une revue récemment créée. Il s'entend répondre : « *Pas besoin d'un Proust ici !* » Il se mit, pour subsister, à faire des portraits de Staline... ainsi que des scènes de la vie paysanne. On le convoqua, pour des raisons idéologiques : il dut ajouter des chaussures aux pieds nus des paysannes qu'il avait peintes.

Nous savons aujourd'hui, toujours grâce à Maria Craipeau, à qui sa fin a été racontée par un témoin oculaire, comment s'est éteint ce météore que fut Bruno Schulz. Lors de la seconde occupation de la ville par les nazis, l'écrivain dut porter l'étoile jaune. Un jour il sortit sans. Il fut interpellé par un membre de la Gestapo : « *Herr professor*, ironisa-t-il, *comment ? Sans étoile aujourd'hui ? Tournez-vous.* » Bruno Schulz, toujours très doux, se retourna. Il reçut une balle dans le dos. Il tomba et mourut sans faire de bruit... Il n'y a pas de trace de sa tombe à Drohobycz. Sur ce qui avait été le cimetière juif s'élève un quartier nouveau. Et pourtant, en Pologne, actuellement, son œuvre connaît un tel retentissement !

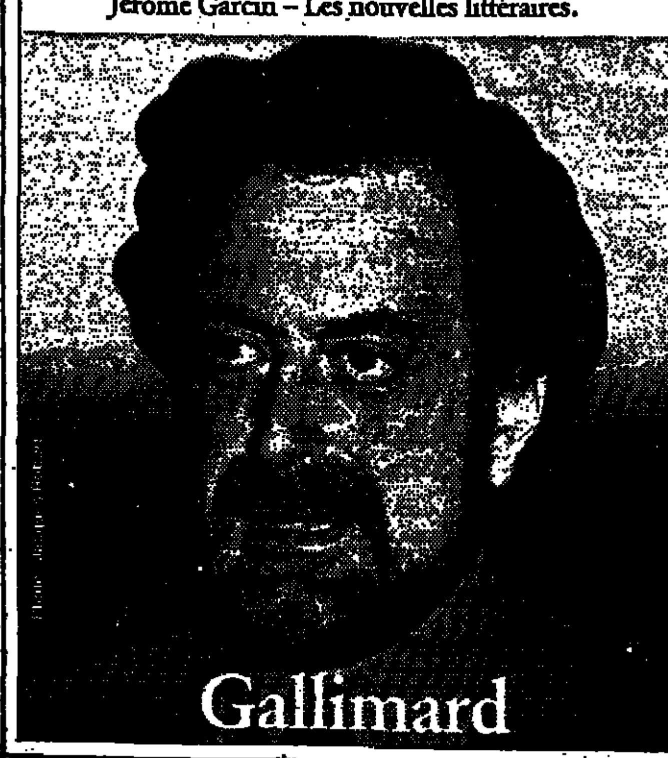
Un gros bourg perdu

Drohobycz appartient aujourd'hui à l'Ukraine soviétique. Avec ses petits négoces, ses églises à bulbes et ses synagogues chagalliennes, ce n'était, jadis, qu'un gros bourg perdu aux confins orientaux de l'ancien empire des Habsbourgs. Cette localité devrait cependant occuper dans l'histoire littéraire la place éminente des villes-étapes sur l'itinéraire spirituel des grands prosateurs européens de ce siècle : Dublin pour Joyce, Prague pour Kafka et Meyrinck, Ferrare et Trieste pour Bassani et Svevo, enfin les vieilles cités hanséatiques, puis Venise et Davos chères à Thomas Mann. Comme ces lieux magiques, Drohobycz est sortie du jeu dérisoire, temporel, des guerres et des changements frontaliers pour entrer *dans la transparence* du mirage. Transfigurée par le verbe corrupteur de Bruno Schulz, la bourgade galicienne obéit aux lois d'une mystérieuse géographie, celle de l'espace sacré de l'imaginaire.

EDGAR REICHMANN.

★ LETTRES PERDUES ET RETROUVEES, de Bruno Schulz, avec neuf dessins de l'auteur. Préface et traduction de Maria Craipeau. Ed. Pandora - Textes, Aix-en-Provence, 192 pages illustrées.





lettres étrangères

Heinrich Heine et l'Allemagne

Une trouvaille finlandaise

Allô Libé bobo...

lettres étrangères

Un météore nommé Bruno S

lettres étrangères

Heinrich Heine et l'Allemagne

EXILE à Paris en 1831 jusqu'à sa mort, survenue en 1856, Heinrich Heine entreprend, comme l'avait fait Mme de Staël quelque vingt ans plus tôt, de faire découvrir la pensée allemande aux Français. Les Presses d'Aujourd'hui viennent de rééditer l'essentiel de ses articles parus dans *l'Europe littéraire* puis *la Revue des Deux Mondes* et rassemblés en 1855 sous un titre choisi délibérément pour faire pièce à celui de son illustre devancière : *De l'Allemagne* (1).

Si l'on en croit Heine, Mme de Staël serait devenue pro-allemande par dépit d'avoir été repoussée par Napoléon. Admirateur inconditionnel de l'Empereur (on lui pardonnera lorsqu'on sait le rôle joué par celui-ci dans l'émancipation des juifs d'outre-Rhin), Heinrich Heine ne se cache pas d'avoir fait, lui aussi, œuvre partisane.

Est-ce la même Allemagne que celle dont Mme de Staël révélait aux romantiques français « l'anarchie douce et paisible », le pays livré à la censure, au despotisme, au nationalisme montant, qu'a dû fuir Heinrich Heine ? « *Quand vous entendrez le vacarme et le tumulte, soyez sur vos gardes, nos chers voisins de France* », écrit-il avec une clairvoyance prophétique... « *On exécutera en Allemagne un drame auprès duquel la Révolution française ne sera qu'une innocente idylle.* »

Fourmillant de jugements à l'emporte-pièce, de rapprochements audacieux, de saillies mordantes, ce « De l'Allemagne » de Heine ; traduit admirablement par l'auteur en personne, assisté de ses amis français, il justifie la réputation de celui que Paris tint pour « l'homme le plus spirituel de l'Europe moderne ». C'est la comparaison entre Robespierre et Kant, deux incorruptibles que « *la nature avait destinés à peser du café et du sucre* » et dont « *la fatalité voulut qu'ils tinssent une autre balance et jeta, à l'un, un roi, à l'autre, un dieu* ». C'est l'évocation de Mme de Staël, « *tempête en jupons, tourbillonnant à travers notre tranquille Allemagne* », en train de humer les philosophies comme autant de sorbets tout en s'écriant : « *Oh ! quelle charmante fraîcheur règne dans vos bois !* » Ce sont des considérations, toujours brillantes, sur les sujets les plus variés : affinités entre les races juive et germanique, entre les conséquences parallèles de la Révolution française et de la philosophie idéaliste allemande : « *Désormais, chez vous, à la place du Roi, chez nous, à la place de Dieu, c'est la Loi, seule, qui régnera.* »

Les contradictions, c'est vrai, n'ont jamais fait peur à Heinrich Heine. Confessant avec honnêteté ces « variations » (dans un dernier chapitre intitulé « Aveux de l'auteur »), il nous apprend, par exemple, lui qui a fait « de l'émancipation des peuples » la grande affaire de sa vie, qu'il a horreur de tout ce qui se fait par la multitude et qu'il est terrorisé à l'idée que la révolution, qu'il a tant souhaitée, « vienne détruire notre civilisation humaniste ». Quant au livre lui-même, eh bien ! si c'était à refaire, prétend-il, il préférerait pouvoir se dispenser tout à fait de le réimprimer.

Pour nous qui avons vécu le naufrage des maîtres penseurs et la fin des manichéismes, ce sont précisément les incertitudes de cet écrivain déchiré qui nous le rendent infiniment sympathique.

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

(1) Le texte complet en deux volumes vient de paraître, lui aussi, dans le cadre de la « Säkularausgabe » de l'œuvre de Heine, tomes XVI et XVII, chez Klinckstedt.

Une trouvaille finlandaise

Les Editions de Minuit publient très peu de romans étrangers. Or elles viennent de faire une exception pour l'autobiographie d'une Finlandaise vivant à Paris, Sirkku Larrivoire. Paru il y a deux ans à Helsinki, l'ouvrage a reçu un très chaleureux accueil.

NE m'oublie pas, qui nous révèle *avant tout* un destin, un être et ce beau prénom un peu énigmatique, couleur de nuit, Sirkku, est le récit d'une enfance truquée, traquée, troquée. Celle d'une fillette qui, brutalement, à l'âge de quatre ans, dans son village de la Finlande en guerre (1940), se voit trahie par l'être chéri entre tous : sa mère, belle jeune femme, dont le singulier commerce — la vente de cercueils — n'avait pas été sans susciter chez Sirkku d'obscures prémonitions, d'inquiétantes interrogations..., l'abandonne avec son petit frère. Décision sans appel ni explication. Eternelle tragédie de l'enfance en proie aux « adultes » ! Dix ans dans un orphelinat. Dix ans de craintes et tremblements, de cris et chuchotements, d'errances et d'espérances toujours vaines : très vite, cessent lettres et visites maternelles. Dix ans de déréliction absolue : « *J'attendais maman qui ne vint jamais.* » De loin en loin cependant, des nouvelles ou de brèves visites du père, sculpteur funéraire, séparé par le divorce, la mobilisation, la pauvreté, seul lui aussi... Vers 1950, celle qui était devenue le « rêve forcé » éprouve le besoin — non moins étrange que son profond silence — d'avertir l'adolescente de son remariage... Missive où l'inconscience le dispute à la cruauté, l'égoïsme à la légèreté ! Les illusions enfantines ainsi enterrées, le livre se clôt sur la « lettre à la mère », jamais envoyée : « *Il s'était produit quelque chose d'irrémédiable. Peut-être avais-je assez mûri pour savoir que je n'avais pas de mère.* »

« *Faute de soleil, sache mûrir dans la glace* », nous dit Michaux. Toutefois, le cœur et l'esprit serrés, on ne peut s'empêcher, malgré soi, de penser à la réflexion amèrement lucide de Sainte-Beuve : « *Mûrir ! mûrir ! on durcit à certaines places, on pourrit à d'autres : on ne mûrit pas...* » Ce bref récit, sobre et grave comme un faire-part, nous restitue avec sincérité la sensibilité, la naïveté de l'enfant. Mais est-il la preuve d'une libéralisation par exorcisme ou l'aveu d'une permanence de la douleur...?

Sirkku ne « juge » pas, elle évoque. Reflets sur la sombre route. Clairs-obscurs. Il y a la douceur des choses (un vol d'hirondelles, les rubans confectionnés dans la soie des couronnes mortuaires fanées que l'on va « récupérer » au dépôt d'ordures du cimetière), le séjour à la ferme des grands-parents, les moments de tendresse trouvés auprès d'une directrice, d'une amie, les heures de détresse... Autant de pages simples et lisses comme les bois pâles du Nord.

Ne m'oublie pas s'inscrit dans la liste, hélas, déjà longue, des classiques de l'enfance rejetée : *l'Enfant*, de Jules Vallès, *Fil de Fer*, de Jehan Rictus, *l'Asphyxie*, de Violette Leduc, etc. Mais à l'inverse de Vallès, de Rictus ou de Jules Renard, Sirkku Larrivoire s'est interdit de dépasser l'insoutenable et les violences subies par l'ironie et l'humour noir, autre forme de violence. D'où une œuvre toute de tenue et de retenue.

Sirkku Larrivoire, qui a traduit elle-même *Ne m'oublie pas*, achève la traduction du deuxième volume (*les Souliers vernis noirs*) qui nous montrera la fin des études, la misère, la vie d'une petite cité ouvrière, la recherche d'un métier, la venue à Paris...

JEAN RIÈRE.

★ NE M'OUBLIE PAS, de Sirkku Larrivoire. Ed. de Minuit, 184 p., et chez Werner Söderström Osakeyhtiö, Helsinki, 1976 et 1978.

La création chez James

● ***Trois textes de l'écrivain, neuf études sur son œuvre : un remarquable ouvrage de synthèse.***

L'ART de la fiction est la réponse qu'apporta, en 1884, Henry James à la conférence qu'un romancier victorien, Walter Besant, avait consacrée au thème : « le roman comme un des beaux arts ». L'opposition que l'auteur des *Ambassadeurs* exprima dans ce texte aux théories avancées par Besant reflète sans doute l'état de crise ou tout au moins la mise en question du genre romanesque à la fin du dix-neuvième siècle. En France, M. Jules Huret essayait, par exemple, de discerner « l'évolution littéraire » en interrogeant de nombreux écrivains dans une enquête restée célèbre et publiée en 1891 : M. Charles Le Goffic avait, de même, tenté de s'y reconnaître parmi *les Romanciers d'aujourd'hui*, ouvrage publié l'année précédente. La réalité et l'avenir du roman constituent le thème d'un débat périodiquement rouvert. Comme le monstre du loch Ness, il surgit à dates régulières du marais littéraire. Rappelons-nous la querelle que suscita ce genre au moment où le « nouveau roman » brillait de son plus bel éclat et ce qu'il en reste aujourd'hui...

L'essai de James reste, lui, une contribution importante à la définition du roman « moderne » ; c'est, si l'on veut, un texte témoin où l'écrivain expose une poétique du romanesque qui pourrait servir aussi bien de préface générale à sa propre œuvre que de borne-repère parce que s'y inscrivent les indications de tendances qui orienteront la fiction au vingtième siècle : Proust, Joyce, Virginia Woolf, etc. M. Michel Zéraffa nous révèle ce texte, qui était resté inédit en français, en le plaçant en introduction aux divers écrits qu'il a rassemblés de James et autour de lui dans un ouvrage collectif qui porte le même titre : *l'Art de la fiction*.

« *La seule raison d'être d'un roman est de s'attacher vraiment à reproduire la vie* », écrit James, rappelant ainsi en écho la définition que Stendhal réservait à la fiction, ce miroir... Mais reproduire la vie pour James ne désigne ni l'application étroite de l'approche naturaliste ni les conventions « réalistes », mais étrangement pudiques et limitées, qu'imposent à la fiction un certain optimisme superficiel et une morale convenue.

L'écrivain s'attachera avant tout à rendre compte des mouvements de la vie et, par là-même, des consciences qui se cherchent, se fuient, et finissent par établir entre elles une sorte de dialectique de la transparence qui est bien loin d'être l'habituel langage psychosocial par lequel le personnage du roman traditionnel se définit. Le social pour James a, ainsi que le souligne Michel Zéraffa, un caractère « *psycho-dramatique* », mais l'écrivain « *récuse le discours narratif-descriptif du réalisme* » au profit d'un langage double, ambigu, qui affirme une individualité éthique-esthétique au travers d'un comportement social. Affirme et dérobe tout aussi bien. De là les vides, les blancs, les silences des échanges ; de là le projet « abstrait » de la personne venant doubler l'historicité du personnage ; de là une relation de malaise entre le personnage et son univers. Tout ce qui fait de James un annonciateur de la pensée « absurde » réfléchie dans le roman contemporain et « *l'initiateur d'une approche sémiotique du roman* ». Significatives sont à cet égard les qualités que l'écrivain met en avant : « *Le pouvoir d'induire l'invisible du visible, de dépister le sens caché des choses, de juger d'un objet entier par ses grandes lignes, l'aptitude à ressentir tous les traits de la vie si profondément qu'on n'est pas loin d'en connaître jusqu'aux moindres recoins...* », et tout cela parce qu'un roman « *est une chose vivante, une et continue, comme tout autre organisme* ».

Sur Flaubert

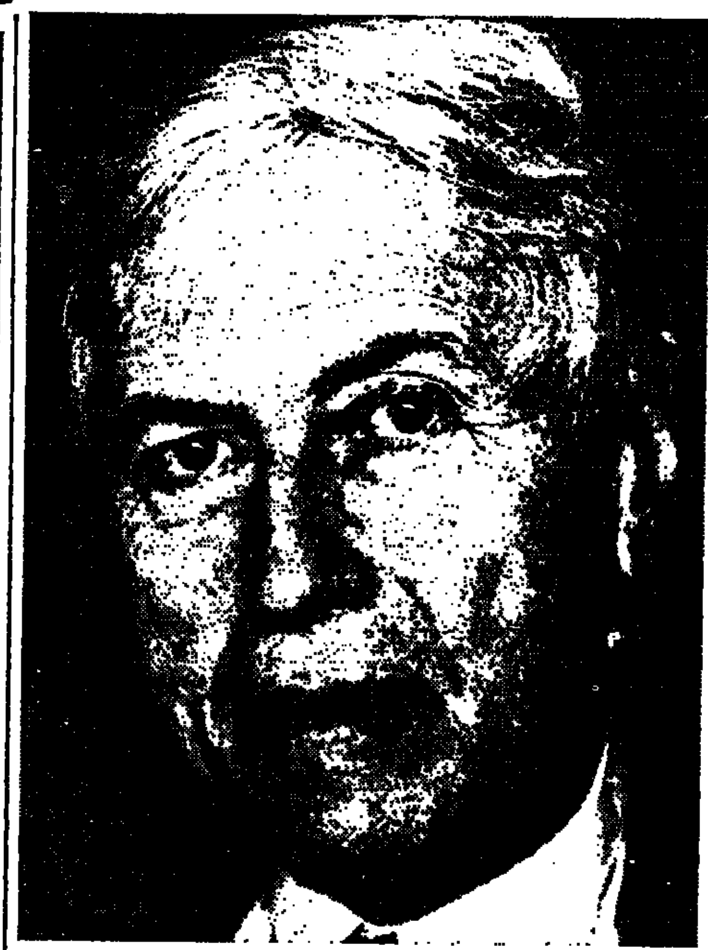
Complémentairement à cet *Art de la fiction* si révélateur, on trouvera deux autres textes de James. Il y a l'essai *Gustave Flaubert* (paru dans la collection « Glose » aux éditions de l'Herne, en 1969), le « romancier des romanciers » pour son confrère d'outre-Manche qui analyse le langage romanesque de l'auteur de *Madame Bovary* en écho à ses propres préoccupations créatrices. Et puis, comme pour isoler une œuvre particulièrement exemplaire de la méthode James, une nouvelle : *Julia Bride*, qui « *révèle toute la rigueur de l'écrivain dans la mise en œuvre du rapport sens-forme* ».

Aux données mêmes de la pensée jamesienne, les textes réunis dans *l'Art de la fiction* apportent un écrin analytique de choix. On remarquera, en tout premier lieu, la longue étude de Michel Zéraffa, *Absence et forme*, auquel nous avons déjà fait référence. Il y a ensuite les études consacrées par Wladimir Krysinski aux *Ambassadeurs* et par Tzvetan Todorov à *l'Age difficile* ; des approches plus générales comme celles de A.-M. Beattie, qui présente James lecteur et théoricien de la fiction, de M. H. Bergeret sur les lieux et le rôle des voyages dans l'œuvre de l'écrivain, de R. W. Short sur la structure de la phrase chez Henry James, sans oublier la réflexion que Diane de Margerie apporte au thème ambivalent de la personne et du personnage, celui de « l'Imposteur ». La psychanalyse ne pouvant être oubliée dans une telle réunion, tant les personnages de l'écrivain, comme se plaît à le souligner Michel Zéraffe « *semblent incarner la censure et la sublimation tout ensemble* ». Les textes d'André Green, *la Vie privée ; identités alternatives et identité privée* et d'Hélène Cixous sur *l'Ecriture comme placement* posent les jalons nécessaires en ce domaine. Enfin, un ensemble de jugements et de repères bio-bibliographiques complètent cet ouvrage.

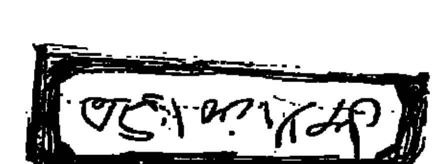
Esthétiques, poétiques, structurelles, sémiotiques, psychanalytiques, les études réunies dans *l'Art de la fiction*, par la diversité de leurs approches et l'attentif décryptage qu'elles livrent, constituent une somme d'importance autour d'un écrivain en qui l'on voit, à juste titre, l'un des précurseurs les plus originaux et les plus énigmatiques de la fiction moderne. Avec et autour de Henry James, assurément un ouvrage indispensable à toute bibliothèque jamesienne.

PIERRE KYRIA.

★ L'ART DE LA FICTION, de Henry James. Ouvrage réalisé sous la direction de Michel Zéraffa. Editions Klincksieck, 334 pages.



ph. Claude Bonnisud



Le Monde

société

HISTOIRE

LE CINQUANTENAIRE DE L'AÉROPOSTALE

Cordillère 1979

« Dans quelques minutes, sur la droite de l'appareil, je vais vous montrer l'Aconcagua. Pour vous éviter ces turbulences désagréables, nous allons monter à 36 000 pieds, soit 12 000 mètres... »

Le commandant de bord répète en anglais son annonce, retransmise en espagnol par une hôtesse, et nous planons soudain dans un zéphyr. Le nez du 747 dans lequel j'allonge mes jambes se débarrasse des dernières secousses frontales, *comme s'il se mouchait*, et seul le formidable brassage des réacteurs à la musique éolienne, atteste que nous fonçons à 950 kilomètres à l'heure. J'occupe individuellement le siège avancé de l'avion, ce qui me donne les vues *aériennes les plus extraordinaires* à travers les hublots de proue.

Tout à l'heure, quand je contemplais par ciel clair la pampa désertique, une longue traînée de sang était venue à ma rencontre, précédée par l'étoile d'argent d'un chasseur militaire regagnant sa base argentine. J'oublie à présent les deux cent quarante passagers derrière moi et jusqu'à mes experts compagnons de voyage qu'Air France a invités pour célébrer au Chili, après une escale du souvenir à Buenos-Aires, le cinquantenaire de l'Aéropostale.

Mes regards, mes pensées ne se détachent plus de la chaîne en dents de scie, étincelante de blancheur, *écrasée à l'horizon* et qui, déjà, se rapproche. Bientôt, après tant d'autres chaque jour et chaque nuit, nous montons à l'attaque de la barrière colossale, cette fameuse Cordillère, où, dans des remous d'épouvante,, les monomoteurs de *toile et de bois moulinaient durant* des heures, et que nous allons survoler orgueilleusement en vingt minutes.

Nous surplombons maintenant les sommets enneigés auprès desquels les glaciers de nos Alpes paraissent lilliputiens. C'est cette voie qu'avaient franchie les premiers vainqueurs : l'Italien Locatelli (30 juillet 1919), le Français Fernand Prieur (10 février 1920), enfin le héros argentin Vicente Almandos Almonacid, as de *la guerre de 1914, paladin de nos* ailes, qui avait eu le premier l'audace de voler de nuit (29 mars 1920) (1).

C'est là que, pour notre fierté, le 1er avril 1921, la première aviatrice française, Adrienne Bolland, seule à bord de son petit Caudron-G3 d'acrobatie, *triompha* de la Cordillère, ayant écouté avec une intuition typiquement féminine *le conseil* d'un Indien de Mendoza qui lui avait dit : « *Lorsque tu te sentiras perdue, ne cherche pas un passage vers le Nord, où les pentes sont moins abruptes ; va vers le Sud, qui semble infranchissable ; tu ne tarderas pas à survoler un lac, et la plaine de Santiago s'ouvrira à toi.* »

Un lac, des cimes infranchissables, la plaine salvatrice : ces trois images évoquent infailliblement l'odyssée à jamais mémorable d'Henri Guillaumet prisonnier des Andes. Celui-ci, alors considéré comme le facteur rural, assurait le courrier de Mendoza à Santiago et retour, sans aucune idée de salaire ou d'argent, comme tous les pilotes de l'Aéropostale, à l'époque. On connaît les péripéties de sa quatre-vingt-douzième traversée, en juin 1930. Ce jour-là — un vendredi 13, — où il devait découvrir un rio, puis aveuglé et plaqué par une tempête *de neige, Guillaumet fut contraint* de un atterrissage forcé sur la Laguna Diamante, qu'il avait repérée dans un trou, à 3 000 mètres d'altitude. Délaissant son avion qui avait capoté, Guillaumet était alors parti à *l'aventure. Cinq jours et cinq nuits*, il s'enfonça ainsi dans les neiges éternelles. Le sixième jour, les pieds gelés, à bout de forces, il était parvenu sur les pentes d'un ravin, où il devait découvrir un rio, puis une passée de mules, enfin une *hutte*, où une *Indienne allait le* relever moribond.

Le récit de cette équipée héroïque est aussi célèbre que la phrase rapportée dans *Terre des hommes* par Saint-Exupéry, alors chef d'escale à Mendoza, qui fut le premier à venir accueillir le rescapé aux portes de la petite ville argentine de San-Carlos. « *Ce que j'ai fait, aucune bête ne l'aurait fait* (2). » On connaît moins la teneur du message que Didier Daurat téléphona à Guillaumet après son retour triomphal à Buenos-Aires, où, entre autres hommages, un tango lui avait été dédié : « *Alors, il faut maintenant qu'on vous mette en musique pour que vous assuriez le courrier ?* » Boutade bien dans le *style bourru du pionnier de l'Aéro*postale.

Mais voici que, comme prévu, la masse himalayenne de l'Aconcagua, le plus haut sommet de la Cordillère (6 960 mètres) se présente à la curiosité générale sur la droite de l'appareil. « *Escalade d'une facilité extrême* », m'avait dit, sarcastique à sa manière, Lionel Terray, à son retour victorieux du Fitz-Roy en 1952. Peu de neige sur ce versant du Chili, où la saison des sports d'hiver va se terminer dans la sécheresse ; dernières déclivités, terre de Sienne où court l'ombre portée de l'avion. « *Accrochez vos ceintures, nous allons comencer notre descente sur Santiago.* » Voilà, nous y sommes.

Du biplan au trimoteur

1919

9 mars : premier vol Toulouse-Rabat (pilote, cap. Lemaître ; passager, Pierre Latécoère ; avion biplan Salmson).

14 mars : création de la Compagnie des lignes aériennes Latécoère à Toulouse-Montaudran.

1er septembre : premier transport de courrier Toulouse-Rabat (pilote, Didier Daurat ; avion biplan Breguet-14).

1927

Mars : premiers vols de nuit Toulouse-Casablanca (avion monoplan Laté-25).

14 juillet : création de la Compagnie générale aéropostale sous la direction de Marcel Bouilloux-Lafont, animateur de la même trempe que Pierre Latécoère.

1928

1er mars : première liaison postale Toulouse - Buenos-Aires (par aviso entre Dakar et Natal ; officier radio, Jean Macaigne).

1929

15 juillet : première liaison postale Buenos-Aires - Santiago du Chili via Mendoza (pilote, Jean Mermoz ; passager, Henri Guillaumet ; avion *biplan Potez-25*).

1930

12 mai : première traversée postale, par hydravion, de l'Atlantique sud *Sint-Louis du Sénégal - Natal (pilote, Mermoz* ; navigateur, Jean *Dabry* ; radio, Gimié ; hydravion Laté-28 « Comte de la Vaulx » ; durée du vol, 21 h. 14).

1933

16 janvier : première traversée postale aérienne de l'Atlantique sud Dakar - Natal (pilote, Mermoz ; cap., Mailloux, Manuel, Jousse ; passager, René Couzinet ; avion trimoteur Couzinet « Arc-en-Ciel » ; durée du vol, 14 h. 17).

7 octobre : création de la compagnie Air France qui rachète la Compagnie générale aéropostale à la suite d'un long procès sur sa gestion.

La légende de Mermoz

C'est à Santiago que nous prîmes la mesure de l'immense popularité *dont jouit toujours Jean Mermoz en* Amérique du Sud. Le premier, pendant l'été austral de 1929, il avait défriché les Andes au cours de vols de reconnaissance sur son Laté-25, où il s'acharna à trouver un passage d'abord au sud, puis au *nord du Chili (3). Jusqu'à* ce que Daurat ait expédié à Buenos-Aires deux biplans Potez-25 dotés d'un moteur de 450 HP et capables de voler à 6.000 mètres d'altitude. Peu après, Mermoz réussissait officiellement les deux premières traversées postales de la Cordillère Buenos-Aires-Santiago et retour. Le 15 juillet, il atterrissait à l'aérodrome de Colina. Trois jours plus tard, le 18 juillet, il décollait de l'aérodrome d'El Bosque, toujours à Santiago, pour effectuer la route inverse. Le dernier tronçon de la « ligne » Toulouse-Santiago-du-Chili était ouvert, qui permettrait au courrier de circuler *en un temps record entre* l'Europe et l'Amérique du Sud.

Notre petit groupe comprenait entre autres initiés de l'aéronautique : Jean Macaigne, qui fut l'un des premiers compagnons radio-navigants de l'Aéropostale, mon *vieux camarade et confrère* Jean-Gérard Fleury, aujourd'hui résident à Rio-de-Janeiro, qui fit amitié avec Mermoz à Santiago même avant de devenir son élève-pilote puis son historiographe, et encore Jean-Marie *Conty, de l'association des Amis de* Saint-Exupéry, brillant conférencier à l'Institut chiléno-français.

Pendant la semaine de notre séjour, nous assistâmes ainsi aux cérémonies — présidées par l'ambassadeur de France, Emmanuel de Castéja — que les aviateurs chiliens avaient organisées avec prises d'armes pour célébrer le cinquantenaire de la « ligne » ainsi que la mémoire de Mermoz sur les terrains mêmes où il avait été fêté de son vivant. Nous devions goûter d'une manière plus intime, sous des colombages normands de fraîche date, l'accueil que la Maison de France, en la *personne de la comtesse* de La Taille, née chilienne, *réservait* à ses hôtes de Paris.

Mais ce qui nous toucha le plus vivement, ce fut l'intérêt que provoqua au Musée des beaux-arts, tant auprès de la colonie française *qu'auprès du public chilien, le* remarquable spectacle audiovisuel dû à l'initiative d'Air France. Plusieurs jours de suite, devant des salles combles, fut répétée cette projection sur triple écran où le réalisateur Gérard Civet, assisté de Jean-Jacques Dubois, a retracé l'histoire aérienne de l'Atlantique-Sud depuis l'origine des lignes Latécoère jus*qu'à la création de la Compagnie* aéropostale par Marcel Bouilloux-Lafont, gardant la vedette pour les héros qu'illumina le rayonnement de l'archange Mermoz, incarnation de la bravoure indomptable, et magnifique création de notre race.

Lors du vol de retour, dans la nuit, je m'attardai à bavarder au comptoir du bar avec une de nos *charmantes hôtesses. Le film projeté* sur les cloisons venait de se terminer. Tout en bas, il y avait le « pot au noir » et ses traîtrises, l'Océan que Jean Mermoz vainquit tant de fois et où il s'est finalement englouti aux commandes de la Croix*-du-Sud. L'avion géant semblait* immobile. Sous leurs couvertures, les « pèlerins » s'étaient endormis. O conquêtes...

P.S. — La Société des disques F.C.M. a édité un 33 tours où sont enregistrées entre autres, les voix de Mermoz, Saint-Exupéry, Joseph Kessel, Didier Daurat. Edifiant pour les jeunes et absolument captivant (12, allée des Vergers, 91210 Draveil, tél. 903-76-32).

OLIVIER MERLIN.

(1) Le pionnier de la légende andine reste sur les tablettes le lieutenant chilien Dagoberto Godoy de la Fuentealba qui franchit pour la première fois la Cordillère, de Santiago à Mendoza, le 12 décembre 1918.

(2) Mystérieuse et tragique similitude de *destinées des héros français* de la Cordillère disparus en mer : Mermoz le 6 décembre 1936 au large de Dakar, Guillaumet et Marcel Reine le 27 novembre 1940 au large de la Sardaigne, Saint-Exupéry le 31 juillet 1944 au large de la Corse.

(3) Le 2 mars 1929, ayant à son bord le comte de la Vaulx et son mécanicien Alexandre *Collenot*, Mermoz eut une panne de moteur qui le força à atterrir sur une pente bordée par un précipice. L'appareil courait sur son erre vers le gouffre lorsque *Mermoz, se fiant à sa force* herculéenne, sauta en marche et réussit à coincer la carlingue. Le décollage face au vide fut une autre performance.

ÉDUCATION

DES ENFANTS SUR UN LAC DE GIRONDE

A la recherche du vent

De notre envoyé spécial

Carcans (Gironde). — « Regarde ta voile, Pascale. Est-ce que tu crois qu'elle est comme la mienne ? » *Petit visage dépassant de la coque de l'Optimist, Pascale, dix ans, compare la position de sa voile à celle de son moniteur. En bordant sa voile, elle fait prendre de la vitesse à son bateau.*

Rapidement le « numéro 5 » *rejoint les autres petites embarcations rectangulaires aux voilures rouge et blanc. Huit* Optimist, *plus celui du moniteur, filent vers la plage, fendant le faible clapot du lac de Carcans-Hourtin (Gironde).*

Séparé de l'océan Atlantique par 3 kilomètres de dunes boisées, ce vaste plan d'eau est devenu un endroit idéal pour la pratique du dériveur et de la planche à voile. Dans un site protégé, au milieu des grands pins, l'Union nationale des centres sportifs de plein air — U.C.P.A. (1) *— a construit le centre de Bombannes qui accueille, du mois d'avril jusqu'à la mi-octobre, en internat, près de trois mille jeunes amateurs de voile, débutants ou confirmés.*

Durant les vacances scolaires d'été, ce centre organise aussi des cours d'initiation et de perfectionnement en externat pour les enfants et les adolescents. Chaque semaine, six séances d'une heure trente permettent à de nombreux jeunes de huit à quatorze ans de découvrir la navigation sur un voilier. L'an dernier, plus d'un millier ont ainsi appris à barrer un Optimist *ou un mini-solitaire, petit dériveur qui, selon les enfants, ressemble plus à un* « vrai bateau ». *Pour s'inscrire, une seule condition requise : savoir nager au moins 50 mètres.*

Découverte

Après avoir viré à proximité de la plage, les Optimist *voguent, vent arrière, vers le milieu du lac.* « Il y a toujours un moniteur qui navigue en *compagnie des enfants dans un* bateau semblable au leur, alors qu'un autre les surveille d'un petit canot à moteur », *précise M. Claude Guignat, moniteur-chef du centre, en insistant sur l'importance de cet encadrement, qui permet d'assurer la sécurité et de suivre les enfants de près.*

Ici, la pédagogie s'appelle découverte. Sans leçon théorique, les enfants partent sur des bateaux au gréement simple, à la recherche du vent. Rapidement, ils apprennent en regardant leur voile comment gagner de la vitesse. Petit à petit, les moniteurs leurs parlent des allures et de la façon de tourner. On ne dit pas « *tirer un bord* », *le langage aussi reste simple. Il ne faut pas effrayer les jeunes navigateurs par un vocabulaire de techniciens.*

« Les enfants s'amusent, *explique un moniteur*, et puis ils s'aperçoivent qu'un bateau peut suivre plusieurs directions en fonction du vent. A nous d'exploiter ce nouveau jeu pour leur faire prendre conscience de certains phénomènes. »

La file des Optimist *s'étire. Le* « numéro 3 » *se fait de plus en plus distancer par ses camarades. La vedette va à la rencontre du traînard. Avec un grand sourire, Ludovic explique qu'il avait simplement* « lâché sa voile » *pour essayer de voir la tente de ses parents, là-bas, sous les pins. Le moniteur l'aide à chercher et lui explique en même temps l'importance des repères à terre lorsqu'on navigue.*

« Cap sur la plage », *lance le moniteur. On s'interpelle un peu d'un bateau à l'autre. On se moque gentiment de Christian qui a un superbe ciré neuf sans grande utilité sous le soleil d'août. Quelques-uns régatent pour arriver les premiers à la plage où ils ont deviné la silhouette de leurs parents.*

L'arrivée se fait en douceur. En cette fin de semaine, tous ces jeunes stagiaires pensent à relever leur dérive avant qu'elle ne touche le sable. Une fois les Optimist *tirés au sec, en rangeant les voiles, les enfants posent des questions au moniteur. Pascale, perdue dans sa grande bouée rouge, n'a toujours pas compris dans quel sens, par rapport à la voile, il fallait pousser la barre pour virer. Les huit enfants s'accroupissent et regardent le schéma que leur trace le moniteur sur le sable.*

Un père, caméra au poing, s'approche, malgré les haussements d'épaules de son fils, pour fixer sur l'image... un futur Tabarly.

SERGE BOLLOCH.

(1) U.C.P.A., 62, rue de la Glacière, 75640 Paris Cedex 13, tél. 336-05-30. Le centre de Bombannes, 33121 Carcans, accueille les enfants du 1er juillet au 8 septembre.

MÉDECINE

SUR TF1

Troubles de la sexualité et traitements de l'impuissance

Des résultats thérapeutiques encourageants

Malgré son horaire tardif, l'émission médicale « Troubles de la sexualité » proposée par Igor Barrère et Etienne Lalou, avec le carré blanc, mercredi 22 août sur TF 1, méritait une attention particulière. Son principal mérite a certainement été de montrer qu'il existait des traitements efficaces pour les difficultés sexuelles quelle que soit leur origine. Cette émission incitera peut-être les femmes qui souffrent d'une frigidité et les hommes d'une impuissance sexuelle à vaincre leurs réticences pour consulter leur médecin sur des affections qu'il est possible de guérir.

La distinction a été faite entre les troubles sexuels dont la cause est organique, c'est-à-dire dus à un trouble vasculaire neurologique ou local et ceux — en grande majorité — qui résultent d'un blocage psychologique. Pour ces derniers, des exemples de thérapie du couple ont été présentés, dont certaines peuvent surprendre, comme la « *ring-thérapie* » où les patients apprennent en luttant amicalement l'un contre l'autre à se disputer sans se *détruire*.

Le traitement de l'éjaculation précoce, dont le protocole est maintenant bien codifié et qui réclame la participation des deux partenaires, a aussi été exposé.

La chirurgie a aussi sa place, qui a été précisée par le docteur L... Subrini, urologue à Montpellier, dans le traitement de l'impuissance organique de l'homme. L'implantation de tuteurs en silicone dans la verge de ces patients leur permet de recouvrer une érection tout en conservant une souplesse de la base du pénis et ainsi une mobilité normale. Le pénis doit être orienté manuellement pour permettre les rapports sexuels.

Selon le docteur Subrini, qui a opéré cent dix patients, les résultats sont excellents (un seul rejet définitif, quelques complications cutanées minimes et pas d'infection), alors qu'avec les *anciens systèmes dits « hydrauliques »* les complications majeures étaient beaucoup plus *fréquentes* et leur emploi était contraignant.

Trente-six opérés ont répondu avec précision sur la qualité de leurs rapports sexuels avec un recul minimal d'un an après l'opération. Lorsqu'il subsiste une petite érection naturelle (dans deux tiers des cas), 78 % d'entre eux sont satisfaits, contre 44 % lorsqu'elle est absente. Ce sont les impuissants d'origine artérielle qui sont les plus satisfaits. Plusieurs patients, pour lesquels un de ces traitements avait été efficace, ont précisé qu'ils avaient pu ainsi retrouver une vie de couple compromise par leurs difficultés sexuelles. Une femme n'hésitant pas à conclure : « *On est sorti de l'enfer.* » — Dr Ph. L.

DÉFENSE

UN PORTE-AVIONS NUCLÉAIRE POUR LA MARINE SOVIÉTIQUE

L'Union soviétique aurait entrepris, selon les experts américains, la construction d'un porte-avions à *propulsion nucléaire de 50 000 à* 60 000 tonnes. Ce bâtiment, qui dépasserait en taille les porte-avions de type « Kiev » (37 000 tonnes), dont deux exemplaires sont déjà en service dans la flotte de la mer du Nord et dans celle du Pacifique, serait le plus important de la marine soviétique. Il serait en cours de réalisation à Sverodvinsk, sur la mer Blanche. Dans les milieux américains, certaines personnalités ont déclaré cependant que personne ne savait vraiment ce que les Soviétiques construisaient, bien que la marine américaine ait précisé que l'U.R.S.S. possédait indiscutablement les moyens de construire un tel bâtiment.

● RECTIFICATIF. — Le nom du ministre de la science et de la recherche d'Autriche, élu à la présidence de la Conférence des Nations unies pour la science et la technique au service du développement (CNUSTED), a été mal orthographié dans notre numéro du 22 août. Il s'agit de Mme Herta Firnberg.

CONSTITUTION D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE MURUROA

La constitution immédiate d'une commission d'enquête sur les accidents qui se sont produits à Mururoa en juillet dernier (deux morts), où les militaires français expérimentent leurs engins nucléaires, a été demandée, mercredi 22 août, au ministre de la défense par M. Jean Juventin, député de Polynésie française (appar. U.D.F.). Dans une question écrite, le député et maire de Papeete (Tahiti), qui souhaite que toutes les expériences nucléaires en Polynésie soient suspendues en attendant les résultats de l'enquête, dénonce « *le mutisme et les explications contradictoires et embarrassées des autorités du Commissariat à l'énergie atomique et du Centre d'essai du Pacifique* ». Ces propos sont à rapprocher de ceux déjà tenus par l'Assemblée territoriale de la Polynésie française (*le Monde* daté 19-20 août) qui réclamait elle aussi « *aux plus hautes instances de la République la suppression de tous les essais à Mururoa (...) et la création d'une commission d'enquête territoriale* ».

SCIENCES

AMITIÉ COSMIQUE

(De notre correspondant.)

Moscou. — A l'occasion du retour des cosmonautes Rioumine et Liakhov, après leur séjour de cent soixante-quinze jours dans l'espace, les Soviétiques ont levé un coin de voile sur leurs projets de vol internationaux.

Après les missions soviéto-*tchécoslovaque, soviéto-polo*naise, soviéto-est-allemande, et l'échec de la mission soviéto-bulgare, il est prévu d'envoyer, dans l'ordre, des cosmonautes hongrois, vietnamien, cubain, mongol et roumain. Même si l'on tient compte de la date d'adhésion des différents pays à l'organisation Inter-cosmos et de leur niveau de développement technologique, on peut constater que cet ordre chronologique reflète un choix, qui fait la synthèse entre l'importance stratégico-politique du pays et l'état de ses relations avec l'U.R.S.S. Dès lors, on comprend pourquoi le Roumain vient en dernière position au tableau d'honneur de l'amitié « cosmique »...

(Intérim.)

FAITS DIVERS

TREIZE MORTS EN DEUX JOURS DANS LES ALPES

Une série d'accidents s'est produite dans les Alpes, les 21 et 22 août, entraînant la mort de treize alpinistes.

En France, un adolescent, François Roger, treize ans, a trouvé la mort, après une chute de 80 mètres dans un couloir rocheux près d'Abondance (Haute-Savoie). M. Roger Gervais, cinquante-huit ans, industriel à Marmaz (Haute-Savoie), a fait une chute mortelle, sans doute après un malaise, près de Scionzier (Haute-Savoie). M. David Montcoquet, vingt-six ans, a dévissé sur une plaque rocheuse et a fait une chute de 100 mètres au lieudit « le Cuculet », près de Mont-de-Lans (Isère). Un alpiniste italien, dont l'identité n'a pas été révélée, s'est tué à la Dent du Géant, dans le massif du Mont-Blanc.

Dans les Alpes suisses, à Zermatt, deux alpinistes français et deux espagnols ont été retrouvés morts.

Dans les Alpes italiennes, les services de secours de Bolzano ont repéré les corps de cinq adolescents ouest-allemands sur les pentes du mont Sassolungo.

Le Monde

Cinéma

Autoportrait poétique

« AU REVOIR...

« I LOVE YOU JE T'AIME...



ÉDUCATION

A la recherche du vent

MÉDECINE

Troubles de la sexualité et traitements de l'impuissance

Le Monde

culture

Cinéma

Autoportrait poétique

(Suite de la première page.)

Renaldo et Clara est un film-puzzle, avec parfois une certaine naïveté dans l'écriture cinématographique de la part d'un homme aujourd'hui âgé de trente-huit ans et dont la musique et les mots ont exercé l'influence la plus profonde sur le rock, la chanson, la manière d'agir et de vivre de plusieurs générations. Avec ses séquences hachées et ses chansons superbement filmées dans de petites salles ou des auditoriums de quarante mille places, *Renaldo et Clara* se présente comme une suite d'images folles qui appartiennent déjà à un album-souvenir. Et comme chante Joan Baez : *« Nous savons ce qu'apportent les souvenirs : des diamants et de la rouille. »*

On connaît la répugnance de Dylan à se laisser enfermer dans quelques formules, étiquettes ou mondes trop étroits. On sait les malentendus provoqués par cette manière de battre les chemins en liberté en promenant des rêves éveillés. *« Je suis sans hymne, je suis sans ciel, sans lumière ni obscurité »* chante Dylan dans le film. Et Joan Baez remarque ironiquement à son propos : *« Toujours le désir par la fuite. »* C'est cette poursuite de la propre vérité d'un poète à un moment donné, dans le temps et l'espace, que montre *Renaldo et Clara*. L'autoportrait proposé est contenu dans ces limites. D'ailleurs, dans le passé, Bob Dylan nous a donné sous forme d'album ou de poèmes, plusieurs autres autoportraits. On se souvient notamment de celui tracé à travers l'évocation de Woody Guthrie qui *« brisait lui-même son image d'idole, disant que les hommes ont leurs raisons pour ce qu'ils font et ce qu'ils disent et toute action peut être mise en question »*.

Le film s'ouvre en gros plan sur le chanteur, le visage couvert d'un masque en plastique, qui chante *When I paint my masterpiece*. Tout le monde, avons-nous dit, porte le masque. Dylan prend celui de Renaldo, personnage qui, selon des déclarations du poète au magazine *Playboy*, a sourtout besoin d' *« une bonne guitare et d'une rue obscure pour se cacher du démon intérieur (...). Mais tout le monde sait qu'on ne peut pas se cacher du démon intérieur dans une rue obscure. »* Sara Dylan emprunte le masque de Clara, le chanteur Ronnie Hawkins celui d'un Bob Dylan caricatural, Joan Baez celui de la femme en blanc. Et tous évoluent dans le cadre de la tournée américaine de la Rolling Thunder Revue ou, plutôt, dans la petite société en soi que forment Sara Dylan, Joan Baez, Jack Elliott, Bob Neuwith, Allen Ginsberg, Roger Mc Guinn, les autres musiciens et des compagnons de route, qui se connaissent, parfois, depuis le début des années 60, quand un rêve de vie prenait forme dans le Village, à New-York.

En coulisses, des vies s'entrechoquent, des rencontres se provoquent dans des cafés ou dans le train, des haltes ont lieu près de la tombe de Jack Kérouac ou sur un chemin de croix, d'autres rencontres se font dans une communauté indienne ou chez une vieille musicienne traditionnelle qu'accompagne ArloGuthrie. Et la musique masque la solitude, c'est-à-dire la singularité de chacun.

CLAUDE FLÉOUTER.

HERZOG OU LA COLÈRE DES AWAJUNS

Alors qu'il s'apprête à tourner dans la selva péruvienne un film retraçant l'épopée du caoutchouc au tournant de ce siècle, Werner Herzog (Aguirre, Gaspar Hauser) *fait face actuellement à l'hostilité de la tribu Awajun (ou Aguaruna). C'est un lecteur passionné par les Indiens d'Amérique latine, M. Dominique Temple, qui nous fait parvenir l'information.*

Les Awajuns refusent de collaborer au tournage : l'auteur a besoin de deux mille figurants ! Bien plus : ils n'entendent même pas autoriser l'accès de leur territoire, situé au nord-ouest du Pérou, dans le département d'Amazonas. Cette région Jivaro (famille dont font partie les Awajuns) est officiellement protégée par le gouvernement.

L'auteur de Nosfératu le vampire *affirme avoir reçu du ministère de l'agriculture, à Lima, l'autorisation de travailler avec son équipe, qui compte, entre autre, soixante techniciens allemands. Il semble bien cependant que la demande d'autorisation ne soit pas parvenue aux autorités péruviennes. De toute façon, elles ne seraient pas habilitées à la satisfaire, les Indiens étant maître d'administrer leur territoire à leur guise.*

Face à la menace, les Awajuns se sont fâchés. Ils ont adressé une lettre de protestation au ministre de l'agriculture et au cabinet de la présidence de la république. Ils envisagent meme de prendre les armes pour chasser les intrus.

■ **Dix-sept pays participent au quinzième Festival international du jeune cinéma, qui aura lieu à Hyères du 28 août au 4 septembre. Outre la compétition « officielle », le Festival comprend une section consacrée aux films « différents » et une autre intitulée « Voir et revoir ».**

A Moscou

Un Festival pavé de bonnes intentions

Plus de cent pays européens (ainsi que l'ONU, l'UNESCO, l'O.L.P. et les Forces patriotiques du Chili), plus de cinq cents films (longs métrages, documentaires et courts métrages), quelques vedettes dont Jeanne Moreau et Sophia Loren : le XI[e] Festival de Moscou se veut la plus grande manifestation de ce genre du monde entier. Une manifestation un peu particulière du fait de son engagement affiché : depuis sa devise *« Pour l'humanisme du cinéma, pour la paix et l'amitié entre les peuples »* jusqu'à la participation de nombreux pays du tiers-monde en passant par le message de salutation de M Brejnev : *« Le cinéma peut beaucoup faire pour le le rapprochement des peuples et des Etats ; sur la base du bon voisinage et de la confiance mutuelle, il peut contribuer à relever la responsabilité des générations présentes pour débarrasser l'humanité de la menace de la guerre. Le cinéma est un puissant moyen d'affirmation de la conscience sociale. Aussi est-il très important que son influence soit utilisée pour le bien et non pour le mal de l'homme, qu'il puisse élever l'individu, éveiller dans les hommes des sentiments et des pensées nobles... »* M. Ermach, président du Comité soviétique pour le cinéma, n'a pas manqué d'insister sur cette différence à la veille de l'ouverture du Festival. Après avoir souligné une nouvelle foi *« les résultats de la rencontre de Vienne et la signature du traité des SALT 2 »*, M. Ermach a tenu à dénoncer dans *la Pravda « les grands Festivals occidentaux qui limitent artificiellement leur cadre à quelques grands cinémas »* et *« les critiques bourgeoises traditionnelles qui ne reflètent pas la portée réelle des nouvelles écoles nationales »*.

Pavé d'aussi bonnes intentions, le Festival de Moscou(qui coïncide avec le soixantième anniversaire du cinéma soviétique) ne pouvait être que cahoteux, tant il n'est guère facile de placer sur un même plan un cinéma militant, mais balbutiant, et des films de compétition internationale, au demeurant peu nombreux. Dès lors, on ne saurait s'étonner de voir l'invité-surprise, Francis Ford Coppola et son *Apocalypse Now* mobiliser toute l'attention du Festival, bien que ce film soit projeté hors concours.

De l'avis général, le niveau de la compétition, où trente-cinq films sont présentés, n'est guère transcendant. A ce jour, deux films seulement ont paru dignes d'un Festival : *l'Amateur*, film polonais, et *le Christ s'est arrêté à Eboli*, de l'Italien Rosi. On attend encore *l'Envol*, film consacré au père de la cosmonaute soviétique Siolkovski, et dont la vedette inattendue est le poète Evtouchenko. C'est, semble-t-il, l'un des trois films qui pourrait obtenir le Grand Prix.

(Corresp.)

« AU REVOIR... A LUNDI »
de Maurice Dugowson

C'est très bien, les magazines. Est-ce que l'on ne se jette pas dessus dans les salles d'attente, ou chez le coiffeur ? Parfois, les gens les emportent dans leur maison de campagne pour les relire des mois après, un week-end, comme ça. Il n'y a pas à recommander leur lecture, ni à la déconseiller : on aime feuilleter les magazines, car il faut respirer l'actualité, l'air du temps.

De même, il n'y a pas à conseiller, ni à décrier *Au revoir... à lundi*, de Maurice Dugowson. Si on passe par là, si on a envie d'aller au cinéma, on peut s'offrir ce film. Il est bien fait, quoique décousu (mais c'est la mode), varié, avec beaucoup d'images recherchées, d'attitudes et de gens intéressants. Les dialogues sont un peu paresseux, et le son constamment plat comme si les personnages ne parlaient jamais qu'en gros plan ; mais un humour tout à fait moderne anime l'ensemble. C'était déjà la qualité de *Lily aime moi*, premier film de l'auteur, qui avait cependant plus de consistance dans l'incongruité.

Nicole et Lucie (Miou-Miou et Carole Laure coïncident bien avec leurs rôles) sont les deux héroïnes d' *Au revoir... à lundi*, qui, comme le roman de Roger Fournier, dont il est adapté, se passe à Montréal. Telles les « demoiselles de Rochefort », elles recherchent l'homme de leur vie. Un homme qui ne serait pas marié, qu'elles garderaient pour le week-end et qui ne dirait pas *« au revoir, à lundi »*, pas un amant *« avec un chronomètre dans la tête »*. Elles le trouvent : Arnold (Claude Brasseur, très brave en agent d'export-import), marié mais secret, convient à Lucie. Jack, médecin, emmène Nicole en Floride. Les hommes ne comprenant rien à rien dans ce film, les choses ne s'arrêteront pas là.

Maurice Dugowson ne rend pas ses personnages masculins haïssables. Il a voulu inverser certains rôles, donner l'initiative aux femmes (elles peuvent payer pour une nuit d'amour), se mettre de leur côté, mais cela sans manichéisme. C'est sa façon de présenter les rencontres et les situations qui est décevante. Il a tellement peur de décrire, d'alourdir son récit, qu'il se contente d'indications de comportements.

Peu importe le manque d'informations sur Lucie et Nicole (pourquoi habitent-elles ensemble, pourquoi l'une veut-elle à tout prix l'enfant qu'elle attend, de quoi vit l'autre, qui est-elle ?), on aurait voulu simplement qu'elles existent davantage, que leur désir de vivre ne soit pas seulement vite dit, mais suggéré, ou montré, avec plus d'imagination. Ce que nous renvoient les pages glacées des magazines, et ce film, ce sont les clichés d'une époque donnée, rehaussés de sophistication.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Voir les films nouveaux.

« I LOVE YOU JE T'AIME », de George Roy Hill

En abaissant d'une dizaine d'années l'âge des héros d'une *Love Story* franco-américaine, nous ramenant ainsi aux frontières de l'enfance et de l'adolescence, le metteur en scène américain George Roy Hill a choisi l'anti-mièvrerie. Pas d'attendrissements, une gaucherie agressive et « poétique » : le cinéaste signa, il y a quelques années, un *Butch Cassidy et le Kid* qui traçait, déjà, la voie royale de la pochade, de l'associalité bien tempérée.

Ce genre de pe formances ne va pas sans contorsions, gesticulations, grimaces en tous genres, qui font échec à la crédulité du spectateur, l'amusent et le choquent tout en le maintenant savamment sur la touche. Le résultat ne peut qu'être subjectif. Visiblement, cette grande salle des Champs-Elysées, où se pressaient des dizaines de copains et de copines des deux héros, jubilait. Daniel, le « prolo », fils d'un chauffeur de taxi un peu râleur, et Lauren, juvénile bourgeoise déjà bien installée dans son confort et son cynisme américains, jouent les clowns sous l'œil goguenard d'une vieille crapule shakespearienne grimmée en papa gâteau français, « Monsieur Santarin », tel que le figure, avec un accent anglais inimitable, Laurence Olivier.

George Roy Hill et le producteur Yves Rousset-Rouard (le père des *Emmanuelle...*), bien qu'il s'agisse d'une coproduction franco-américaine, ont donné au film l'apparence d'un poster pour spectateur yankee toujours avide d'exotisme : Versailles, les Tuileries, Vérone, Venise avec place Saint-Marc et pont des Soupirs: Car nos jeunes lycéens se prennent pour Roméo et Juliette matinés de Lauren Bacall et Humphrey Bogart. Les références, les coups de sonnette, le folklore d'exportation, la parodie qui commande tout, finalement écrasent le film. Le cinéaste et son producteur tuent leur sujet en or (inspiré du roman français de Patrick Cauvin, *E = MC2, mon amour*) : ne subsistent que le squelette, une caricaaiste que le squelette, une caricature assez pénible, des adultes qui, en fin de compte, font gagatiser des gamins, qui n'en peuvent mais, chez qui on perçoit constamment l'envie de faire un pied de nez à leurs laborieux mentors.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les films nouveaux.



Rock

Vince Taylor vingt ans après...

« C'est le plus grand chanteur de rock, il n'a pas eu la carrière qu'il méritait !... » Le ton est sans réplique, c'est un fan de la première heure qui parle. Garagiste à Bois-Colombes et père de famille (« la bourgeoise doit être au premier rang... »), Daniel a du mal à fermer le blouson de sa folle jeunesse : « J'ai pris 15 kilos depuis mon mariage... » ; « santiags » aux pieds, peigne en acier à la ceinture, il est venu applaudir un banlieusard britannique qui avait déjà, à son actif, un nombre impressionnant de fauteuils cassés quand les Rolling Stones répétaient dans un garage et que Dylan s'appelait encore Zimmerman.

Précédé d'une traînée de murmures flatteurs, Vince traverse enfin le sous-sol du Théâtre Campagne-Première pour rejoindre ses musiciens ; le guitariste et le pianiste jouent depuis déjà vingt minutes un rock d'appellation contrôlée... Déception pour certains, il n'a pas à la main la paire de chaînes qu'il agitait volontiers vers 1960, en glapissant : « You are nothing but a hound-dog » (Tu n'es rien d'autre qu'un chien de prairie !) ; un tel accessoire risquerait, il est vrai, d'accréditer tout à fait, après sa première réapparition il y a cinq ans à l'Olympia (*le Monde* daté 30 juin-1[er] juillet 1974), son image de « revenant » du rock and roll. Il se concerte avec le guitariste, paraît se recueillir quelques secondes, faire provision d'énergie, tête inclinée et micro sur le cœur... coup d'œil vers le public... Les premiers accents de « Rock around the clock » crépitent. Tels des scouts autour d'un feu, un parterre de rockers très « gravure de mode » a fait cercle autour de lui ; ils claquent des doigts, frémissent sur place, quitte à déranger des coiffures brillamment échafaudées, et branlent du chef avec un synchronisme digne des « dolly sisters ».

Un couple danse sur le petit espace qui sert de piste. Lui : complet de cuir noir, chemise échancrée sur un torse décharné, sur le crâne, les deux « bananes » réglementaires. Elle : clips aux oreilles, queue de cheval, talons plats et pantalon « corsaire » vert amande. Magistrale leçon de rock : les passes sont exécutées au cordeau et la réception de la partenaire tombant à la renverse se fait « in extremis ».

« Le rock c'est leur vie... », on ne peut pas mieux dire que ce client, accoudé au bar, qui exhibe courageusement une cravate « club ». « Tutti Frutti », « Johnny be good », « See you later, Alligator », tous les classiques... *« Je me demande s'ils comprennent les paroles... »*, s'interroge une Anglaise. Question oiseuse, même si tout ce petit monde fait penser à une série américaine sous-titrée...

La carrière de Vince Taylor a été pour le moins ingrate. Il est pourtant pour quelque chose dans le succès en France de ce rock « plébéien », toujours en lutte, selon ses adeptes, contre les influences delétères des musiques « d'intellectuels ou de petits bourgeois ». Il avait en 1960 quelques atouts sérieux : il chantait « I got a woman » avec un accent cockney, ce qui n'est pas négligeable, quand on a comme concurrents directs des gens qui ont appris la langue de Little Richard dans un lycée du dix-huitième ou du Sud-Ouest ; et il n'avait pas trouvé son nom de scène dans une bande dessinée ou un générique de western.

Le rock a eu un roi et s'est installé depuis dans une régence à perpétuité. Il y a affluence pour assurer la succession d'Elvis. Vince accepte, quant à lui, d'être le « looser » du rock. Ce n'est pas forcément un handicap pour un retour à la scène Le rock est, comme on sait, friand de héros négatifs et de mythologies sombres... Le « pathétisme » de ce rocker de quarante ans, qui chante d'une voix courbatue et souvent belle, un répertoire qui a la moitié de son âge, en vaut bien un autre...

ÉRIC DIOR.

★ Campagne-Première, 20 h. 30.

■ **« Une fille à brûler », de Joseph Delteil, avec Micheline Uzan et Vibiane Theophilidès, spectacle créé pour l'Année des abbayes normandes et présenté au Festival d'Avignon, est repris pour une tournée dans les abbayes qui commence le 22 août à Saint-Sauveur-le-Vicomte et se termine le 6 septembre à Carrouges. Renseignements : (76) 88-81-88, postes 321 et 329.**

Expositions

L'art des « gloutons optiques »

Les limbes, les prémices, la genèse, les premiers pas et les premiers balbutiements jusqu'à l'âge de raison : bref, « deux siècles de son et d'image ». Pour ce qui est du son, on verra quelques-uns de ces objets aux vastes pavillons qui eurent pour nom phonographe puis gramophone, les premiers à rouleaux et dus à Edison (1877) et les seconds à disques : tout l'arsenal des mélomanes avant l'électrophone et la hi-fi. Ces variations sur le pick-up ne sont malheureusement assortis d'aucun commentaire et satisferont plus aisément le collectionneur que l'amateur d'histoire ancienne.

La seconde moitié de l'exposition (c'en est à vrai dire l'essentiel) est consacrée à la photographie. Là, disposés avec une discrétion parfois excessive au milieu d'une forêt d'appareils, de lentilles et d'accordéons en deuil, une série de panneaux repris du Musée de la photographie à Lyon (le Monde *du 19 octobre 1978) expliquent le quand, le pourquoi et le comment de l'art des « gloutons optiques » : l'association de Niepce et Daguerre en 1829, le rachat de leur invention par le gouvernement français, les fastes du chlorure d'argent, les joies du bitume de Judée, les mésaventures du collodion humide et le triomphe du gélatino-bromure..*

« Deux siècles de son et d'image » est, comme on dit en pareille saison, de ces manifestations qui ne demandent pas une attention forcée, une exposition d'été. Elle a lieu au Louvre des antiquaires que l'on vous fait habilement traverser de part en part. Mais cette promenade vouée aux nécessités commerciales est tout compte fait une excellente mise en condition. On commence assez bien à y rêver du bon vieux temps. Tant pis pour qui se laisse piéger et, venu s'informer avec innocence des avatars de la photographie, ressort de ce trouble labyrinthe un tromblon à la main ou une bergère Louis XV sous le bras.

FREDERIC EDELMANN.

★ Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal. Jusqu'au 3 septembre.

Mort de Christian Dotremont
UN POÈTE-PEINTRE

Christian Dotremont, peintre et poète, est mort lundi à Bruxelles, à l'âge de cinquante-sept ans.

Le souvenir de Dotremont est indissociable d'un mouvement de peinture Cobra nom composé des premières lettres de trois capitales du Nord : Copenhague, Bruxelles et Amsterdam. Cobra est une de ces inventions de poète qui a un sens ambigu et mythique. La survivance de ce mouvement doit sûrement quelque chose à sa sonorité magique, trouvée par Christian Dotremont. Le poète l'avait fondé avec des peintres, Jorn, Appel, Alechinsky, mais surtout, il en fut l'animateur des plus inventifs. Dotremont était Belge (il était né à Tervuren en 1922). C'est un poète dont l'imaginaire est très lié au terroir d'où il vient. Et le mouvement Cobra était l'expression d'un sursaut de cette sensibilité du Nord contre la peinture abstraite régnant à Paris au lendemain de la première guerre mondiale.

L'expression poétique de la peinture, Dotremont la voulait directe et spontanée, non pas une expression qui viendrait de l'inconscient mais du lien qui lie l'esprit et la main · poète. Dotremont était également un traceur d'encre. Entre l'écrit et le dessin, il y avait chez lui une parenté fraternelle. Son œuvre illustre la rencontre du poète-écrivain et du peintre. De l'imaginaire écrit et de la visualisation.

Depuis André Breton, rarement la rencontre de l'invention plastique et de l'invention poétique se sera réalisée avec autant de naturel. Ses dessins semblaient inspirés de l'écriture chinoise ou perse et, de cette dernière, ils avaient les pleins et les déliés. Mais allez trouver un sens autre que pratique à ces élaborations graphiques où l'intensité de la charge psychique se mêle à l'élégance de l'invention visuelle. Cette alliance des mots et du trait, on ne la trouve portée à un plus haut degré que chez Michaux, poète et peintre, ou peintre et poète, on ne sait plus très bien.

Depuis de longues années, Dotremont était enfermé, reclus dans une maison bruxelloise d'où il ne sortait pas. Il voyageait par l'esprit, infatigablement. Il écrivait (un roman autobiographique d'une superbe invention poétique), il dessinait.

Il avait un ami fidèle, auquel il a apporté beaucoup et qui lui a sans doute, lui aussi, apporté beaucoup : Alechinsky. Le peintre-poète et le poète-peintre ont souvent collaboré dans ces créations de livres pour l'œil et pour le vague à l'âme, où les mots de l'un, retrouvent toujours leur chemin dans le paysage des tracements erratiques de l'autre.

JÁCQUES MICHEL.

DÉCÈS DU ROMANCIER AMÉRICAIN JAMES FARRELL

Le romancier américain James Farrell, auteur d'une trilogie devenue classique aux Etats-Unis, *Studs Lonigan*, est mort, mercredi 22 août, à son domicile new-yorkais, à l'âge de soixante-quinze ans.

[Né à Chicago, dans une famille de quinze enfants, le 27 février 1904, James Farrell s'était fait connaître dès ses débuts, avec sa trilogie naturaliste sur les quartiers populaires irlandais du sud de Chicago, publiée entre 1932 et 1935 et traduite en français au début des années 50 (*la Jeunesse de Studs Lonigan, le Jugement dernier*, Gallimard).

Il avait écrit une cinquantaine de livres et venait de terminer le dernier : *la Mort de Nora Ryan*.]



Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde ». 5, r. des Italiens PARIS-IX[e]
1977

SPECTACLES

Jeudi 23 août

théâtres

Les théâtres de Paris

Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : le Pont japonais.
Bouffes du Nord (239-34-50), 20 h. 30 : Tête d'or.
Bouffes-Parisiens (296-60-24), 21 h. : le Charlatan.
Comédie des Champs-Elysées (256-02-15), 20 h. 30 : le Tour du monde en quatre-vingts jours.
Ecole de l'Acteur-Florent (329-60-22), 21 h. : les Précieuses ridicules.
Huchette (326-38-99), 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Il Teatrino (322-28-92), 21 h. : l'Epouse prudente.
Lucernaire (544-57-34), I, 18 h. 30 : Je vote pour moi ; 20 h. 30 : Supplément au voyage de Cook ; 22 h. 15 : Roméo et Georgette. — II, 18 h. 30 : Toi l'artiste, dis-moi quelque chose ; 20 h. 30 : Un cœur simple ; 22 h. 15 : Parle à mes oreilles, mes pieds sont en vacances.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 30 : le Préféré.
Œuvre (874-42-52), 21 h. : les Aiguilleurs.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 45 : Je veux voir Mioussov.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 21 h. : les Belges.
Variétés (223-09-92), 20 h. 30 : la Cage aux folles.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : les Europophages.

Jazz, pop', folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 22 h. : J.-P. Sasson Quintet.
Patio (758-12-30), 22 h. : Maxime Saury Jazz Fanfare.
Riverbop (325-93-71), 22 h. : Quartet J.-P. Céléa, basse ; F. Couturier, claviers.
Chapelle des Lombards (236-65-11), 20 h. 30 : François Paton-Cahen, Didier Lockwood ; 22 h. 30 : Henri Guedon.
Campagne-Première (322-75-93), I, 20 h. 30 : Vince Taylor. — II, 20 h. 30 : Groupe Dzi Croquet ; 22 h. 30 : Dave Burrell, Sam Woody Art.

Petit Opportun (236-01-36), 23 h. : Trio René Urtreger, A. Cullaz, J.-L. Viale.

Festival estival

(633-61-77)

Hôtel Intercontinental, 18 h. 30 : Quatuor Parrenin, E. Ross, soprano (Stravinski, Debussy, Schoenberg).
Faculté de droit, 20 h. 30 : Philharmonie de Haarlem, sol. : Trio Ravel (Beethoven).

Les cafés-théâtres

Blancs-Manteaux (887-97-58), 20 h. 15 : E. Rondo ; 21 h. 30 : Joue-moi un air de tapioca ; 22 h. 30 : P.-A. Marchand.
Café d'Edgar (322-11-02), I, 20 h. 30 : Signé Francis Blanche ; 22 h. : Deux Suisses ; 23 h. 15 : B. Garcin. — II, 22 h. 30 : Popeck.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h. 30 : Marianne Sergent ; 22 h. 30 : le Bastringue.
Coupe-Chou (272-11-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 22 h. : le Tour du *monde en quatre-vingts jours.*
Cour des Miracles (548-83-60), 20 h. 30 : R. Magdane ; 21 h. 30 : Commissaire Nicole Bouton ; 22 h. 30 : Elle voit des nains partout.
Le Fanal, 19 h. 45 : Florence Brunold ; *21 h. : le Président.*
Petit Casino (278-36-50), 20 h. 30 : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 : l'Espion suisse.
Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : les Yeux plus gros que le ventre ; 21 h. 30 : On vous écrira ; 22 h. 30 : Cause à mon c... ma télé est malade.
Les Petits Pavés (607-30-15), 21 h. 30 : Poèmes du jour, G. Verchere et J.-F. Mahé.

Les concerts

Lucernaire (544-57-34), 19 h. : Christopher Black, paino (Scarlatti, Mozart, Debussy, Ravel).
Sainte-Chapelle, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Ars Nova Antiqua (musique du Moyen Age et musique élisabéthaine).
Eglise Saint-Merri, 21 h. : Jean Dahais, orgue.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot (704-24-24) : 16 h., le Lys brisé, de D. W. Griffith ; 18 h., la Fin du monde, d'A. Gance ; 20 h., Station terminus, de V. de Sica ; 22 h., Histoire d'un acteur ambulant, d'Y. Ozu.
Beaubourg (278-35-57) : 15 h., le Tigre des sept mers, de S. Bergonzelli ; 17 h., Aelita, de J.-A. Protozanov ; 19 h., Folies olympiques, d'E. Cline ; 21 h., M. Moto sur le ring, de J. Tinling.

Les exclusivités

L'AMOUR, C'EST QUOI AU JUSTE ? (It., v.o.) : Paramount-City, 8e (225-45-76). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
A NOUS DEUX (Fr.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
AU BOUT DU BOUT DU BANC (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Ternes, 17e (380-10-41).
AVALANCHE EXPRESS (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Caméo, 9e (246-66-44).
AVEC LES COMPLIMENTS DE CHARLIE (A., v.o.) : Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; *Montparnasse-83, 6e (544-14-27)* ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
BARRACUDA (A., v.f.) (*) : Richelieu, 2e (233-56-70).
BUCK ROGERS AU XXVe SIECLE (A., v.o.) : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90).
LE CANDIDAT COCO LA FLEUR (Ant., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
CEDDO (Sén., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
CORPS A CŒUR (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE COUP DE SIROCCO (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69).
LES DEMOISELLES DE WILKO (Pol. v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Parnassien, 14e (329-83-11). — V.f. : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LA DROLESSE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), Hautefeuille, 6e (633-79-38).
L'ECHIQUIER DE LA PASSION (All.), v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
L'EMPIRE DES SENS (Jap.) (v.o.) (**) : J.-Renoir, 9e (874-40-75).
ET LA TENDRESSE ?... BORDEL ! (Fr.) : Styx, 5e (633-08-40), Français, 9e (770-33-88), Capri, 2e (508-11-69), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
FAUT TROUVER LE JOINT (A., v.o.) (**) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (225-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
FELICITE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
FLIC OU VOYOU (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70), Marignan, 8e (359-92-82), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
GAMIN (Col., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
HAIR (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
HAMBURGER, FILM SANDWICH (A., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04).
HISTOIRES ABOMINABLES (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
L'HUMANOIDE (It., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93).
L'HYPOTHESE DU TABLEAU VOLE (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
INTERIEURS (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47).
LINA BRAAKE FAIT SAUTER LA BANQUE (A., v.o.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
MEURTRE PAR DECRET (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
MEURTRES SOUS CONTROLE (A., v.f.) (**) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
LES MOISSONS DU CIEL (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), Concorde, 8e (359-92-82).
MOLIERE (Fr.) : Bilboquet, 6e (222-87-23).
MORT SUR LE NIL (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
NORMA RAE (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Balzac, 8e (561-10-60). — V.f. : Caméo, 9e (246-66-44), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
NOUS MAIGRIRONS ENSEMBLE (Fr.) : A.B.C., 2e (236-55-54), Madeleine, 8e (073-56-03), Colisée, 8e (359-29-46), Nation, 12e (343-04-67), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Fauvette, 13e (331-56-86), Clichy-*Pathé, 18e (522-37-41).*
NOW VOYAGER (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
PASSEUR D'HOMMES (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93), Rotonde, 6e (633-08-22), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Murat, 16e (651-99-75), Secrétan, 19e (206-71-33), Paramount-Montparnasse, 18e (606-34-25).
LA PERCEE D'AVRANCHES (A., v.o.) : Mercury, 8e (225-75-90). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Maillot, 17e (728-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
PERSONNALITE REDUITE DE TOUTES PARTS (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
PHANTASM (A., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Miramar, 14e (320-89-52).
PRINTEMPS PERDU (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
PROVA D'ORCHESTRA (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Pagode, 7e (705-12-15), Palais des arts, 3e 272-62-98).
QUINTET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
ROBERTE (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
LA SECTE DE MARRAKECH (A., v.o.) (*) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Normandie, 8e (359-41-18). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93), Bretagne, 6e (222-57-97), Helder, 9e (770-11-24), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64).
SERIE NOIRE (Fr.) : Balzac, 8e (561-10-60).
LES SŒURS BRONTE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
THE KIDS ARE ALRIGHT (A., v.o.) : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).
TOTO, MISERE ET NOBLESSE (It., v.o.) : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25).
UTOPIA (Fr.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (**) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
ZOO ZERO (Fr.) : Palais des arts, 3e (272-62-98), Le Seine, 5e (325-95-99).

Les grandes reprises

AMARCORD (It., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15).
L'AMI AMERICAIN (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22).
ANDREI ROUBLEV (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (548-62-25).
L'AMOUR VIOLE (Fr.) (*) : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
ANNIE HALL (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
L'ARNAQUE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (033-07-76).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76).
BEN HUR (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08), Saint-Michel, 5e (326-79-17). — V.f. : Français, 9e (770-33-88), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LA BETE (Fr.) (**) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23), Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90), Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02), Secrétan, 19e (206-71-33).
BIG BOSS (H.-K., v.f.) (*) : George-V, 8e (225-41-46), Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41), Fauvette, 13e (331-56-86), Parnassiens, 14e (329-83-11), Cambronne, 15e (734-42-96).
BLUE COLLAR (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33), Quintette, 5e (033-35-40), Colisée, 8e (359-29-46), Athéna, 12e 343-07-48), Parnassiens, 14e (329-83-11).
COUSIN-COUSINE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LE CRABE-TAMBOUR (Fr.) : Grand Pavois, *15e (554-46-85).*
LA HONTE DE LA *JUNGLE* (Fr.-Belge), U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62).
LA HORDE SAUVAGE (A., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
J'IRAI CRACHER SUR VOS TOMBES (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
L'INCOMPRIS (It., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
L'INCORRIGIBLE (Fr.) : Miramar, 14e (320-89-52).
LE LAUREAT (A., v.o.) : La Clef, 5e (357-90-90).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45)
LOLITA (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LA MAISON DU Dr EDWARDES (A., v.o.) : *Quintette*, 5e (033-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
MES CHERS AMIS (It., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-87-59) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
MONTY PYTHON (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
MORE (A.) (**) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23).
LE MYSTERE DE LA CHAMBRE JAUNE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), jours pairs.
NOS HEROS REUSSIRONT-ILS ? (It., v.o.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).
LES NOUVEAUX MONSTRES (It.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Champollion, 5e (354-51-60).
ORANGE MECANIQUE (A. v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).
PADRE PADRONE (It., v.o.) : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
PARFUM DE FEMME (It., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52).
LE PARRAIN (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; (v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33).
LE PARRAIN No 2 (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
LA PETITE (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
PLAYTIME (Fr.) : Studio J.-Cocteau, 5e (033-47-62).
LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78), jours pairs.
LES PRODUCTEURS (A., v.o.) : Grands Augustins, 6e (633-22-13) ; (v.f.) : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; France-Elysées, 8e (723-71-11).
SENSO (It., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
SOLARIS (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (548-62-25).
SOLEIL VERT (A., v.f.) : Maillot-*Palace, 17e (574-10-40), sauf mardi.*

LES FILMS NOUVEAUX

LE DIVORCEMENT, film français de Pierre Barouh : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, *14e* (329-83-11) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LA LETTRE ECARLATE, film allemand de Wim Wenders (v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

AU REVOIR, A LUNDI, film français de Maurice Dugowson : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Mistral, 14e (539-52-43).

LE TEMPS D'UNE ROMANCE, film américain de Jane Wagner (v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

RENALDO ET CLARA, film américain de Bob Dylan (v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Rive-Gauche 6e (548-26-36) ; Elysées-Lincoln, *8e (359-36-14) ; Broadway, 16e* (527-41-16). — V.f. : Lumière, 9e (770-84-64) ; Olympic, 14e (542-67-42).

I LOVE YOU JE T'AIME, film américain de George Roy Hill (v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

PROPHECY, LE MONSTRE, film américain de Jog Frankenheimer (*) (v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Gobelins, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17).

BETE, MAIS DISCIPLINE, film français de Claude Zidi : Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Nation, 12e (343-04-67) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; *Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).*

MICKEY JUBILEE, film-rétrospective des ateliers W. Disney : Richelieu, 2e (233-56-70) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; *Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23)* ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

LE ROMAN D'ELVIS, film américain de John Carpenter *(v.o.) : Boul'Mich, 5e (033-48-29)* ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LE DECAMERON (It., v.o.) : Champollion, 5e (354-51-60).
DELIVRANCE (A., v.o.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40), Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f. : Madeleine, 8e, *(073-56-03)*, Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA DENTELLIERE (Fr.), Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
LA DERNIERE FOLIE DE MEL BROOKS (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80).
2001, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
L'EXORCISTE (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
FRANÇAIS, SI VOUS SAVIEZ (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
LA GRANDE BOUFFE (Fr.-It.) (**) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
LE GRAND MEAULNES (Fr.), Denfert, 14e (033-00-11).
LE GRAND SOMMEIL (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78), jours imp.
LA GUERRE DES ETOILES (A., v.f.) : Maillot-Palace, 17e (574-10-40) *(sauf mardi).*
HIROSHIMA, MON AMOUR (Fr.), Kinopanorama, 15e (306-50-50).
LES HOMMES DU PRESIDENT (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES HOMMES PREFERENT LES BLONDES (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07), jours imp.
LES YEUX DE LAURA MARS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. *Opéra, 2e (261-50-32).*

Les séances spéciales

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
LA CLEPSYDRE (Pol.) (v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 20 h. 30.
L'EMPIRE DES SENS (Jap.) (v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
LA FILLE DE PRAGUE AVEC UN SAC TRES LOURD (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 18 h. 45.
FRITZ THE CAT (A.) (v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
HAROLD ET MAUDE (A.) (v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
IF (Ang.) (v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
JE DEMANDE LA PAROLE (Sov.) (v.o.) : *Le Seine, 5e (325-95-99)*, 18 h.
LES LARMES AMERES DE PETRA VON KANT (All.) (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
LA MONTAGNE SACREE (Mex.) (v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-09), 22 h. 30.
MURIEL (Fr.) : Action République, 11e (805-51-33), 18 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (A.) (v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
UTOPIA (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 20 h. 45.
WOMEN (A.) (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

RADIO-TÉLÉVISION

LE DÉBAT SUR LE MONOPOLE

La guerre des paradoxes

par FRANÇOIS CHASSAING (*)

« Le Monde » a ouvert, dans son numéro daté 21 août, un débat sur le monopole de la radio-télévision, auquel participent des responsables politiques qui on étudié le dossier ou qui ont une expérience concrète de cette forme d'expression.

François Mitterrand inculpé pour violation du monopole de la radio ; le gouvernement se disant prêt à voir s'instaurer au Parlement un débat sur la liberté de la radio : décidément, les paradoxes atteignent leur comble ces jours-ci ; et tout cela ferait sans doute rire une fois de plus ceux qui de tous bords se méfient systématiquement de la classe politique, sourire si du moins il *ne s'agissait pas, au fond*, et au-delà des jeux savants du cirque démago-publicitaire, du problème grave de notre liberté d'expression.

Or, de cette question grave et précise à la fois, il semble bien qu'aucun des deux grands antagonistes d'aujourd'hui ne veuille en parler vraiment. Car, si de son côté — soyons francs — le président de la République et le gouvernement ont une tendance très nette à resserrer *leurs liens* étroits et priviligiés avec les grands moyens d'information audiovisuels (mon appartenance au parti républicain m'impose cette formule pudique), le P.S., pour *sa part, ne désire rien d'autre que* décentraliser le pouvoir souverain de l'Etat en le redistribuant à un niveau intermédiaire : régions, conseils généraux, communes, syndicats. En foi de quoi, le *véritable combat auquel se livrent* le gouvernement et le parti socialiste sur cette question tourne, en fait, autour du dilemne monarchie-féodalité, le gouvernement restant partisan d'une monarchie dite éclairée, et le P.S. désirant que ce pouvoir central se subdivise en une série de pouvoirs régionaux ou locaux.

Mais en fait, monarchie ou féodalité, qu'est-ce que cela changerait à notre liberté à nous, les simples citoyens, nous qui ne sommes ni le pouvoir central ni le pouvoir local ?

Rien, sans doute ! Ou du moins pas grand chose. Car, que ce soit le gouvernement central ou le *conseil municipal de ma ville qui* m'impose sa vérité officielle, si je n'ai pas de choix, s'il ne s'offre pas à moi une palette de solutions parmi laquelle je choisirai librement ce qui m'intéresse, que m'importe, en fait, que ce soit de l'Elysée ou de ma mairie que sorte la vérité officielle.

Alors, finalement, monarchie ou féodalité de l'information, je m'en moque ! Ce que je veux, en effet, c'est la démocratie. C'est-à-dire le droit de choisir librement, parmi des programmes et informations que chacun aura le droit de présenter librement.

Et le moindre des paradoxes d'ailleurs — mais de celui-là, *bien peu en parlent* — n'est sans doute pas que, cent ans après la promulgation de la loi de 1881 qui a proclamé la liberté de la presse, on en soit encore à se battre avec acharnement pour démontrer contre vents et marées (et peut-être aussi force mauvaise foi) que la liberté de la radio est absolument conforme *à tous les principes de la tradition républicaine*, et que le monopole au contraire porte atteinte à notre liberté d'expression. Car la radio est à n'en pas douter avec la télévision le moyen le plus moderne et le plus efficace pour informer et communiquer les idées ; un moyen d'expression *par conséquent, au service de* notre liberté d'information. Mais alors, si l'on reconnait que la radio est à la fois un outil d'information et un moyen d'expression, comparons-là un instant aux autres moyens de communication couramment répandus aujourd'hui, c'est-à-dire la presse écrite, le cinéma et le livre.

Or, que voyons-nous à cet égard ?

— Le cinéma est libre ;
— La presse écrite est libre ;
— Le livre est libre.

Et nous ne tolérerions pas le contraire

Car, qui lirait le seul journal officiel imprimé par l'Etat ? (ou même chaque commune, ou chaque département ?) ; qui regarderait les seuls films du ministère de l'information ? Qui lirait les seuls livres du ministère de la culture ?

Personne sans doute ! Et nous ne tolérerions pas qu'il en fût ainsi.

Mais *alors*, comment pouvons-nous, parallèlement, accepter que la radio *ne soit pas libre* ?

Car où est la différence ?

Oh, en fait, la différence elle existe. Et elle est très simple : c'est l'argent. Car il faut 5 millions de francs pour faire un film *et 50 millions pour lancer* un quotidien. Mais il suffit de 50 000 francs pour faire une radio libre.

Alors, cette liberté qui n'est plus censitaire, soyons honnêtes, messieurs mes amis politiques : elle fait peur. Car avec elle, tout le monde pourra parler et être entendu. Ce qui va évidemment déranger les situations acquises, compromettre certains équilibres, gêner certains arrangements, menacer certains intérêts. Libérer la radio, ce serait en quelque sorte lancer quelques brochets au milieu des carpes (merci, monsieur Barre) ; et de cela les carpes et leurs amis n'en veulent pas, qui se délectent à manger de la vase *en toute quiétude*. Non plus d'ailleurs que les barbillons qui rôdent à l'entour dans l'espoir que le gâteau soit enfin partagé en un plus grand nombre de parts, de façon à les rassasier eux aussi.

Alors, monarchie ou féodalité de l'information ? Non, ce n'est vraiment pas cela le vrai problème à débattre aujourd'hui, car aucune de ces deux formules n'est une solution acceptable puisque *c'est de démocratie* que nous avons besoin.

Je sais certes que dans cette démocratie mes amis du pouvoir y perdront de leur puissance. Mais tant pis : la liberté est un jeu qui a ses risques. Et ces risques-là sont toute sa grandeur. Et sa définition même.

Alors que l'Etat non point partage mais distribue ce monopole qu'il garde jalousement pour lui. Que l'Etat donne à tous le droit de dire, *comme il a donné il y a* cent ans le droit d'écrire. Que l'Etat s'amenuise au profit de ses citoyens. Bref, que l'Etat prenne une place aussi petite (mais aussi forte et inviolable) que possible. *Il sera alors devenu un vrai, un* grand, un noble Etat libéral.

L'idéal serait même qu'un jour son chef puisse dire de lui ce que le président de la République fédérale allemande, M. Heinrich Luebeke, disait d'une façon étrangement admirable :

« Je n'aime pas l'Etat ;
Je le supporte.
Je n'aime que ma femme. »

Une belle leçon de vraie démocratie et de liberté, n'est-ce pas ?

(*) Avocat à la cour, membre du parti républicain, fondateur de Radio-Fil-Bleu.

UNE RÉUNION INTERNATIONALE DES RADIOS LIBRES A LONGWY

A l'initiative de l'Association pour la libération des ondes et de *Radio-S.O.S.-Emploi (créée à* Longwy par la C.F.D.T.), une réunion internationale des radios libres aura lieu à Longwy les 29 et 30 septembre. Outre les radios françaises, la Belgique, la Suisse, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne et l'Irlande seront représentées. L'assemblée générale sera précédée de débats en commissions consacrés aux thèmes suivants : programmes, radio libre et pouvoirs, radio libre européenne, questions techniques, questions juridiques. Les participants sont invités à écrire à Radio-S.O.S.-Emploi, 9, rue du Colonel-Merlin, 54400 Longwy bas (tél. 23-40-50), ou à ALO, 36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris.

PRESSE

LE COMITÉ D'ENTREPRISE DE « L'AURORE » SE PRONONCE CONTRE LE RENVOI DE M. PRUNIER

Le comité d'entreprise de *l'Aurore*, réuni mercredi 22 août pour se prononcer notamment sur le licenciement de M. Claude Prunier, représentant le S.N.J., s'est prononcé — par 4 voix contre 3 et une abstention — contre son renvoi *(le Monde* du 23 août).

M. Pierre Janrot, P.-D. G. de *l'Aurore*, a annoncé cependant son intention de poursuivre la procédure de licenciement en saisissant l'inspection du travail.

L'Union nationale des syndicats de journalistes, qui avait organisé devant le siège de *l'Aurore*, mercredi après-midi, une manifestation de soutien à Claude Prunier, à laquelle participaient plus d'une centaine de représentants des rédactions parisiennes, *« enregistre avec satisfaction »* ce vote du comité d'entreprise. *« Ce vote*, déclare le communiqué, *constitue un échec pour Robert Hersant, représenté à* l'Aurore *par M. Janrot, dans sa tentative de museler un comité d'entreprise et de porter atteinte aux droits à l'information du personnel. »*

L'U.N.S.J. se félicite, d'autre part, de la collecte d'*« un demi-millier de signatures exigeant l'abandon du licenciement »*, ainsi que des arrêts de travail observés par solidarité avec Claude Prunier, en particulier de celui (quarante-cinq minutes) des travailleurs du Livre de *l'Aurore* et de *Paris-Turf*.

Enfin, l'U.N.S.J. appelle *« la profession à demeurer mobilisée pour la défense des droits syndicaux et de la liberté d'information »* et précise qu'elle rencontrera, le 28 août, les syndicats des travailleurs de la presse C.G.T., C.F.D.T. et F.O. avant de tenir le 29 août une conférence de presse sur la poursuite de l'action.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Vive Roosevelt !

C'est quand même incroyable : Roosevelt, un objet de culte pour nos parents, pour les jeunes que nous étions, élu quatre fois de suite à la Maison Blanche — il y est resté cloué à un fauteuil roulant de 1933 à 1945 — Roosevelt, le père du New Deal, l'artisan de la victoire contre l'Axe, Franklin Delano Roosevelt, ce très grand homme d'Etat, passant en jugement mercredi soir sur TF 1 et déclaré coupable ! De quoi ? De tout et de rien.

Le seul crime dont un jury composé de journalistes anglo-saxons et français l'ait disculpé c'est d'avoir sciemment provoqué la sanglante destruction de sa propre flotte à Pearl-Harbor pour entraîner son pays récalcitrant dans un conflit destiné à servir ses seuls intérêts politiques. Pour un peu, le procureur, pas gêné, aurait accusé, lui, le président des Etats-Unis, ce belliciste, ce marchand de canons, d'avoir été un agent japonais ! Comme si l'Amérique avait eu besoin d'envoyer ses fils au casse-pipe dans la seule intention de faire tourner des usines d'armement qui carburaient déjà à plein régime depuis le vote de la loi prêt-bail en mars 1941 !

Autre chef d'accusation, retenu celui-là par quatre voix et une abstention : l'exigence d'une capitulation sans condition en janvier 1943 à Casablanca aurait retardé la fin des hostilités. Du coup, les Allemands et les Japonais, ces kamikazes, se seraient braqués, et le tardif complot des généraux qui devait échouer, pétard mouillé, deux ans après, y aurait perdu de son allant, de son mordant !

Nous, devant nos petits écrans où s'étalaient précisément inscrites la veille les scènes inoubliables de la libération de Paris par les chars alliés pris sous le feu crépitant de ces combattants de la dernière heure, de ces desperados en vert de gris, on n'y comprenait plus rien. Enfin, si Notre-Dame n'a pas brûlé, si les nazis n'ont pas hissé la croix gammée sur la tour de Londres, c'est quand même grâce à lui, à Roosevelt ! Sans lui, l'Europe était livrée à Hitler ou, dans le meilleur des cas, à Staline !

Je veux bien qu'on s'amuse à déboulonner les idoles, qu'on accuse Jeanne d'Arc d'avoir été de mèche avec l'abbé Cauchon ou Colbert d'avoir volé dans les caisses de l'Etat, mais à quoi sert d'agiter des mythes complètement éculés — ça a déjà été le cas, un vrai scandale, le mois dernier, avec Blum et sa fameuse vaisselle d'or, — des mythes démolis par les ouvrages les plus récents. Ainsi le partage du monde à Yalta, dont Roosevelt, seul responsable apparemment, se serait rendu coupable. Alors que les jurés reconnaissaient la réalité autrement plus grave des sordides maquignonnages entre Churchill et Staline à Moscou. En fait, ce que Roosevelt était venu chercher en Crimée, c'est d'abord le concours des Russes contre les Japonais, et c'est, ensuite, en grand démocrate qu'il était, en mondialiste convaincu, l'établissement d'une nouvelle Société des Nations capable d'éviter justement la mise en coupe réglée de la planète livrée à l'impérialisme britannique et au communisme soviétique.

Autre légende, celle d'un président malade, mourant, gâteux, incapable de refuser quoi que ce soit à l'homme du Kremlin. Usé par les responsabilités du pouvoir, fatigué, épuisé, certes. Il devait succomber, je me rappelle notre émotion, à une crise cardiaque quelques semaines plus tard. Mais inconscient, sûrement pas. Pourquoi entretenir ces fables ?

CLAUDE SARRAUTE.

JEUDI 23 AOUT

CHAINE I : TF 1

18 h., La croisière de l'Eyrix : l'atoll oublié ; 19 h., Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 15, Jeunes pratique ; 19 h. 45, Caméra au poing ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Série : Miss, de J. Oriano, réalisat. R. Pigault (Miss et la montre de Mozart). Avec D. Darrieux, J. Morel, R. Darmel.

21 h. 25, Hommage à P. Cousteau : l'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau (Le Nil).

L'équipe du commandant Cousteau a quitté les fonds sous-marins et montre, vus d'avion, les dangers qui menacent le fleuve, depuis les hauts-plateaux d'Afrique centrale jusqu'à la Méditerranée.

22 h. 15, Caméra Je : Omoon ou la cité du nom de Dieu, de L. Lateef Keele (1969-1978), avec T. Taneda, R. Grinage, A. Cheung, J. Shaw-Carey.

Dans un « couvent » de Macao, dirigé par une vieille abbesse, un jeune homme et une jeune fille sont amenés à conjurer la malédiction pesant sur leurs ancêtres depuis le douzième siècle.

Des légendes asiatiques imbriquées, mêlées, dans un curieux essai tourné par un cinéaste vagabond qui est aussi peintre, graphiste, musicien. On n'y comprend pas grand-chose, mais certaines images fascinent.

23 h. 55, Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 30, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Les trois caméras de l'été ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Dramatique : Faute professionnelle, de T. Stoppard, réal. M. Lindsay-Hogg.

Un professeur d'université (Peter Bar Kworth, sensationnel) accepte de se rendre à un séminaire, à Prague, dans l'espoir d'échapper aux séances et d'assister au match Tchécoslovaquie-Angleterre. Il va se trouver embarqué dans le milieu des dissidents. Un film admirable de la télévision britannique B.B.C.

21 h. 55, Musique : Requiem, de Mozart, à Orange, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. P. Maag et les chœurs Philharmonia de Londres. Sol. : T. Zylis-Gara, soprano, M. Zakai, mezzo, H. Laubenthal, ténor, M. Schenk, basse. (En liaison avec France-Musique.)

23 h., Fenêtre sur... les enfants (Neuf mois pour la vie).

23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

19 h. 10, Journal ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 40, Pour les jeunes ; 20 h., Feuilleton : Les chevaliers du ciel.

20 h. 30, FILM : LA FILLE ET LE GENERAL, de P. Festa Campanile (1966), avec R. Steiger, V. Lisi, U. Orsini, T. Cash, J. Merlin, M. Mariani. (Rediffusion.)

En 1917, après la défaite de Caporetto, un soldat italien perdu et une paysanne tentent de ramener dans les lignes italiennes, pour toucher une récompense, un général autrichien qu'ils ont capturé.

Récit picaresque sur les malheurs de la guerre. Une certaine tension dramatique. A voir, surtout, pour Rod Steiger.

22 h. 10, Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Mot à mot : Mort ; 19 h. 30, Les chemins de la connaissance : le surréalisme et le rêve (rediff.) ;

20 h., La Comédie-Française présente : « les Trois Sœurs », de Tchekhov ; 22 h. 30, Histoire des trois premiers siècles de l'Eglise, en compagnie d'Eusèbe de Césarée ; 22 h. 50, Opéra, opérettes : quand les chanteurs d'opéra rendent hommage à l'opérette.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz ;

20 h., Informations festivals ; 20 h. 30, Festival d'Aix-en-Provence : « Jam sole clavior », « Salve regina » (Scarlatti) ; « Gloria » (Vivaldi), par le Nouvel Orchestre philharmonique et la Chorale E. Brasseur ; 21 h. 55, En liaison avec A 2... Chorégies d'Orange : « Requiem », de Mozart, par les Chœurs Philharmonia de Londres et le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. P. Maag. Avec T. Zylis-Gara, soprano, M. Zakai, H. Laubenthal, M. Schenk ; 23 h. 10, Ouvert la nuit : tout à l'Est ; 0 h. 5, Germaine Tailleferre ; 1 h., La Méditerranée.

VENDREDI 24 AOUT

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Feuilleton : Doris Comédie ; 13 h., Journal ; 13 h. 30, Série : Les mystères de l'Ouest ; 14 h. 25, Vic le Viking ; 14 h. 50, Acilion et sa bande.

18 h. La croisière de l'Eyrix : le dernier quart ; 19 h., Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 15, Jeunes pratique ; 19 h. 35, Caméra au poing ;

20 h. 35, Au théâtre ce soir : le Dindon, de G. Feydeau. Avec M. Duchaussoy, B. Dheran, M. Colombi.

Chassés-croisés extra-conjugaux avec pour l'éternelle farce, l'éternel dindon.

22 h. 50, Documentaire : La destruction de Pompéi par le Vésuve.

23 h. 15, Journal.

CHAINE II : A 2

12 h. 30, Quoi de neuf ? ; 12 h. 45, Journal ; 13 h. 25, Dessin animé ; 13 h. 35, Feuilleton : Les arpents verts ; 14 h., Aujourd'hui madame (Le mensuel) ; 15 h., Série : Sur la piste des Cheyennes ; 16 h., Sports : Sports basques ; 18 h., Récré A 2.

18 h. 30, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Les trois caméras de l'été ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Feuilleton : Il y a plusieurs locataires à l'adresse indiquée, de N. Cortal, réal. F. Chatel (3e épisode).

21 h. 30, Magazine littéraire : Ah !, vous écrivez ?

Avec MM. M. Arland (Ce fut ainsi), R. Stéphane (Toutes choses ont leurs raisons).

22 h. 45, Journal.

22 h. 55, Cinéma des grands, FILM : LE DOLLAR TROUE, de K. Jackson Paget (1965) avec M. Wood, E. Stewart, P. Cross, J. Mac Douglas, F. Parrel.

Un ancien soldat sudiste émigrant vers l'Ouest échappe à la mort grâce à une pièce d'un dollar qu'il gardait toujours dans son gilet. Pour venger son frère, il s'attaque à une organisation criminelle.

Une intrigue ennuyeuse et les ingrédients habituels — violence et sadisme — du western italien des années 60.

CHAINE III : FR 3

19 h. 10, Journal ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 40, Pour les jeunes ; 20 h., Documentaire : La vie qui nous entoure (Plus qu'un regard).

20 h. 30, V 3 — Le nouveau vendredi : Qui a tué Georgi Markov ?

Enquête à Londres, à Vienne, en Italie, en Bulgarie, de deux journalistes britanniques, pour essayer de comprendre qui a tué Georgi Markov, le 7 septembre 1978. Georgi Markov, écrivain bulgare, avait dû quitter son pays, en 1969, pour avoir écrit une pièce très critique à l'égard du régime.

21 h. 30, Feuilleton : Jack, d'après le roman d'A. Daudet, réal. S. Hanin (rediffusion).

22 h. 45, Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Mémoires vivantes ; 9 h. 7, Universités de l'universel ; 10 h., De l'autre côté de la frontière : Barcelone ; 11 h. 2, Poésie, théâtre et musique russes : de Pouchkine à Blok (et à 16 h. 40) ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Feuilleton : « les Brontë », histoire d'une famille d'écrivains ; 14 h. 10, Entretiens avec... Henri Sauguet ; 15 h., Egypte : en remontant le cours du Nil (les héritiers des traditions pharaoniques) ; 16 h., Le Pacifique de long en large : littérature et marins du Pacifique ; 17 h. 20, Mission Chine : l'histoire (tradition - révolution) ;

18 h. 30, Mot à mot ; 19 h. 30, Les chemins de la connaissance : le surréalisme et le rêve (rediff.) ;

20 h., Rétrospective sentimentale de l'anticipation française : l'entre-deux-guerres ; 21 h. 30, Médecine et sexologie ; 22 h. 30, Les trois premiers siècles de l'Eglise, en compagnie d'Eusèbe de Césarée ; 22 h. 50, Opéra, opérettes : quand les chanteurs d'opéras rendent hommage à l'opérette.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien vacances ; 9 h. 2, Estivales... la clarinette : Mozart, Weber, Brahms, Stravinski, Bério ; à 10 h. 30, Autour du « Concerto pour piano, opus 4 », de Stavenhagen : Liszt Rubinstein, Ravel, Hummel ; 12 h., Les vacances du musicien : Marin-Marais, Bartok ; 12 h. 35, Jazz : Summer sequence ; 13 h. 5, Devoir de vacances : Mozart ;

14 h., Estivales... les grandes œuvres religieuses : Berlioz ; 16 h. 25, L'Orchestre philharmonique de Lille : Smetana, Dvorak, Franck ;

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz ;

20 h., Informations festivals ; 20 h. 30, Les chants de la terre ; 21 h. 20, Cycle d'échanges franco-allemands : « Sémiramis », ouverture (Rossini) ; « Concerto pour violoncelle no 1 en ut majeur » (Haydn) ; « les Tableaux d'une exposition » (Moussorgski, Ravel) ; par l'Orchestre national de France, dir. Z. Macal. Avec F. Lodéon, violoncelle ; 23 h. 15, Ouvert la nuit : Tout à l'Est ; 0 h. 5, Germaine Tailleferre ; 1 h., La Méditerranée.

CARNET

Naissances

— Jean-Pierre et Michelle LANGUE ont la joie d'annoncer la naissance de

Jean-Marc.

69700 Givors.

— Françoise RÉGNIER et Patrick AEBERHARD ont la joie d'annoncer la naissance de

Aurélien,

Paris, le 19 août 1979.
2, rue de la Bastille, 75004 Paris.

— Armelle et Bruno GROPPO laissent à Pierre la joie d'annoncer la naissance de sa sœur

Marie,

le 23 août, à Rueil-Malmaison.
78, boulevard National,
92000 Nanterre.

— M. Gérard ZAKARIAN et Mme, née Chantal Dupré, ont la joie d'annoncer la naissance, le 11 août 1979, de

Julie-Anne.

32 bis, bd Paul-Vaillant-Couturier,
93100 Montreuil-sous-Bois.

Mariages

— M. et Mme Maurice GADY,
Le docteur et Mme Pierre LAUMONIER,
ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants,

Mauricette et François,

qui sera célébré le 25 août 1979, en l'église de Saint-Jean-Cap-Ferrat (Alpes-Maritimes).
53, rue de Loustalot,
33170 Gradignan.
101, rue Saint-Genès,
33000 Bordeaux.

Décès

— On nous prie de faire part du décès de

M. Roger CAZANEUVE,
chevalier de la Légion d'honneur,
maire de Gambaiseuil,
architecte D.P.L.G.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le lundi 20 août, en la chapelle de Gambaiseuil (Yvelines).
Gambaiseuil,
78490 Montfort-L'Amaury.

— Rodez, Sète, Montpellier.
Mme Lucien Fonquerne,
son épouse,
Mme veuve Grimal,
sa belle-mère,
Claudie et Jacques Blanquet,
Anne et Christian Bruneau,
ses enfants,
Amélie, Antoine, Marion,
ses petits-enfants,
M. et Mme René Fonquerne et leurs enfants,
M. et Mme Claude Seraud et leurs filles,
ses frères et sœurs,
Les familles Vaillard, Autuori, Lisanti, Bousquet, Mali, Trémolet et toute la parenté,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien FONQUERNE,

à l'âge de cinquante-six ans.
Les obsèques ont eu lieu en la cathédrale de Rodez le lundi 20 août 1979.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Koskas Félix,
M. et Mme Koskas Guy,
M. et Mme Koskas Alfred,
M. Koskas Claude,
M. Koskas David,
M. et Mme Benaïnous Richard,
Ses parents, sa famille, ses amis,
ont la douleur d'annoncer le décès de leur très cher et regretté

M. Alain KOSKAS,

survenu à l'âge de vingt-trois ans, suite à un accident de voiture.
Les obsèques auront lieu le vendredi 24 août, au cimetière de Pantin, à 15 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Tour « Beryl », 40, avenue d'Italie,
75013 Paris.

— Tours.
Le président de l'université de Tours,
Le conseil de l'université,
Le directeur et le conseil d'administration de l'Institut universitaire de technologie de Tours,
Les personnels enseignants et non enseignants de l'I.U.T. de Tours,
ont le regret de faire part du décès de leur collègue, le

docteur Jean LUTHIER,
maître de conférences
à l'université de Tours,
ancien directeur
de l'I.U.T. de Tours.

— Périgueux.
M. et Mme René Brunet et Isabelle,
M. et Mme Jean Pasquet,
M. et Mme Jean-Michel Lovato,
Sébastien, Emilie et Eva,
M. et Mme Jean-Claude Lafitte,
Virginie-Maria et Elisa,
M. et Mme Jean-Louis Hurtaud et Julie,
Et toute la famille Parlange,
Parents et amis,
ont la tristesse de faire part du décès survenu le 18 août 1979 de

Me Odile MATHIEU-PARLANGE,
avocat
au barreau de Périgueux.

Les obsèques seront célébrées à Monpazier, dans la plus stricte intimité.

« Le devoir, elle l'a pratiqué hautement sans regarder si le devoir était un sacrifice. »

Cela tiendra lieu de faire-part.

— Fresnes, Carpentras, Le Bouscat, Grenoble.
M. Jacques Moreau et sa fille Claire,
Mme Augusta Allaire,
M. et Mme Henri Barnouin et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Pierre Allaire,
M. et Mme Pierre Moreau et leurs enfants,
Les familles Moreau, Allaire, Barnouin, Bérard, Chiron, Clop, Roux, parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Anne-Marie MOREAU,
née Allaire,
professeur
au lycée Frédéric-Mistral
de Fresnes.

Les obsèques ont eu lieu à Carpentras (Vaucluse), le jeudi 23 août 1979, à 10 h. 30, en la cathédrale Saint-Siffrein.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Une messe sera célébrée en l'église de Fresnes au cours de la deuxième quinzaine de septembre.

— Nous rappelons le décès de

M. Gabriel PERSONNAZ,
directeur général honoraire
de la Banque de France,

survenu à Paris, le 11 août 1979.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 17 août.
Un service aura lieu début octobre, à Paris.

[Né le 23 septembre 1902 à Sèvres (Hauts-de-Seine), Gabriel Personnaz était diplômé d'études supérieures de droit. Entré en 1926 à la Banque de France, il a fait la majeure partie de sa carrière à l'institut d'émission, dont il a dirigé de 1959 à 1967 les services des titres et du marché monétaire, et dont il était directeur général honoraire. De 1963 à 1968, il avait été également vice-président de la Banque française du commerce extérieur (B.F.C.E.). En 1968 il était nommé président-directeur général de la Société pour l'investissement de l'épargne dont il devenait, à partir de 1972, administrateur et président d'honneur. Gabriel Personnaz était également administrateur d'un grand nombre de sociétés.]

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Albert RODITI,

survenu le 10 août 1979, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Cannes, en l'église du Prado, et l'inhumation à Saint-Cézaire-sur-Siagne.
De la part de :
M. et Mme Georges Roditi,
ses enfants,
M. et Mme Bernard Buffet,
M. et Mme Olivier Roditi,
ses petits-enfants,
Et de ses arrière-petits-enfants.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Castro Roger,
et enfants,
M. et Mme Bellity Victor
et enfants,
M. et Mme Castro Elie
et enfants,
M. et Mme Sayag Robert
et enfants,
M. et Mme Houri Albert
et enfants,
Les familles Sitbon-Koskas,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice Moïse SARFATI,
anciennement « Petite Jeannette »
Tunis,

survenu le 22 août 1979.
Les obsèques auront lieu vendredi au cimetière de Meudon-les-Trivaux.
Réunion à l'hôpital Ambroise-Paré, à Boulogne, à 13 heures.
38, avenue du Général-de-Gaulle,
92360 Meudon-la-Forêt.

Remerciements

— Mme Paul Behary-Laul-Sirder,
Mlle Denise Behary-Laul-Sirder,
M. et Mme Louis Jallat,
profondément touchés par les marques de sympathie qui leur ont été adressées lors du décès de

M. Paul
BEHARY-LAUL-SIRDER,

remercient bien sincèrement toutes les personnes qui ont pris part à leur peine.

— Les enfants, petits-enfants et toute la famille,
très touchés des marques d'affection qui leur ont été témoignées à l'occasion de la perte cruelle qu'ils ont éprouvée en la personne de

Me Odile MATHIEU-PARLANGE,
avocat
au barreau de Périgueux,

vous adressent leurs remerciements émus.

SPORTS

ESCRIME

Les Championnats du monde

NOUVELLE VICTOIRE SOVIÉTIQUE AU FLEURET

En battant, à Melbourne, le mercredi 21 août, l'Italie par neuf victoires à six en finale du championnat du monde par équipes, les fleurettistes soviétiques ont apporté à l'U.R.S.S. sa troisième médaille d'or depuis le début des compétitions.

Alors que le dernier titre soviétique datait de 1974, il faut remonter jusqu'en 1956 pour trouver la trace d'une victoire des fleurettistes italiens.

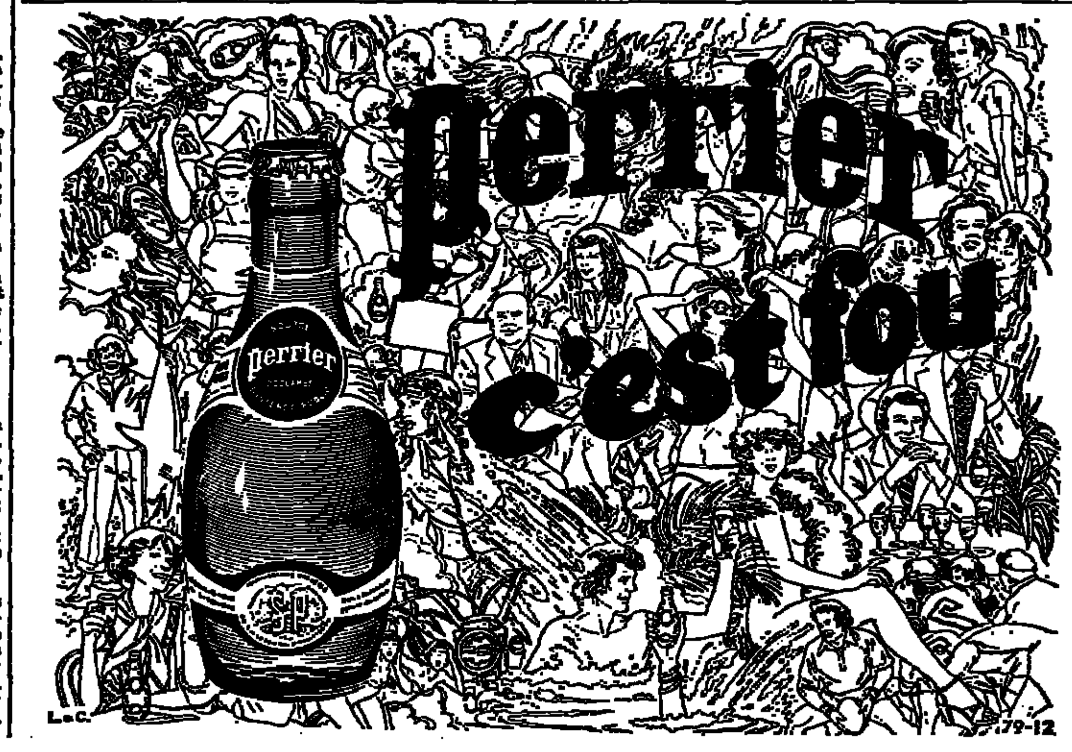
En remportant la médaille d'or aux Jeux olympiques de Montréal, le fantastique Fabio Dal Zotto, alors âgé seulement de dix-neuf ans, mettait enfin un terme à cette longue éclipse. La période des vaches maigres était vraiment révolue car, à Mestre, dans la banlieue de Venise, le maître Di Rosa, professeur de Dal Zotto, façonnait à son idée d'autres fleurettistes au talent précoce. Sont encore issus de cette pépinière : Dorina Vaccaroni qui vient d'étonner le monde de l'escrime en se classant, à quinze ans, sixième de la finale disputée le 20 août, mais aussi Mauro Numa et Andrea Borella, vainqueurs, notamment, des deux derniers championnats du monde juniors.

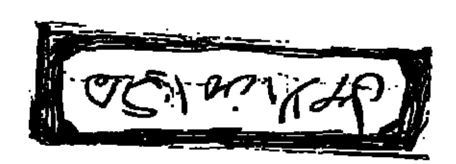
Dès 1977, les « bambini » étaient passés bien près de la consécration en menant par sept victoires à une dans la finale qui les opposait à la République fédérale allemande, championne olympique.

A l'image du champion du monde Alexandre Romankov, pourfendu sans pitié (5 touches à 0) par le fleuret d'Andrea Borella, les Soviétiques, chez qui d'ordinaire le ressort moral n'est pas la qualité dominante, ne savaient plus à quel pope se vouer. En ayant tout simplement recours à leur incomparable technique, ils choisirent la solution la plus sage. Et, comme par enchantement, ils retrouvèrent calme et réussite. Résultat : sept succès consécutifs

Mais la désillusion italienne n'était rien en comparaison de ce qu'a subie la délégation française. Passe pour la défaite très honorable (huit victoires à sept) infligée par l'U.R.S.S., mais que dire de la démission des fleurettistes français dans le match pour la troisième place ? Médaille de bronze en jeu, les Allemands de l'Ouest leur ont infligé le plus net affront qu'ait jamais subi une équipe de France de fleuret en pareille circonstance : neuf victoires à zéro, humiliation difficilement excusable lorsqu'on possède des spécialistes de la valeur de Pascal Jolyot, deuxième à Melbourne, et de Didier Flament, champion du monde 1978. C'est même tout à fait inexcusable quand on se veut les défenseurs d'une certaine idée de l'escrime. En déclarant : « *Cette victoire sur la France nous satisfait encore plus qu'une qualification pour la finale* », M. Emile Beck, l'entraîneur ouest-allemand, aux conceptions techniques si critiquées, n'a pas laissé passer l'occasion d'enfoncer son clou dans la tête de ses collègues français.

JEAN-MARIE SAFRA.





Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

LE BATEAU DE GREENPEACE ARRAISONNÉ EN ISLANDE

Le *Combattant-de-l'Arc-en-Ciel*, armé par les volontaires de la fondation Greenpeace pour s'opposer aux chasseurs de phoques islandais, a été arraisonné le 19 août par les garde-côtes d'Islande. Refusant de se rendre par ses propres moyens à Reykjavik, le bateau des écologistes a été pris en remorque par les garde-côtes et ramené au port.

Greenpeace estime que les autorités n'ont aucun motif légal pour pour justifier l'arraisonnement et indique qu'outre le Foreign Office (le *Combattant-de-l'Arc-en-Ciel* bat pavillon britannique) elle a saisi l'ONU et le Conseil de l'Europe.

● *Cargo français pollueur.* — Un navire porte-conteneur français de la Compagnie maritime des chargeurs réunis — le *Sea-Train*, Le Havre — a été surpris, mardi 21 août dans l'après-midi, par un avion de l'aéronavale en train de vidanger en mer les cales de ses compartiments des machines, provoquant une pollution sur 4 kilomètres de long. L'opération s'est passée à 10 milles nautiques au nord de l'île Vierge, dans le Finistère-Nord.

● *Feu vert pour les installations nucléaires françaises.* — Le Conseil d'Etat vient de rejeter quatre requêtes déposées par différentes associations contre l'usine d'enrichissement d'uranium d'Eurodif (Drôme), la centrale de Braud-et-Saint-Louis (Gironde) et le réacteur surrégénérateur de Creys-Malville (Isère). Dans les trois cas, les conseillers confirment que ces installations sont bien d'utilité publique.

LA MARÉE NOIRE MEXICAINE DURE DEPUIS DEUX MOIS ET DEMI

Le Texas craint pour ses pélicans, ses crevettes... et ses touristes

Corpus-Christi. — La marée noire échappée du puits Ixtoc One a bien touché les côtes du Texas. Pendant le week-end du 18 et 19 août, le sable était couvert de mazout sur 80 kilomètres de long, 2 mètres de large et 2 centimètres d'épaisseur.

Les nettoyeurs de plage entrèrent en action avec leurs machines. Pourtant, le lundi, la marée, après avoir frappé fort, offrait une trêve aux défenseurs. Certains courants s'inversaient, les vents changeaient une nouvelle fois de direction, et la mer remportait une partie du pétrole déposé. La nappe, large d'environ 40 kilomètres carrés, reculait de 15 kilomètres et s'immobilisait au large de Corpus-Christi. Le capitaine commandant le Regional Response Effort (la mission régionale de défense), respirait et annonçait un répit de deux ou trois jours.

Pour les « initiés » qui, depuis trois semaines, annoncent, guettent, analysent, commentent la progression de la marée mexicaine, cette alternance d'assauts et de trêves constitue maintenant un scénario familier. Et il sera sans doute le lot des riverains du golfe du Mexique — hommes, faune et flore — pendant de longs mois. En effet, le puits ne sera pas colmaté avant la mi-septembre. Il faudra alors, disent les experts, au moins deux mois pour que les dernières traînées de pétrole traversent le golfe, et elles arriveraient au Texas pour Noël. D'autres mois passeront avant que les hydrocarbures aient fini de souiller la région. C'est en années que les Texans comptent ici le temps que mettront le golfe et ses côtes à redevenir « comme avant ».

D'Europe, on n'associe guère le Texas aux plages infinies, aux dunes de sable très fin et très blanc, aux eaux idéalement tièdes. On l'associe plus communément aux ranches de bovins, aux colosses bottés et mal dégrossis à la voix nasillarde et traînante. Pourtant, sur plus de 700 kilomètres, de Brownsville à la frontière de la Louisiane, l'Etat du « Lone Star » (ainsi surnommé parce que ses armoiries ne portent qu'une seule étoile) vit de la mer, de ses plaisirs et de ses ressources dont le golfe est prodigue.

Dans sa partie méridionale, cette côte offre une succession de baies *et de lagons protégés par un chapelet d'îles* qui jouent le rôle d'écran naturel. L'île Padre Island, par exemple, qui s'étire sur 170 kilomètres de Port-Isabelle jusqu'à la latitude de Corpus-Christi, abrite la Laguna Madre, une des zones du monde les plus fécondes en espèces aquatiques de toutes sortes. C'est une sorte d'aquarium où crabes, crevettes et poissons de toutes sortes se reproduisent à qui mieux mieux. La Laguna Madre est elle-même bordée vers l'intérieur d'étangs, de marais

De notre envoyée spéciale

salants et de prairies côtières. Avec son climat semi-tropical et ce garde-manger toujours garni, la région est le paradis des oiseaux.

La réserve d'Atascosa, qui couvre 30 000 hectares, abrite plus de trois cent treize espèces d'animaux ; des oiseaux pour la plupart, mais aussi des daims, des alligators et des serpents à sonnette. Certaines de ces espèces sont rares ou en voie de disparition, comme l'ibis, le faucon pèlerin, le canard moucheté et le geai bleu. D'autres grands refuges reçoivent les migrateurs venus du Nord. Parmi eux, la réserve d'Aransas qui s'étale au nord de Corpus-Christi *sur une péninsule de 40 000 hectares.*

Sept cents champs de pétrole et de gaz

Dimanche 19 août, la nappe dérivante menaçait immédiatement cette réserve. Heureusement, les grues huppées qui hivernent sur ce territoire et dont il ne reste que très peu de spécimens dans le monde, n'étaient pas encore arrivées. Des canards mouchetés, également très rares, habitent ces prairies côtières et s'y reproduisent. Au nord de la Laguna Madre, vit une autre espèce en voie de disparition : le pélican brun. Ils étaient vingt en 1969. Grâce aux efforts des Texans, ils sont *aujourd'hui trois cents.*

Cet environnement exceptionnel, les Texans en savent le prix et la fragilité. En 1913 le premier puits de gaz était découvert dans les alentours de Corpus-Christi, puis vint *le tour des gisements de pétrole. On* compte aujourd'hui sept cents champs de pétrole et de gaz dans la région. Le raffinage du pétrole et les industries des dérivés rapportent à Corpus-Christi plus de 280 millions de dollars par an (1,2 milliard de francs). En 1926 on créait un port, et Corpus-Christi est à présent le septième port du pays (61 millions de tonnes de trafic) et le plus profond des Etats-Unis. Pour creuser les darses d'une profondeur moyenne de 15 mètres, les Texans ont dû bouleverser l'écologie de la région. Mais en rejetant les matériaux dans les eaux intérieures, ils ont créé de nouveaux habitats extrêmement précieux. Dans *les lagunes et sur leurs rives* ils ont réimplanté les espèces aquatiques qu'ils avaient dérangées. Ils ont introduit de nouveaux végétaux à l'occasion des plantations.

Pionniers

Les Texans ont été aussi des pionniers en matière de protection de l'environnement contre les hydrocarbures. Une association de surveillance des nappes de pétrole a été créée en 1970. Elle a pour fonc*tion exclusive de protéger* les baies et les lagons de la région. L'association recrute à l'université de Corpus-Christi qui abrite sous son toit un département des nappes pétrolières financé par le ministère de l'énergie.

Le tourisme constitue la seconde mamelle de la région. Les estivants viennent principalement du Canada et du Mexique. Ici la température moyenne atteint 24 degrés et le *soleil brille cent quarante et un* jours par an. Echelonnant leurs séjours sur huit mois de l'année, les visiteurs rapportent aux caisses locales 122 millions de dollars par an (524 millions de francs). Depuis que la presse a annoncé l'arrivée de la nappe dans les eaux américaines, certains hôtels ont enregistré une baisse de 10 %.

Quant aux crevettes, troisième pilier économique de la côte, elles *rapportent à la région plus de* 130 millions de dollars (560 millions de francs). Les pêcheurs texans du golfe — rides incrustées, visages rougis et chapeau de paille — les attrapent au chalut. Pour l'instant ils n'ont guère été gênés. Cependant des fonctionnaires les attendent au port et vérifient que les crevettes rapportées ne sont pas contaminées. Jusqu'ici les tests ont prouvé qu'elles ne l'étaient pas.

SYLVIE CROSSMAN.

TRANSPORTS

Bremerhaven a réservé un accueil triomphal au « Norway »

De notre correspondant

Bonn. — Les habitants de Bremerhaven ont fait un accueil « triomphal » mercredi après-midi 22 août au « *France* », qu'ils n'avaient pas vu depuis près de dix ans. A l'époque de sa splendeur, le paquebot, récemment rebaptisé *Norway*, avait plusieurs fois fait escale dans cette ville située à l'embouchure de la Weser, à 60 kilomètres au nord de Brême, dont elle est l'avant-port. Il accostait alors à quelques centaines de mètres de l'endroit où il va maintenant séjourner huit mois pour y être entièrement rénové.

A partir de midi, mercredi, plusieurs milliers de curieux se pressent autour de l'écluse du « Port de l'Empereur » au nord de Bremerhaven pour le voir arriver, sans compter tous ceux qui ont préféré prendre place en voiture, à bicyclette ou à pied, sur les digues orientales du fleuve. Survolé par une escouade d'avions et d'hélicoptères, l'immense paquebot progresse à vitesse réduite vers son but, qu'il ne doit atteindre qu'à marée haute vers 13 h. 30, comme pour pouvoir mieux se faire admirer.

Beaucoup de touristes français, pour la plupart sur la route du retour des vacances, ont fait le détour pour contempler une dernière fois « leur » paquebot. Au moment où le *Norway* s'immobilise à l'intérieur de l'écluse, une femme crie : « *Adieu France* ». Plus loin, un homme qui se présente comme un ancien « steward » du transatlantique brandit fièrement un drapeau tricolore. « *Je ne suis pas nationaliste. Je serais même plutôt libertaire*, confie-t-il, *mais ce spectacle me fait mal au cœur.* »

Le *Norway* peut maintenant s'amarrer devant la cale sèche qui l'accueillera prochainement et dans laquelle des dizaines d'ouvriers s'affairent encore à la réparation d'un cargo. Pour pouvoir l'approcher, il faut désormais un laissez-passer accordé par la direction des chantiers maritimes Hapag-Lloyd. Seules ses deux cheminées rouge et noir dominent encore la forêt de grues immobiles, d'ateliers de peinture et de bateaux de tous genres.

Le soir, dans un bar d'un grand port de pêche européen qui se trouve à l'autre extrémité de cette cité moderne de 150 000 habitants, tout entière tournée vers la mer, deux marins dunkerquois en bordée assistent à la retransmission de l'arrivée du navire à la télévision. Le plus jeune, quelque peu éméché, se met soudain à chanter à tue-tête : « *Ne m'appelez plus jamais* France. *La France elle m'a laissé tomber. Ne m'appelez plus jamais* France, *c'est ma dernière volonté* ».

Plus sobre, son compagnon commente : « *Bah ! crois-tu vraiment qu'on aurait fait autant d'histoire si tout simplement il n'avait pas changé de nom. Il est toujours mieux ici qu'à pourrir dans les fumées chimiques de l'arrière-port du Havre.* »

(Intérim.)

« PAS QUESTION DE PRENDRE CONTACT AVEC LA C.G.T. » déclare le syndicat allemand des métallurgistes

Bremerhaven *(A.F.P.)*. — « *La C.G.T. est venue à Bremerhaven pour détruire l'idée selon laquelle il existe des conflits d'intérêts entre les travailleurs français et allemands et selon laquelle nous aurions agi par nationalisme étroit dans l'affaire du* France », a déclaré, le 22 août, à Bremerhaven, le secrétaire de la confédération syndicale française, chargé des problèmes européens, M. Johannes Galland, au cours d'une conférence de presse, à l'occasion de l'arrivée du paquebot norvégien dans les chantiers de Hapag Lloyd, où il doit être transformé.

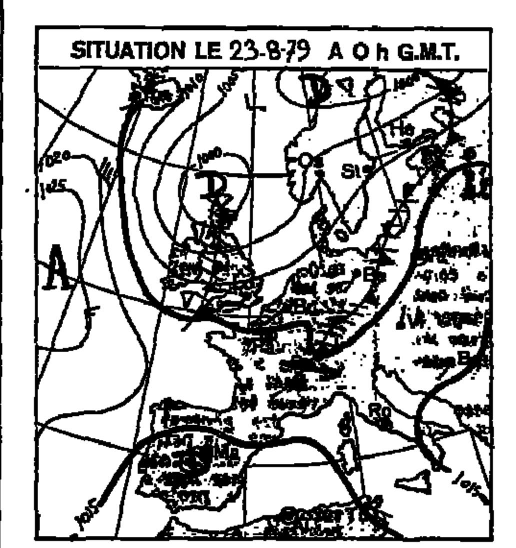
Le représentant de la C.G.T. et les membres de la délégation qui l'accompagnaient ont insisté par ailleurs sur le fait qu'ils considéraient la commande d'un nouveau car-ferry aux Ateliers de chantiers du Havre (ACH) comme un « *résultat de la lutte* ».

M. Galland a souhaité que la confédération syndicale ouest-allemande (D.G.B.) « *accepte d'ouvrir le dialogue avec la C.G.T., notamment en ce qui concerne l'adhésion demandée par cette dernière à la Confédération européenne des syndicats* ».

Mais la fédération IG-Metall, de la métallurgie ouest-allemande, a rejeté pour sa part toute prise de contact avec la C.G.T. française. On se souvient que M. Georges Séguy avait envoyé un message à la D.G.B. (dont IG-Metall est l'une des principales fédérations), pour demander l'appui des travailleurs allemands dans l'affaire du *Norway*, ex-*France*.

Le vice-président de IG-Metall, M. Hans Mayr, a déclaré, à Francfort, que sa fédération ne voyait aucune raison de prendre contact avec « *le syndicat communiste français* » à propos du *Norway* ni à l'échelon local ni au niveau central.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 24 AOUT A 6 HEURES (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 23 août à 0 heure et le vendredi 24 août à 24 heures :

La France sera en majeure partie sous l'influence d'un courant d'origine océanique relativement frais et passagèrement perturbé.

Vendredi 24 août, sur la moitié nord de notre pays, le temps sera souvent nuageux. On observera quelques formations brumeuses en début de matinée (bancs de brouillard dans l'intérieur). Des averses se produiront dans le courant de la journée ; elles affecteront surtout les régions proches de la Manche et de la mer du Nord.

Sur le Sud-Ouest, le temps sera brumeux et nuageux le matin, d'assez belles éclaircies se développeront l'après-midi, mais des orages isolés pourront encore éclater sur les Pyrénées.

Sur le Sud-Est, le temps sera assez ensoleillé après dissipation rapide de formations brumeuses du début de la matinée (côtes et vallées). Quelques orages se développeront l'après-midi, notamment sur les Alpes.

Les vents seront généralement irréguliers, souvent faibles ou modérés dans l'intérieur ; de fortes rafales pourront cependant précéder les orages. Ils seront souvent modérés ou parfois assez forts sur les côtes, de secteur ouest dominant près de l'Atlantique et de la Manche, de secteur nord près de la Méditerranée.

Sur l'ensemble de la France, les températures resteront inférieures aux normales saisonnières.

Jeudi 23 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 013,3 millibars, soit 760 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 août ; le second, le minimum de la nuit du 22 au 23) : Ajaccio, 25 et 14 degrés ; Biarritz, 21 et 15 ; Bordeaux, 21 et 14 ; Brest, 17 et 10 ; Caen, 17 et 8 ; Cherbourg, 17 et 9 ; Clermont-Ferrand, 21 et 13 ; Dijon, 20 et 15 ; Grenoble, 27 et 12 ; Lille, 19 et 8 ; Lyon, 25 et 12 ; Marseille, 29 et 16 ; Nancy, 19 et 11 ; Nantes, 20 et 6 ; Nice, 25 et 17 ; Paris-Le Bourget, 20 et 12 ; Pau, 23 et 13 ; Perpignan, 28 et 16 ; Rennes, 20 et 8 ; Strasbourg, 20 et 14 ; Tours, 21 et 9 ; Toulouse, 25 et 13 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 20 degrés ; Amsterdam, 18 et 11 ; Athènes, 31 et 24 ; Barcelone, 27 et 17 ; Berlin, 21 et 14 ; Bonn, 18 et 9 ; Brindisi, 26 et 19 ; Bruxelles, 18 et 8 ; Iles Canaries, 25 et 20 ; Copenhague, 20 et 8 ; Djerba, 29 et 20 ; Genève, 25 et 14 ; Istanbul, 31 et 21 ; Jérusalem, 34 et 19 ; Lisbonne, 30 et 15 ; Londres, 20 et 9 ; Madrid, 33 et 17 ; Milan, 27 et 17 ; Moscou, 23 et 12 ; Nairobi, 27 et 13 ; Naples, 27 et 17 ; New-York, 28 et 20 ; Palerme, 25 et 22 ; Palma-de-Majorque, 29 et 15 ; Rome, 29 et 17 ; Rhodes, 29 et 24 ; Stockholm, 20 et 9 ; Tirana, 24 et 17 ; Tunis, 30 et 19 ; Valence, 28 et 19 ; Zagreb, 26 et 11.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 23 août 1979 :

DES DECRETS

● Abrogeant une disposition de l'article L. 322-4 portant règlement d'administration publique et modifiant les dispositions des articles R. 322-1 et R. 322-7 du code du travail relatifs aux conditions d'attribution d'une allocation spéciale du Fonds national de l'emploi.

● Fixant les modalités d'application de l'article 1143-2 du code rural et relatif aux procédures de recouvrement des cotisations et des remboursements dus au titre des régimes de protection sociale agricole.

● Portant modification du décret du 28 février 1969 sur les règles relatives à la sécurité et à la navigation dans les eaux maritimes des navires de plaisance d'une longueur inférieure à vingt-cinq mètres.

DES ARRETES

● Portant revalorisation des prestations des régimes d'assurance-vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales.

● Portant application de l'article 3 du décret du 6 février 1976 relatif à la dotation d'installation des jeunes agriculteurs, modifié par le décret du 2 février 1978.

Circulation

RETOURS DE VACANCES : ÉVITEZ DE CIRCULER LES 24 ET 25 AOUT

Les grands retours vont commencer durant le week-end des 25-26 août. A cette occasion, la direction des routes conseille aux automobilistes de ne pas prendre la route les vendredi 24 et samedi 25 août.

Les vacanciers en provenance des côtes atlantiques et bretonnes doivent éviter de partir les jeudi 23, vendredi 24 et samedi 25, de 6 h. à 12 h. Les automobilistes en provenance de la Méditerranée sont invités à ne pas prendre le volant ces mêmes jours, de 6 h. à 15 heures.

Les itinéraires bis ouverts durant le week-end permettront aux usagers d'éviter les grands axes surchargés.

UN COIN POUR JOUER

Problème n° 19

Chemin d'étoiles

Une telle organisation d'un champ d'étoiles peut s'imaginer sur le ciel d'une nuit d'été, en projetant un damier déformé qui transforme la sphère céleste en jeu. Ici, étoiles noires et étoiles blanches sont à parcourir, pour joindre l'étoile noire nord-ouest à l'étoile blanche sud-est.

Progressez le case en case, lorsqu'elles se touchent par un côté ou par un angle. Mais :

— Ne traversez un côté que pour pénétrer dans une case contenant une étoile blanche ;

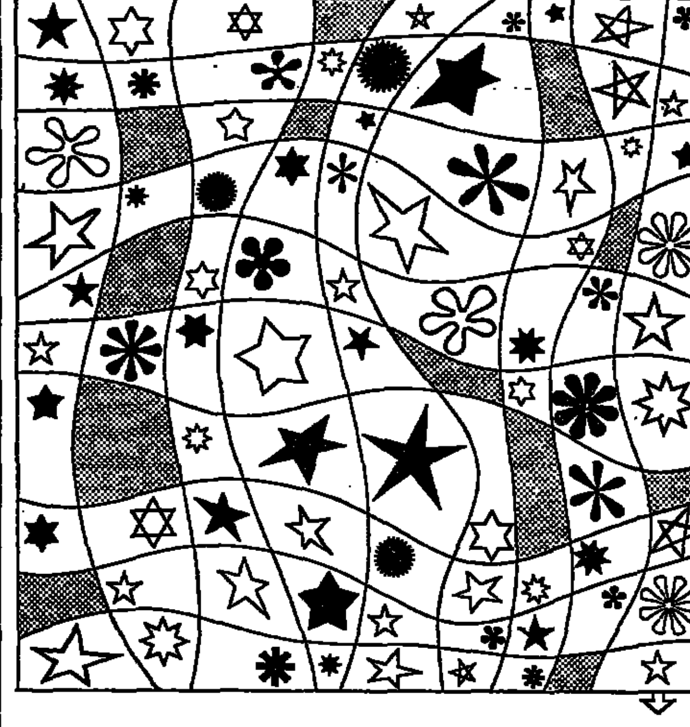
— Ne traversez un angle que pour pénétrer dans une case contenant une étoile noire.

Ainsi, vous ne pouvez quitter la première étoile noire que pour atteindre l'étoile blanche située immédiatement à l'est, ou l'étoile noire située immédiatement au sud-est.

Trouverez-vous votre voie ?

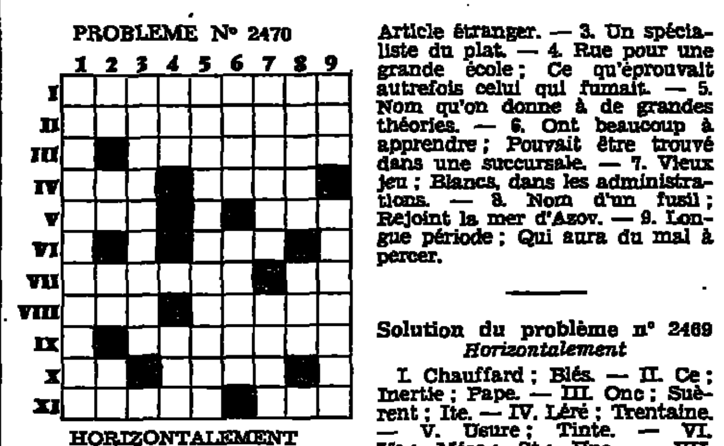
PIERRE BERLOQUIN.

(Solution dans le prochain numéro.)



MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2470



HORIZONTALEMENT

I. Dont l'affection sera éternelle. — II. A intérêt à filer le plus vite possible. — III. Qui n'a donc pas de favoris. — IV. D'un auxiliaire ; On y trouve de grands plateaux. — V. Le dernier est très apprécié par les lions ; Vit en parasite quand il est rouge. — VI. Couleur de cheval. — VII. Qui n'ont donc que peu d'avantages ; Vaut « C » pour les Anglais. — VIII. Ce qu'il y a de mauvais pour un buveur ; Peut être attaché au bidet. — IX. Peuvent se trouver à côté des gendarmes. — X. Utile pour une élévation ; Pas inventé. — XI. Les préférées du collège ; Se mouille.

VERTICALEMENT

1. Caractérise les jolies cruches. — 2. Drame au Japon ; Vieille ville ; Peut vite être rattrapé ; Article étranger. — 3. Un spécialiste du plat. — 4. Rue pour une grande école ; Ce qu'éprouvait autrefois celui qui fumait. — 5. Nom qu'on donne à de grandes théories. — 6. Ont beaucoup à apprendre ; Pouvait être trouvé dans une succursale. — 7. Vieux jeu ; Blancs, dans les administrations. — 8. Nom d'un fusil ; Rejoint la mer d'Azov. — 9. Longue période ; Qui aura du mal à percer.

Solution du problème n° 2469

Horizontalement

I. Chauffard ; Blés. — II. Ce ; Inertie ; Pape. — III. Onc ; Suèrent ; Ite. — IV. Léré ; Trentaine. — V. Usure ; Tinte. — VI. Ife ; Méso ; St ; Une. — VII. Nilles ; Mutées. — VIII. Elsa ; Celé ; Vé ! — IX. Sveltes ; Vissa. — X. Ptose ; Muid ; Us. — XI. Iules ; Branle-bas. — XII. Oreste ; Il ; Aïe ! — XIII. Lei ; Assistant. — XIV. Nelson ; Egoïne. — XV. Thésée ; Suse ; Raz.

Verticalement

1. Colline ; Piolet. — 2. Cène ; Filature. — 3. Cruels ; Oléine. — 4. Aï ; Es ; Lasses ; Es. — 5. Uns ; Urne ; Vestale. — 6. Feutrés ; Esse. — 7. Frères ; Club ; S.O. — 8. Atre ; Omet ; Reins. — 9. Rient ; Uléma. — 10. Dentiste ; Unités. — 11. Tante ; Village. — 12. B. P. ; It ; Evide ; No. — 13. Laineuses ; Bâtir. — 14. Epte ; Suai ; Na. — 15. See (wait and see) ; Terrasserez.

GUY BROUTY.

loterie nationale

Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE D'AOUT DES SIGNES DU ZODIAQUE
TIRAGE DU 22 AOUT 1979

TERMINAISON	FINALES et NUMEROS	SIGNES DU ZODIAQUE	SOMMES A PAYER (F.)
1	1	tous signes	70
	61	tous signes	220
	0 801	lion	7 070
		autres signes	770
	0 951	capricorne	7 070
		autres signes	770
	5 221	poissons	7 070
		autres signes	770
	8 241	capricorne	10 070
		autres signes	1 070
2	192	tous signes	300
	4 982	lion	10 000
		autres signes	1 000
3	113	tous signes	300
	183	tous signes	300
	593	tous signes	300
	0 793	cancer	10 000
		autres signes	1 000
	1 703	balance	10 000
		autres signes	1 000
4	5 194	vierge	7 000
		autres signes	700
	8 604	cancer	7 000
		autres signes	700
	18 984	verseau	100 000
		autres signes	10 000
5	0 295	gémeaux	7 000
		autres signes	700
	3 305	bélier	7 000
		autres signes	700
	6 685	verseau	7 000
		autres signes	700
6	5 086	taureau	7 000
		autres signes	700
	12 016	sagittaire	100 000
		autres signes	10 000
	13 056	capricorne	100 000
		autres signes	10 000
	38 416	vierge	100 000
		autres signes	10 000
7	57	tous signes	150
	277	tous signes	300
7	5 327	scorpion	7 000
		autres signes	700
	2 467	gémeaux	10 150
		autres signes	1 150
	4 967	taureau	10 000
		autres signes	1 000
	18 397	lion	100 000
		autres signes	10 000
	36 287	cancer	100 000
		autres signes	10 000
	38 947.	poissons	100 000
		autres signes	10 000
	39 047	taureau	100 000
		autres signes	10 000
8	24 418	scorpion	100 000
		autres signes	10 000
9	9	tous signes	70
	29	tous signes	220
	2 279	balance	7 070
		autres signes	770
	0 989	sagittaire	10 070
		autres signes	1 070
	1 449	verseau	10 070
		autres signes	1 070
	9 629	scorpion	10 220
		autres signes	1 220
	20 659	gémeaux	100 070
		autres signes	10 070
	21 319	balance	100 070
		autres signes	10 070
	23 689	bélier	100 070
		autres signes	10 070
0	60	tous signes	150
	790	tous signes	300
	6 880	sagittaire	7 000
		autres signes	700
	1 430	poissons	10 000
		autres signes	1 000
	4 380	bélier	10 000
		autres signes	1 000
	5 600	vierge	10 000
		autres signes	1 000
	05 570	bélier	3 000 000
		autres signes	100 000

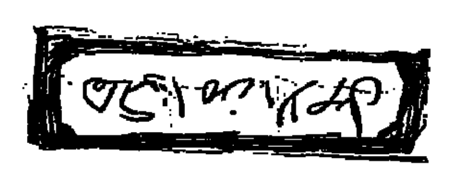
PROCHAIN TIRAGE : TRANCHE DES ANIMAUX
LE 29 AOUT 1979 à SAINT-CAST-LE GUILDO (Côtes du Nord)

LOTO tirage n° 34

14 22 31 42 44 48

numéro complémentaire 46

PROCHAIN TIRAGE LE 29 AOUT 1979 VALIDATION JUSQU'AU 28 AOUT APRES-MIDI



Le Monde

économie

AFFAIRES

BILLET

LES DIFFICULTÉS DE LA SOCIÉTÉ HÉLIOCAPT

Punie pour avoir trop bien réussi ?

Moulins-Engilbert. — A Moulins-Engilbert, petit village niché dans une vallée du Morvan, chacun a son avis sur l'« affaire ». Pour les uns, si Héliocapt, première entreprise industrielle de la commune avec vingt-deux salariés, est sur le point de déposer son bilan, « c'est la faute du patron qui n'a pas su gérer son affaire ». Ceux-là reprennent la version de la banque qui, en décidant de « couper les vivres » de la petite entreprise la semaine dernière, est à l'origine de ses ennuis. Pour les autres, Héliocapt est victime d'un « complot ».

La quarantaine nerveuse sous le ton urbain, M. Lacoux, le patron, ne cherche pas à éluder ses responsabilités. « C'est vrai. Nous n'avons pas un fonds de roulement, nos capitaux propres sont inexistants et notre résultat d'exploitation déficitaire (38 000 francs en 1978). Mais tout cela ne date pas d'hier ! On voudrait nous couler au moment où nous atteignons justement la maturité qu'on ne s'y prendrait pas autrement. »

Trop vite

Héliocapt est né en 1976 d'un désir, et d'une idée. Le désir, c'est celui qui saisit bon nombre de citadins : le retour en milieu rural. Mme Lacoux est originaire de Moulins-Engilbert, c'est donc là que sa famille s'installera en 1975. Pas question d'élever des chèvres ou de cultiver la terre, « le métier de paysan ça ne s'improvise pas ». *M. Michel Lacoux a longtemps travaillé dans l'industrie du polyester. Avec son cousin, ingénieur, il met au point un système de serres fabriquées avec ce matériau. Le maire, qui cherche justement un moyen de stopper l'hémorragie des jeunes dont souffre son village (trois mille habitants en 1945, mille huit cents aujourd'hui) se montre bienveillant. Un vieil atelier municipal, caché derrière le champ de foire, est loué « pour trois fois rien » à l'entreprise naissante. Le succès viendra vite. En trois ans, le chiffre d'affaires d'Héliocapt passe de 90 000 F à 1,5 million en 1978. Il devrait même atteindre 3 millions cette année... si l'entreprise survit à cette crise de croissance.*

Car, le tort de M. Michel Lacoux, c'est d'avoir grandi trop

De notre envoyé spécial

vite. « Vous auriez dû accroître vos capitaux propres au fur et à mesure de votre développement », *lui dit-on aujourd'hui. Mais voilà, sans fortune personnelle, sans même la possibilité d'hypothéquer une maison, sans un groupe puissant derrière soi, il est bien difficile de « trouver* des sous », *comme dit le contremaître. Jusque-là, c'est le Crédit agricole qui faisait la trésorerie d'Héliocapt.* « Ils nous ont accordé jusqu'à 500 000 francs de découvert, *reconnaît M. Michel Lacoux.* Puis, brusquement, sans prévenir, on nous met le couteau sous la gorge pour un petit trou de 70 000 francs. Je n'y comprends plus rien. »

On peut en effet s'étonner. Qu'une banque refuse de financer une entreprise déficitaire, cela se conçoit. On comprend mal en revanche, que la même banque ait accepté le rôle de bailleur de fonds pendant près de quatre ans et refuse de jouer ce même rôle au moment où le client semble enfin en mesure de générer des profits. A-t-on voulu, à la direction du Crédit agricole, mettre fin à une situation tardivement découverte ? En d'autres termes, la caisse locale a-t-elle outrepassé ses prérogatives en finançant des années durant une entreprise sans bénéfices ? « Ce genre de problème ne s'étale pas sur la place publique », *s'est-on borné à nous répondre à la direction locale du Crédit agricole.*

Les salariés solidaires de leur patron

Le développement d'Héliocapt gênerait-il ? Les serres, en effet, ne constituent que son « produit d'appel ». La firme a d'autres ambitions, et notamment celle d'industrialiser — d'où son nom — la fabrication de capteurs solaires. Ces derniers, on le sait, permettent d'économiser jusqu'à 60 % de l'énergie dépensée pour le chauffage d'une maison. Héliocapt, dont le stand à la dernière Foire de Paris a reçu quelque cinq mille visiteurs, a déjà installé des appareils dans de nombreux hôtels de la région, chez des particuliers, mais aussi au camping municipal de Moulins-Engilbert. Le carnet de commande est si bien rempli que l'entreprise devrait emménager à la fin de cette année dans un local plus spacieux et plus adéquat.

C'est là où le bât blesse. La construction de la nouvelle unité est en effet directement liée à la création d'une zone artisanale de 15 000 mètres carrés, pou r l'acquisition et la viabilité de laquelle la municipalité est sur le point d'obtenir 50 millions de francs de prêt sans intérêts. « Malheureusement, *nous dit-on à Moulins-Engilbert,* la création de cette zone contrarie M. le marquis. » *Monsieur le marquis est un industriel parisien spécialisé dans les produits alimentaires, qui voit effectivement d'un très mauvais œil la construction d'une usine jouxtant le parc de sa luxueuse demeure. Monsieur le marquis, qui aime pratiquer la chasse à courre, a très officiellement fait savoir que la zone retenue, jusque-là purement agricole,* « devait le rester ».

M. Lacoux enfin n'a-t-il pas été socialement trop ambitieux ? N'a-t-il pas trop parlé d'autogestion ? Certains le pensent. En fait d'autogestion, il s'agit tout simplement d'associer, en fonction de leurs moyens, tous les employés au capital d'une firme où l'échelle des salaires va de un à trois...

Tous les salariés en tout cas sont solidaires de leur patron. A preuve, pour tenter de sauver ce qui pouvait l'être, ils ont décidé d'apporter leurs économies au Crédit agricole. Tous inscrits au chômage depuis le 17 août, ils restent présents dans l'atelier et entretiennent soigneusement l'outil de travail.

Visiblement, l'espoir n'est pas mort, mais peut-il les faire vivre très longtemps ?

Pour M. Michel Lacoux, une chose est sûre : « Héliocapt est viable puisque, en une semaine à peine, nous avons déjà reçu quatre propositions de rachat. » *Pour sortir de ce mauvais pas la firme sera-t-elle contrainte de sacrifier son indépendance ? La chose serait pour le moins paradoxale alors que dans les discours officiels on ne cesse de mettre l'accent sur le rôle indispensable des P.M.I....*

PATRICE CLAUDE.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Les premières négociations sur le pouvoir syndical ont abouti à une impasse totale

De notre correspondant

Londres. — Les premières conversations entre M. Prior, ministre britannique de l'emploi, et les dirigeants de la Confédération intersyndicale (TUC) sur la législation envisagée par le gouvernement pour corriger les « *abus* » du « *nouveau pouvoir syndical* » ont abouti à une impasse totale. Selon M. Murray, secrétaire général du TUC, les entretiens ont permis essentiellement aux dirigeants syndicalistes de réaffirmer leur « *totale opposition* » au projet de loi gouvernemental qui, à leur avis, pourrait avoir un effet aussi « *désastreux* » sur les relations industrielles que la loi de 1971 élaborée par le gouvernement Heath et rapidement abandonnée par les travaillistes lors de leur retour au pouvoir.

La législation projetée, a dit en substance M. Murray, ne peut que diviser le pays et compromettre gravement le climat social à un moment où les difficultés économiques exigeraient un certain consensus. Le secrétaire général a clairement indiqué que cette politique mènerait à un affrontement d'envergure et il a ajouté qu'en persistant dans son intention d'agir par voie législative, le gouvernement devait s'attendre à ce que le mouvement syndical abandonne le « *code de conduite* » qu'il s'était imposé en accord avec le gouvernement Callaghan, après les grèves de l'hiver dernier.

Malgré cette menace à peine voilée, M. Prior, bien que surpris par le degré d'hostilité manifesté par les dirigeants syndicalistes, a déclaré que l'opposition du TUC ne détournerait pas le gouvernement de son objectif. En d'autres termes, le gouvernement, avec ou sans l'accord des syndicats, espère faire adopter la nouvelle législation par les Communes au printemps prochain. Les ponts ne sont pas toutefois définitivement rompus et M. Murray a pris soin de souligner que le prochain congrès du TUC, dans moins de deux semaines, se garderait de prendre une décision qui empêcherait la poursuite des négociations. De son côté, M. Prior, tout en rappelant que le gouvernement conservateur avait reçu du pays un mandat pour corriger certains abus, a indiqué qu'il était prêt à envisager des amendements à la législation projetée.

Néanmoins, le mouvement syndical se déclare, au départ, contre le principe même d'une législation que le gouvernement considère come vitale. « *Les changements proposés sont limités, mais essentiels* », a dit M. Prior, en ajoutant que la loi se proposait seulement de rétablir l'équilibre entre les droits et les obligations des syndicats. Le projet gouvernemental vise essentiellement à restreindre l'application du « *closed shop* » (obligation pour les travailleurs d'une entreprise à adhérer au syndicat), notamment en protégeant ceux qui, pour des raisons de conscience, refuseraient leur adhésion. En outre, ce projet permettrait aux syndicats d'utiliser des fonds publics pour organiser des scrutins secrets concernant aussi bien le choix des dirigeants que la décision d'une grève.

La proposition la plus controversée concerne les piquets de grève dits « secondaires », c'est-à-dire exerçant leur pression sur les fournisseurs ou clients d'une entreprise en grève. Le gouvernement n'a pas retenu la suggestion des éléments conservateurs de droite qui recommandaient de considérer la mise en place d'un tel piquet comme un « *délit criminel* » ; mais la loi permettrait à un employeur victime de l'activité de ces piquets de les poursuivre en justice pour « *incitation à la rupture d'un contrat* ».

Bref, l'immunité très importante dont bénéficiaient jusqu'à présent les syndicats se trouverait ainsi anéantie. Le TUC considère que le gouvernement s'attaque ainsi à un droit fondamental du mouvement syndical et pratiquement remet en question le droit de grève. Cependant, M. Prior a souligné qu'il était prêt à faire réaffirmer dans la loi le droit des syndicats à appuyer les travailleurs en grève d'une entreprise donnée par des piquets exerçant leur action dans le cadre des règlements en vigueur. Un compromis reste possible, mais, étant donnée la politique économique et sociale du gouvernement, il est plus que douteux que le TUC y apporte sa coopération.

H. P.

LE CHOMAGE EST TOMBÉ A SON PLUS BAS NIVEAU DEPUIS TROIS ANS

Londres (*A.F.P., Agefi*). — Le chômage a diminué légèrement en août en Grande-Bretagne, après s'être sensiblement aggravé en juillet. Selon le ministère de l'emploi, le nombre des sans-travail s'inscrivait à la mi-août à 1 455 498, soit 8 484 personnes de moins qu'un mois auparavant. Il représentait néanmoins toujours 6 % de la population active. En un an, la diminution a été de 152 800. Cette baisse est imputée notamment à la diminution du nombre des jeunes à la recherche de leur premier emploi, qui est tombé à 183 471 (31 955 de moins qu'en juillet), chiffre le plus faible pour août depuis l'introduction de ces statistiques en 1975.

Après ajustement pour variations saisonnières, le chômage apparaît avoir diminué de 14 000 en août, se situant à 1 264 700, le plus bas niveau mensuel depuis avril 1976. Il représentait 5,2 % de la population contre 5,3 % en juillet et 5,6 % en août 1978 (le Royaume - Uni comptait alors 1 312 000 chômeurs). Il s'est agi de la première diminution du chômage en août depuis la seconde guerre mondiale.

SOCIAL

LES DIVISIONS DE LA GAUCHE ET DES SYNDICATS

(*Suite de la première page.*)

Quant à la méthode employée, elle ne facilite guère un essai de rapprochement. C'est du moins ce qu'on déclarait jeudi 23 août à la C.F.D.T., non sans raison.

Alors que cette dernière a choisi la voie normale du courrier pour s'adresser à la C.G.T., celle-ci s'est précipitée sur l'A.F.P. pour annoncer à l'opinion qu'elle voulait bien rencontrer les autres syndicats. Est-ce le meilleur moyen de relancer l'action unitaire, alors que le B.A.BA des relations humaines suppose qu'on lave le linge sale en famille ? Pour l'instant, la C.F.D.T. attend toujours une réponse par la voie... normale. Dans un communiqué publié jeudi matin, elle observe que « *l'idée d'une rencontre à cinq relève plus du spectacle que de l'efficacité* » et elle répète que « *l'heure n'est pas à occuper le terrain au niveau des média* ». Décidée pourtant à maintenir son cap, elle a lancé, à l'issue d'une réunion de sa commission exécutive, un appel à « *une mobilisation consciente des travailleurs et non des seuls militants* ». Elle invite toutes ses organisations « *à prendre, dès la rentrée, des initiatives susceptibles d'engager des actions tenaces, efficaces et massives* ». Est-ce le moyen d'aboutir à une union à la base et l'indication qu'un accord au sommet est impossible ? Les leaders cédétistes restent prudents.

En fait, rue Cadet, on ne se fait pas d'illusion.

La C.G.T. a décidé, dit-on, de conserver l'initiative, et elle entend le faire savoir. Elle espère que la « base » s'exprimera pour lui donner raison, et comme, tôt ou tard, l'unité refera surface, elle affirmera qu'elle aura eu raison. Mais à quel prix pour la « base » ?

Alors que celle-ci n'est pas encore rentrée de vacances et qu'elle a manifesté, dans un récent passé, une réticence certaine pour l'adhésion syndicale, la C.G.T., en précipitant une rentrée sociale qui, pour l'instant, n'est qu'une rentrée verbale donnant lieu à une « guéguerre » détestable, voire pitoyable, la C.G.T. ne joue-t-elle pas un jeu dangereux ?

Deux chiffres devraient faire réfléchir. Sauf exception, le mois de septembre et même l'automne n'ont jamais constitué les plus fortes périodes de combativité ; c'est au printemps que fleurissent les grèves les plus importantes. Alors que, en France, le nombre de syndiqués stagne ou régresse, en R.F.A., pays si souvent critiqué par les cégétistes, il continue de progresser.

JEAN-PIERRE DUMONT.

Selon le président Carter

L'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE EN FAVEUR DE CHRYSLER SERAIT LIMITÉE

« *Nous examinons le dossier de Chrysler avec une extrême prudence* », a déclaré le président Carter, le 23 août à Burlington (Iowa). « *Chrysler doit changer et fabriquer des voitures moins polluantes et consommant moins d'essence* », a ajouté le président, assurant que « *l'intervention gouvernementale* » serait « *minimale* ».

Chrysler Corporation, troisième constructeur américain d'automobiles, qui a demandé récemment une aide fédérale immédiate et 1 milliard de dollars (*le Monde* du 3 août), ne s'est vu proposer jusqu'à présent par le gouvernement qu'une offre de garantie de prêts bancaires d'un montant très inférieur aux sommes demandées. Le Congrès devrait bientôt examiner ce dossier.

En attendant, Chrysler Corp. doit faire face à des besoins financiers de plus en plus pressants. Le fonds de soutien, qui garantit 95 % de leurs revenus aux vingt-cinq mille huit cents travailleurs que la firme a mis à pied pour une durée indéterminée, pourrait être épuisé dès la fin de la semaine, a annoncé un porte-parole du syndicat américain des travailleurs de l'automobile. Le groupe américain, contraint de se procurer des liquidités, a décidé de vendre au groupe Abko Realty, sa filiale immobilière Chrysler Realty, qui est notamment propriétaire d'une partie des salons de vente du constructeur. La semaine passée, Chrysler avait déjà annoncé la vente, par l'intermédiaire de sa filiale financière, de 730 millions de dollars d'effets commerciaux.

EUROPE

Après le contrôle des importations de pull-overs

LA COMMISSION DE LA C.E.E. ADRESSE A PARIS UNE LETTRE D'AVERTISSEMENT

La Commission des Communautés européennes a adressé lundi 20 août une lettre d'avertissement au gouvernement français lui signifiant que les mesures de contrôle sur les importations de certains produits textiles qu'il a prises le 9 août dernier (« le Monde » du 10 août) ne sont pas conformes aux règles du traité de Rome, a annoncé le 21 août le porte-parole de la Commission. Ces mesures obligent les importateurs de chandails et de pull-overs à demander à l'administration française un visa préalable pour faire entrer ces marchandises en France.

Selon le gouvernement, elles visent non à interdire ou à limiter les importations mais à permettre aux services du commerce extérieur français d'obtenir un meilleur contrôle statistique des échanges. L'adoption de ces mesures a soulevé de vives protestations des industriels ouest-allemands (« le Monde » daté 12-13 août) et italiens (« le Monde » du 18 août), qui estiment que la décision française équivaut à un blocage partiel des importations.

La Commission européenne, saisie du dossier, estime que « les objectifs poursuivis par les autorités françaises pourraient être réalisés par d'autres dispositions acceptables par la Commission ». Elle a donné huit jours au gouvernement pour lui « faire connaître ses observations ». Passé ce délai, si la France ne modifiait pas ses dispositions, la Commission, laisse-t-on entendre à Bruxelles, engagerait la seconde phase de la procédure d'infraction en envoyant une mise en demeure aux autorités françaises.

Les notes de frais des commissaires européens

La C.E.E. demande à l'hebdomadaire « Stern » de rectifier certaines erreurs

Mme Astrid Von Hardenberg, responsable du protocole à la Commission du Marché commun, vient d'adresser à l'hebdomadaire ouest-allemand *Stern* une demande de rectification au sujet de l'article qu'avait consacré cette publication aux notes de frais des commissaires européens (1).

Mme Hardenberg écrit : « *Je n'entends nullement porter, ici, un jugement d'ensemble sur le contenu de cet article. Toutefois, en ma qualité de responsable, auprès du protocole de la Commission européenne, de la gestion d'une partie des frais de représentation des commissaires, je souhaite appeler votre attention sur certaines erreurs matérielles commises par les auteurs de cet article. (...) Ces informations inexactes concernent plus particulièrement MM. François-Xavier Ortoli et Claude Cheysson, auxquels votre journal a reproché d'avoir dépensé respectivement 1 483 DM et 903 DM, en moyenne florale de leurs bureaux en hebdomadaire, pour la décoration 1978* (1). *Les sommes mentionnées hebdomadaires, mais annuelles. à cet égard ne sont nullement En d'autres termes, M. François-Xavier Ortoli a dépensé pour la décoration florale de son bureau moins de 30 DM par semaine, et M. Claude Cheysson moins de 18 DM par semaine* (2).

» *Je considère que ces montants sont tout à fait raisonnables, et, compte tenu des obligations officielles de ces deux membres de la Commission, parfaitement défendables.* »

(1) *Le Monde* du 19-20 août.
(2) Soit moins de 70 F par semaine pour M. Ortoli et moins de 42 F par semaine également pour M. Cheysson.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U.	4,2570	4,26	— 35	— 5	— 65	— 35	— 115	— 65
$ can.	3,6480	3,6520	— 60	— 25	— 90	— 55	— 125	— 85
Yen (100)	1,9435	1,9470	+ 55	+ 85	+ 115	+ 145	+ 455	+ 500
DM	2,3260	2,3290	+ 75	+ 100	+ 165	+ 190	+ 500	+ 535
Florin	2,1175	2,1205	+ 25	+ 45	+ 60	+ 85	+ 235	+ 265
F.B. (100)	14,53	14,5450	— 155	— 35	— 280	— 135	— 325	— 85
F.S. (100)	2,5690	2,5725	+ 175	+ 200	+ 365	+ 395	+1140	+1185
L. (1 000)	5,2110	5,2170	— 100	— 105	— 345	— 265	—1145	—1045
£	9,4975	9,5085	— 230	— 160	— 520	— 450	—1105	—1020

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	6 5/16	6 11/16	6 1/2	6 7/8	6 9/16	6 15/16	6 7/8	7 1/8
$ E.-U.	5 13/16	6 3/16	11 5/16	11 11/16	11 9 16	11 15/16	11 5/8	12
Florin	8 5/8	9 1/8	8 13/16	9 3/16	9	9 5/16	9 1/8	9 9/16
F.B. (100)	10 1/2	11 1/2	11 3/4	12 1/4	11 3/4	12 1/4	11 1/2	12
F.S.	3/4	1 1/8	1 9/16	1 15/16	1 11/16	2 1/16	2 3/8	2 3/4
L. (1 000)	10 1/2	11 1/2	13	13 3/4	14 1/8	15 1/8	15 3/8	16 3/8
£	13	14	13 7/8	14 3/8	14	14 1/2	13 13/16	14 5/16
Fr. franç.	10 1/4	10 1/2	11 7/16	11 11/16	12	12 1/4	12 9/16	13 1/16

● *PROMODES aux Etats-Unis.* — Le groupe grossiste et succursaliste normand, qui exploite les hypermarchés Continent et a réalisé en 1978 un chiffre d'affaires de 6 838 millions de francs, va racheter, pour 23 millions de dollars, la chaîne Red Food Stores (trente-quatre magasins dans le Tennessee et en Géorgie et un chiffre d'affaires de 206 millions de dollars). — (*A.F.P., A.P.*)

LES MARCHÉS F

PARIS

LONDRES

BOURSE DE PARIS - 22 AOUT

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
22 AOUT

Nouveaux records sur l'or

A la suite de la dernière adjudication mensuelle du Trésor américain (voir en dernière page), le métal jaune a de nouveau flambé sur les marchés internationaux. A Londres, au premier fixing, l'once s'est établie au niveau sans précédent de 311 dollars. A Paris, le lingot et le napoléon ont suivi et pulvérisé leurs précédents records (respectivement, 44 400 F fin juillet et 404 F le 13 août), le kilo s'adjugeant 1 450 F par rapport à son cours de la veille a atteint 44 900 F, tandis que la pièce de 20 F (« nap ») s'établissait à 409 F (contre 403,80 F la veille).

Cette nouvelle ruée sur le métal jaune a bien entendu profité aux valeurs mobilières qui en dépendent peu ou prou. Ainsi les cours mines d'or sud-africaines se sont littéralement envolés: East Rand + 7,3 %, Free State + 6 %, St-Helena + 5,5 %, Randfontein + 5 %, etc.

L'emprunt 4 1/2 % 1973, indexé sur le napoléon a, lui aussi, pulvérisé son précédent record et après un bond de plus de 5 % s'est établi à 1 300 francs. L'emprunt 7 % 1973, dont le prix dépend de celui du lingot, n'a, de son côté, gagné que 1 %.

Contrairement à une coutume qui, il est vrai, souffre de plus en plus d'exceptions, les actions françaises n'ont guère subi le contrecoup de cette flambée de l'or. La séance, qui était consacrée à la réponse des primes engagées au cours des trois mois précédents, s'est déroulée dans le calme, se terminant même par une nouvelle et légère hausse de l'indicateur instantané (+ 0,2 % environ).

Avec Esso (+ 5 %), au plus haut de l'année, les pétroles se sont encore distingués. Mais les progrès de P.M. Labinal (+ 5 %), Grands Travaux de Marseille (+ 2,3 %), tous deux également à leur meilleur niveau de l'année, ne sont pas passés inaperçus. De même pour le bond en avant réalisé par Application des gaze (+ 8,4 %)...

LONDRES

Le marché se montre assez indécis ce jeudi, et les cours ont plutôt tendance à s'effriter. L'indice des industrielles perd 1,3 point, à 464,4. Aux pétroles, nouvelle avance de B.P. Stabilité des fonds d'État. Les mines d'or sont toujours très fermes.

Or (ouverture) (dollars) 308 50 contre 311 ..

VALEURS	CLOTURE 22/8	COURS 23/8
Beecham	143 ...	144 ...
British Petroleum (1)	11 40	11 7/16
Courtaulds	90 ...	89
De Beers	7 43	7 48
Imperial Chemical	340 ...	340 ...
Rio Tinto Zinc Cor.	288 ...	288 ...
Shell	322 ...	320 ...
Vickers	162 ...	162 ...
War Loan 3 1/2 %	33 3/4	33 3/4
(*) West Driefontein	48 3 4	48 1/8
(*) Western Holdings	34 3/4	35 1 8

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.
(1) En livres.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

PRIMAGAZ. — Pour le premier semestre de l'exercice en cours, les ventes du département « gaz » ont porté sur 295,25 millions de francs contre 264,23 millions un an plus tôt. Avec les prestations de ventes de matériel, le chiffre d'affaires total s'établit à 304,43 millions de francs contre 269,84 millions pour les mêmes périodes.

PRETABAIL-SICOMI. — Le chiffre d'affaires du premier semestre de l'exercice 1979 s'est établi à 54,74 millions de francs contre 50,37 millions un an auparavant.

GOALD FIELDS. — A l'issue de l'exercice clos le 30 juin 1979, le groupe a réalisé un bénéfice net consolidé (après intérêts des actionnaires minoritaires) de 66,68 millions de rands contre 40,87 millions.

REVLON. — Le dividende concernant le troisième trimestre de l'exercice 1978-1979 (payable le 15 octobre) a été fixé à 30 cents par action.

Taux du marché monétaire

Effets privés	10 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	22/8	23 8
1 dollar (en yens)	217 93	218 90

NEW-YORK

Toujours très résistant

Le métal jaune a beau flamber sur les marchés internationaux, la tension sur les taux d'intérêts peut rester vive, le marché américain des valeurs mobilières demeure très résistant.

En repli de plus de 4 points en cours de séance mercredi, l'indice Dow Jones des industrielles s'est progressivement redressé pour finir pratiquement au même niveau que la veille (885,84 contre 886,01).

Le nombre de titres en progrès est d'ailleurs resté supérieur à celui des baisses (733 contre 690 et 458 inchangées), et plus de 100 valeurs se sont inscrites à leur plus haut niveau de l'année.

Quant au volume des échanges, il est resté relativement important avec 38,51 millions d'actions traitées contre 38,86 millions la veille.

Il est vrai que les investisseurs institutionnels se sont, à eux seuls, échangé 483 « paquets » d'au moins 10 000 actions contre 464 mardi.

VALEURS	COURS 21/8	COURS 22/8
Alcoa	55 1 2	56 ...
A.T.T.	58 5/8	58 5/8
Boeing	47 1,4	46 5,8
Chase Manhattan Bank	42 ...	42 ...
Du Pont de Nemours	44 1/2	43 1/4
Eastman Kodak	57 1 2	57 5/8
Exxon	54 3/8	54 3 4
Ford	41 3,4	41 3/4
General Electric	54 3,4	54 1/4
General Foods	34 5/8	34 3/4
General Motors	58 7,8	59 1/8
Goodyear	15 1/2	15 1/2
I.B.M.	70 7/8	70 1/2
I.T.T.	30 1 2	30 1 8
Kennecott	26 1 2	25 5 8
Mobil Oil	40 1,2	41 1,2
Pfizer	35 3/8	35 3/8
Schlumberger	84 1/4	85 ..
Texaco	28 ...	28 1/4
U.A.L. Inc.	29 1.2	28 5 8
Union Carbide	42 1 2	42 3.4
U.S. Steel	23 1 4	23 1/4
Westinghouse	21 5 8	21 5 8
Xerox	67 5.8	67 5 8

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1978)

	21 août	22 août
Valeurs françaises	112,2	112,4
Valeurs étrangères	126	126,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	98,2	98,3

BOURSE DE PARIS - 22 AOUT - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	35 80	2 678
5 %	51 90	2 781
5 % 1920-1980	151 ..	2 781
3 % amort. 45-54	71 65	2 685
4 1/4 % 1963	94 .	4 242
Emp. N. Eq. 6% 65	118 ..	4 701
Emp. N. Eq.6%66	108 60	5 359
Emp. N. Eq.6%67	99 30	1 361
Emp. 7 % 1973	5665 .	. ...
Emp. 8,80 % 77	112 ..	2 212
Emp. 9,80 % 78	98 ..	1 125
E.D.F. 6 1/2 %	. .	1 687
E.D.F. 5 % 1960.	102 50	2 575

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Ch. France 3 %	204 ..	202 ..
A.G.F. (Sté Cent.	600 .	601 ..
Ass. Gr. Paris-Vie	1800 d	1848 d
Concorde	375 .	378 ..
Epargne France	... ..	315
Financ. Victoire	359 ..	345 50
France I.A.R.D.	227 ..	220 20
BAN (Sté) Centr.	677 ..	677 .

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
S.P.E.G.	248 ..	238 50
U.A.P.	578 ..	571 .
Alsacienne Banque	332	332 ..
Banque Hervet.	193 10	193 10
Bque Hypot. Eur	278 .	278 ..
Bque Nat. Paris	265 .	265 ..
(Li) B. Scalb Dup	103 50	105 ..
Banque Worms.	195 50	195 50
C.G.I.B.	55 ..	55 ..
C. Credit Univ.	370 ..	375 .
C.A.M.E.	99 10	90 ..
Créditel	150 .	151 ..
Créd. Gén. Ind	256	260 ..
Credit Lyonnais	302 50	303
Electro-Banque	172 ..	172 ..
Eurobail	168	169 ..
Financière Sefal	271 50	372 ..
Fr. Cr. et B. (Cie	. ..	90 20
France-Bail	316 ..	316 .
Hydro-Energie	.. ..	20 70
Immobail B. L. P	255 ..	256 ..
Immobanque	378 .	371 .
Immofice	309 ..	319 ..
(Starbail)	257 ..	260 ..
— (obl. conv.)	. ..	363 .
Laffitte-Bail	200 .	201

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

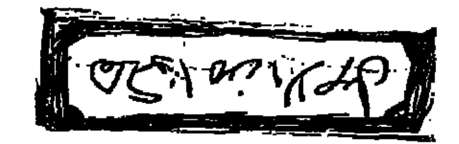
MARCHÉ A TERME

HORS COTE

SICAV

COTE DES CHANGES

MARCHÉ LIBRE DE L'OR



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A la S.N.C.F.

RETOUR A LA NORMALE VENDREDI VERS 8 HEURES

La grève que les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et autonomes (F.G.A.A.C.) ont déclenchée à la S.N.C.F., depuis mercredi matin 22 août, doit prendre fin vendredi 24 août à 8 heures du matin.

Deux trains supplémentaires, qui n'avaient pas été initialement annoncés par la S.N.C.F. (voir les horaires publiés dans *le Monde* du 23 août), sont prévus ce jeudi 23 août au départ de Paris-Saint-Lazare en direction de Rouen à 16 h. 28 et à 21 h. 50.

Par ailleurs, la direction de la S.N.C.F. annonce que la grève est suivie par 53 % du personnel roulant et que le service grandes lignes fonctionnera normalement vendredi à partir de 6 h. 45. Selon les syndicats, qui affirment que le pourcentage de grévistes oscillerait entre 85 et 90 %, aucun train ne prendra le départ avant la fin officielle de la grève, c'est-à-dire 8 heures, le 24 août.

[La contradiction entre les deux thèses n'est pas totale : la direction tentera, dès vendredi matin, à 6 h. 45, d'assurer, avec des non-grévistes, un trafic de grandes lignes qui, normalement, n'est pas encore très intense.]

● *Le procès intenté à Carrefour par un Centre Leclerc* (à propos de l' « indice des économies » calculé par l'IFOP), qui devait être plaidé en appel mercredi 22 août devant la cour de Rennes, a été renvoyé au 24 septembre ; la grève de la S.N.C.F. et le manque de correspondance des avions ont empêché l'avocat de l'IFOP, en vacances à Nice, de se rendre à Rennes.

Le numéro du « Monde » daté 23 août 1979 a été tiré à *510 006 exemplaires.*

A B C D E F G

APRÈS L'EXTRADITION DE M. ESCHEL RHOODIE

« Une affaire de droit commun à l'apparence politique trompeuse »

déclare M. Alain Peyrefitte

M. Eschel Rhoodie, ancien responsable du département de l'information de la République Sud-Africaine, a été remis par la France aux autorités sud-africaines, mercredi 22 août, à 20 heures. Il a embarqué à 21 h. 05, escorté de deux policiers sud-africains, sur un Boeing-747 régulier de la compagnie South Africa Airways à destination de Johannesburg, via Madrid.

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence avait donné, mercredi 8 août, un avis favorable à la demande d'extradition de M. Rhoodie (*le Monde* du 10 août), accusé par les autorités sud-africaines d'avoir détourné 72 millions de dollars de fonds publics (*le Monde* du 23 mars) et arrêté le 19 juillet à Juan-les-Pins. Les magistrats ont estimé qu'il s'agissait d'une infraction de droit commun.

M. Rhoodie, après avoir quitté son poste le 1er juillet 1978, lors de la dissolution du département de l'information, passait pour le principal accusé du « scandale de l'information », révélé un an plus tôt et qui provoquera ensuite la démission du ministre de l'information, M. Connie Mulder, puis du président sud-africain M. John Vorster. M. Rhoodie, exilé en Europe, avait affirmé au mois de mars dernier à Londres que les ministres sud-africains étaient au courant de l'utilisation de « fonds secrets » par son département pour des opérations de propagande.

M. Vorster avait, à ce moment, rejeté les « *affabulations* » de son ancien secrétaire à l'information. Quelques mois plus tard, mis en cause par la commission d'enquête, il donnait sa démission.

« *Nous appliquons la loi de 1927 qui autorise l'extradition à condition que l'infraction ne soit pas de nature politique,* a expliqué M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, après avoir décidé d'extrader M. Rhoodie. *La cour d'Aix-en-Provence a rendu un avis favorable à l'extradition. J'ai étudié minutieusement le dossier et j'ai conclu dans le même sens.* » « *Ce n'est pas,* a ajouté le ministre, *une affaire politique. Il s'agit d'une affaire de droit commun. L'apparence est que Rhoodie est un homme politique qui tient un discours politique en défendant la politique de l'apartheid.* »

M. Peyrefitte a établi à ce propos un *parallèle* entre le cas de M. Rhoodie et celui de M. Klaus Croissant, l'avocat allemand extradé lui aussi de France le 16 novembre 1977. Ce dernier « *tenait un discours politique en défendant des membres de la bande à Baader* », a dit le garde des sceaux. « *Ce n'est pas pour cela qu'ils ont été poursuivis. Rhoodie est accusé par la justice de son pays d'être parti avec la caisse, tout comme Klaus Croissant était accusé d'assistance à une association de malfaiteurs, ce qui est un crime de droit commun. Ni l'un ni l'autre n'était un réfugié politique, ni l'un ni l'autre n'avait obtenu, ni d'ailleurs demandé, le droit d'asile. Dans aucune de ces deux affaires n'a été violé le principe du droit d'asile. La France, avec plus de cent cinquante mille réfugiés politiques, est une terre d'asile, et elle continuera de l'être.* »

Le ministre de la justice a également indiqué qu'il avait reçu l'assurance du gouvernement sud-africain « *que M. Rhoodie ne serait pas jugé sur d'autres chefs d'accusation que ceux qui ont été exposés dans la demande d'extradition* », ce qui est, a-t-il précisé, la condition nécessaire à une extradition. M. Peyrefitte s'est montré convaincu de l'équité du futur procès, mis en cause par M. Rhoodie. « *Le dossier que j'ai étudié est sérieux,* a-t-il dit, *fondé sur des motifs qui ne me paraissent pas contestables. Il semble que la justice sud-africaine a toutes raisons de poursuivre M. Rhoodie. Je pense que les choses se feront correctement.* »

Me Henri Vincent, défenseur de M. Rhoodie, après avoir rappelé que la décision française « *portait sur une affaire hautement politique réglée sous couvert d'une affaire de droit commun* », s'est au contraire montré très inquiet à propos des suites judiciaires de l'affaire en Afrique du Sud. « *M. Rhoodie rencontrera de nombreuses difficultés pour assurer sa défense en Afrique du Sud, en raison de nombreuses lois d'exception touchant à la sécurité et à la protection des secrets d'Etat,* a-t-il déclaré. *Je souhaite que l'opinion française et internationale soit pleinement informée des tenants et aboutissants de cette affaire, affaire dans laquelle mon client a été parfaitement honnête.* »

A Marseille

M. Defferre interpelle M. Christian Bonnet lors des obsèques des deux pompiers morts pendant les feux de forêt

Les quartiers-maîtres de première classe Jean-Pierre Malavasi et Michel Albarel du bataillon des marins-pompiers de Marseille, *morts* le samedi 18 août en service commandé alors qu'ils combattaient l'incendie ravageant le massif des Calanques, près de Marseille, ont reçu, le mercredi 22 août, l'hommage des autorités et de la population marseillaises en présence de M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur. La médaille d'or pour acte de courage et de dévouement et — à titre exceptionnel — la médaille des sapeurs-pompiers forestiers leur ont été remises à titre posthume, après citation à l'ordre de l'armée.

Cette cérémonie, qui s'est déroulée en présence d'une foule nombreuse massée sur le Vieux-Port et des maires de toutes les communes des Bouches-du-Rhône, a été l'occasion pour M. Gaston Defferre, maire (P.S.) de Marseille, député des Bouches-du-Rhône, d'interpeller le ministre de l'intérieur en dénonçant ce qu'il appelle la carence du gouvernement. « *Il faut que l'on sache,* a dit le maire de Marseille, *que le gouvernement ne respecte pas les engagements pris à l'égard de notre ville pour assurer les dépenses de personnel, de matériel, de fonctionnement du bataillon des marins-pompiers. La gravité de la situation, le drame que nous avons vécu, m'obligent à faire état de cette attitude.* »

M. Defferre, après avoir réclamé la prévision au budget 1980 de l'achat de douze Canadair supplémentaires, a interpellé M. Bonnet en ces termes : « *Des hommes sont morts ; vous êtes, monsieur le ministre, le représentant du gouvernement. Qu'allez-vous faire ? Toute une population face à des paysages calciné, des familles en deuil, attendent votre réponse.* »

Visiblement choqué, le ministre de l'intérieur a répondu : « *Monsieur le maire, ce n'est pas ici que vous sera apportée la réponse que vous souhaitez, car j'entends respecter le caractère de cette cérémonie.* »

M. Defferre devait ensuite s'expliquer sur ses déclarations, et, en dépit du malaise qu'elles ont pu créer lors d'un discours dépassant le cadre de l'hommage rendu aux victimes, il estimait « *avoir fait son devoir, au risque de choquer quelques-uns* », puisqu'il avait « *posé le problème de fond au moment le plus solennel* ». Il a conclu : « *Dans quelques jours, on risque d'oublier la gravité de ce qui s'est passé.* »

L'affaire Piperno

Un appel du Centre d'initiative pour de nouveaux espaces de liberté

Le Centre d'initiative pour des nouveaux espaces de libertés (CINEL) a réuni, le mercredi 22 août, une conférence de presse, pour rendre public le texte d'un appel en faveur de M. Franco Piperno, arrêté le dimanche 19 août, à Paris, et dont les autorités italiennes demandent l'extradition (*le Monde* des 21 et 22 août). M. Félix Guattari, l'un des principaux animateurs du CINEL, a appelé à la mobilisation des forces politiques et des intellectuels pour une meilleure information de l'opinion publique susceptible de créer un mouvement en faveur de M. Piperno.

Le CINEL écrit notamment : « *Franco Piperno a été arrêté par la brigade antigang à l'insu de la magistrature française. Contrairement à ce qui a été affirmé, il n'existait pas, alors, de mandat international contre lui. Ce n'est que le lendemain, 19 août, qu'un télégramme de Rome fait part à la police française d'un mandat d'arrestation délivré en Italie contre Franco Piperno, pour « insurrection armée contre l'Etat », « atteinte à la Constitution ».*

» *Il annonce l'arrivée d'une demande d'extradition. Un second télégramme lui fait suite le même jour, qui rappelle l'existence d'un mandat d'arrêt émis par le procureur de Padoue pour d'autres délits dont celui « d'association subversive ». Ce télégramme se réfère explicitement aux événements de Viareggio : il mentionne l'éventualité d'un nouveau mandat établi sur ces « faits » et demande la vérification de l'emploi du temps de Franco Piperno ainsi qu'un test à la paraffine, destiné à détecter les traces de poudre sur les mains. Cet imbroglio en dit long sur les méthodes de la presse, de la magistrature et de la police italiennes. Paris deviendrait-il un terrain d'élection pour les services spéciaux étrangers, traitant directement de police à police pour obliger la justice française à statuer sur le fait accompli ? Aujourd'hui, une procédure d'extradition accélérée est en cours.*

» *Le caractère ouvertement politique des accusations portées contre Franco Piperno devrait le garantir contre toute menace d'extradition,* estime le CINEL.

Cet appel a été signé par une trentaine de personnes, dont MM. *Félix Guattari*, *Gilles Deleuze*, Jean-Pierre Faye, Pierre Halbwachs, Alain Jouffroy, Jean-François Lacan, Mme Geneviève Clancy. Le CINEL invite à adresser les signatures au siège de l'organisation, 9, rue de Condé, 75006 Paris.

[Le ministère de l'intérieur précise que M. Piperno a été arrêté non par la brigade de recherche et d'intervention (dite antigang), mais par des policiers du commissariat de la Madeleine. Il indique que, « en effet, M. Piperno était alors seulement soupçonné de faire l'objet d'un mandat d'arrêt ». « Comme il est d'usage, ajoute le ministère, on a demandé, après l'interpellation de M. Piperno, à Interpol, qui centralise les mandats d'arrêt internationaux, si cette personne faisait effectivement l'objet d'un mandat d'arrêt. La réponse est arrivée quelques heures plus tard par un télégramme », ajoute-t-on, en précisant que c'est là une « manière habituelle ».]

● *Grève au port de Rotterdam.* — Une grève « sauvage » paralyse depuis jeudi matin 23 août la presque totalité du trafic du port de Rotterdam. Le personnel de la plus importante compagnie de remorquage du port, Smit Internationale, a déclenché cette grève, selon son porte-parole, à la suite d'un différend avec la direction sur les conventions collectives. — (*A.F.P.*)

L'ÉTAT VA LANCER UN EMPRUNT DE 6 MILLIARDS DE FRANCS

Le Trésor va émettre un emprunt de 6 milliards de francs dans les premiers jours de septembre, a annoncé ce jeudi 23 août, en fin de matinée, le ministère de l'économie. Cet emprunt sera présenté sous forme d'obligations de 2 000 francs émises au pair. Il aura une durée de *quinze ans* et bénéficiera d'un taux actuariel brut de 10,88 %.

C'est le troisième emprunt que l'Etat va lancer cette année pour financer une partie du déficit budgétaire sans création monétaire. Le premier emprunt d'Etat (3 milliards de francs) avait été lancé en avril au taux de 9 %, le deuxième (4 milliards de francs) en juin, au taux de 10 %.

Avec l'emprunt de septembre, l'Etat aura donc collecté 13 milliards de francs. Il est probable qu'un quatrième emprunt sera lancé avant la fin de l'année pour *encore 5 milliards de francs*, de telle sorte que la moitié du déficit budgétaire escompté (environ 40 milliards de francs en 1979) soit couverte par des ressources à long terme.

En Arabie Saoudite

UNE EXPLOSION FAIT DEUX MORTS DANS LA STATION DE POMPAGE DE RAS TANOURA

Djedda (*A.P.*). — Une explosion s'est produite mercredi 22 août dans la station de pompage de pétrole de Ras Tanoura, sur le golfe Persique, provoquant la mort de deux ouvriers, et faisant six blessés, a-t-on appris de source proche de la société pétrolière Aramco. La cause de l'explosion n'a pas encore été *déterminée*, mais, selon les spécialistes, un sabotage est « *improbable* ».

Ras Tanoura est le point de chargement le plus important des pétroliers. L'explosion n'aura qu'un « impact mineur » sur ces exportations.

L'incendie semble néanmoins très important dans la station de pompage, mais il devrait être maîtrisé « *d'ici un jour ou deux* ».

La raffinerie de l'Aramco, qui est située près de la station de pompage, n'a pas été touchée et continue de fonctionner.

Thomson-Brandt et A.E.G.-Telefunken regroupent leurs moyens de production des tubes de télévision

Le groupe français Thomson-Brandt et la firme allemande A.E.G.-Telefunken ont décidé de rassembler leurs moyens de production et de recherche dans le domaine des tubes de télévision couleur. Cet accord « européen » doit être soumis aux autorités allemandes et françaises.

Les grandes manœuvres sur le marché *mondial* de l'électronique grand public s'accélèrent. Après l'annonce, il y a quelques jours, des négociations entre Philips et Grundig (1), ce sont, maintenant, le deuxième (Vidéocolor) et le troisième (A.E.G. - Telefunken) *producteurs* européens de tubes couleur (le composant essentiel des téléviseurs) qui décident de regrouper leurs moyens.

Vidéocolor, fondée en 1971, est une filiale à 51 % de Thomson-Brandt, le groupe américain R.C.A. (Radio Corporation of America) détenant 49 %. La société dispose de deux usines de production de tubes couleur : l'une à Anagni au sud de Rome ; l'autre à Lyon. Son chiffre d'affaires avoisine le milliard de francs, pour une production de 1,4 million de tubes et des ventes de 2 millions (la différence étant comblée par des importations de tubes R.C.A.).

Les activités « tubes couleur » d'A.E.G.-Telefunken ont été récemment *filialisées*. A.E.G. dispose d'une usine à Ulm et y emploie mille neuf cent cinquante personnes. Son chiffre d'affaires dans ce secteur est d'environ 500 millions de francs pour une production annuelle variant *entre 0,8 et 1 million* de tubes. Les tubes d'A.E.G. - Telefunken sont fabriqués sous licence Philips, celle-ci venant à expiration dans quelques mois.

A.E.G. - Telefunken connaît, depuis quelques années, de sérieuses difficultés financières. En 1978, la société a perdu 900 millions de francs. Certes, le nucléaire lui a coûté cher, mais son secteur télévision, notamment tubes, n'est pas, lui non plus, en excellente santé.

Le schéma de l'opération décidée est relativement complexe. A.E.G. Telefunken apporte sa filiale-tubes à vidéocolor, qui contrôlera ainsi et gérera les trois usines de Lyon, d'Anagni et d'Ulm. Le capital de Vidéocolor sera détenu à raison de 58 % par une société de droit français (dont Thomson-Brandt possédera 51 % et A.E.G.-Telefunken 49 %) et de 42 % par le groupe américain R.C.A. Celui-ci apporte sa pierre à l'édifice sous la forme d'un versement de 7 millions de dollars d'argent frais.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(1) Il semblerait que le groupe familial Grundig ait vendu dès le mois de février près de 20 % des actions de la firme.

LA « VALSE » DES PALACES PARISIENS

La Société du Grand Hôtel est vendue à des financiers britanniques

La Société nouvelle du Grand hôtel (S.N.G.H.), qui possède à Paris, le Grand hôtel, l'hôtel Meurisse, le Prince de Galles et le Café de la Paix, annonce dans un communiqué qu'elle passera sous le contrôle du groupe britannique Grand Metropolitan Hotels après accord du gouvernement français.

La valse des palaces parisiens continue. M. Roger Tamraz, homme d'affaires libanais qui dirige la société Limnico, de droit libérien, *filiale de la First Arabian Corporation*, et ayant un pied-à-terre... au Luxembourg, cédera au groupe hôtelier anglais Grand Metropolitan Hotel 91 % des actions de la S.N.G.H. M. Tamraz avait racheté celles-ci au *printemps* 1978 à la société italienne Compagnia Italiana dei Grandi Alberghi (CIGA), pour une somme approchant 25 millions de dollars. Voilà donc une société libanaise qui revend à un groupe anglais trois palaces et un établissement de restauration de luxe qu'elle avait repris à une firme italienne. Selon toute vraisemblance, à un prix inférieur au prix d'achat. Rappelons que, au mois de mai 1979, le personnel de la S.N.G.H. s'était *mis en grève pour protester* contre la gestion de la direction dont les syndicats dénonçaient l'attitude laxiste.

La chaîne Grand Metropolitan Hotels se classe au vingt-sixième *rang mondial de l'hôtellerie* et à la deuxième place, en Grande-Bretagne, derrière Trusthouse Forte, avec 11 223 chambres (chiffres de 1978), réparties dans soixante-cinq hôtels. Elle gère déjà, en France, l'hôtel Lotti à Paris, le Penta à Courbevoie, le Carlton à Cannes et le Métropole à Monte-Carlo.

Pourquoi ces tourbillons de capitaux autour de l'hôtellerie de luxe parisienne ? Les palaces intéressent deux types d'acheteurs, qui se les disputent. D'une part, des investisseurs interviennent, de plus en plus souvent, pour trouver un emploi à l'afflux des pétrodollars. Il ne s'agit pas, pour eux, d'obtenir, en priorité, des bénéfices de gestion, *mais de réaliser des opérations immobilières* et des placements financiers. La Limnico appartient, à l'évidence, à cette catégorie.

Le deuxième groupe d'acheteurs se recrute parmi les professionnels de l'hôtellerie, les gestionnaires, qui intègrent dans leur chaîne internationale les fleurons parisiens. Gestion par objectifs et ratios sévères parviennent à dégager de substantiels bénéfices. Grand Metro*politan Hotels se place* dans ce cadre.

ALAIN FAUJAS.